

Informationsblatt

N°128 – 2016

Bulletin d'information de l'Administration communale de Sanem



Commune de Sanem




Inhaltsverzeichnis

3	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 17 juin 2016
15	Gemeinderatssitzung Sanem vom 17.06.2016 Schulorganisation 2016/2017 gestimmt
20	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du lundi, 4 juillet 2016
33	Gemeinderatssitzung Sanem vom 04.07.2016 Stellungnahme des Gemeinderats zur Umgehungsstraße von Bascharage
39	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 15 juillet 2016
51	Gemeinderatssitzung Sanem vom 15.07.2016 Erneuerung der Kanalisation „Fénkelberg“ in Beles
60	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du jeudi, 15 septembre 2016
73	Gemeinderatssitzung Sanem vom 15.09.2016 Verschönerung des Schlossparks in Sanem
78	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du lundi, 10 octobre 2016
90	Gemeinderatssitzung Sanem vom 10.10.2016 Matgesfeld, Kirchenfabriken und Umgehungsstraße

Impressum

Editeur responsable: Administration Communale de Sanem
B.p. 74 ■ L-4401 Belvaux ■ Tél. (00352) 59 30 75 - 1 ■ Fax (00352) 59 30 75 - 567
e-mail mail@sanem.lu ■ www.sanem.lu

Conception et réalisation: F²CREA
TIONS

Textes et photos: Service des Relations Publiques et de la Culture



Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem
de la séance publique
du vendredi, 17 juin 2016

date de l'annonce publique: 10 juin 2016
date de la convocation des conseillers: 10 juin 2016
début: 08h15
fin: 10h41

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Arendt Patricia, Mme Asselborn-Bintz Simone, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam, M. Cornély Alain, Mme Faber-Huberty Chantal, M. Goelhausen Marco, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Schlessler Jean-Pierre, Mme Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine,
Mme Greven Manon, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s):/

Premier votant:

Mme Faber-Huberty Chantal

Mme Faber-Huberty Chantal n'a pas pris part au vote des points 27 à 29.



Ordre du jour

Assermentation de la dame REMY CAROLE comme fonctionnaire de la commune de Sanem

Le collège des bourgmestre et échevins demande de bien vouloir retirer les points suivants de l'ordre du jour:

2. Approbation de la convention et du projet d'exécution concernant le PAP « rue de Roanne » à Belvaux

Vote unanime

20. Création d'un poste d'expéditionnaire administratif m/f à mi- temps et sous le statut du fonctionnaire communal

Vote unanime

30. Nomination d'un ergothérapeute (M/F), à durée indéterminée avec une tâche de 20 heures/semaine, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'ergothérapeute PS1

Vote unanime

1. Correspondance et Informations

AMENAGEMENT COMMUNAL

2. Approbation de la convention et du projet d'exécution concernant le PAP « rue de Roanne » à Belvaux

Point retiré de l'ordre du jour

3. Dénomination d'une nouvelle rue: « rue Uerschterhaff » (CR178), tronçon de route compris entre la rue de Sanem à Soleuvre (CR110) et la limite communale avec la commune de Reckange-sur-Mess

Vote unanime

4. Dénomination des rues « Seelbunnstrooss », « rue Metty Greisch », « rue Fred Sunnen » et « rue Roger Krier » dans la Cité Seelbunn

Le conseil communal a décidé d'approuver les dénominations des rues suivantes:

- Seel(e)bunnstrooss (suivant les règles d'orthographe luxembourgeoises en vigueur).
- « rue Mathias Greisch »
- « rue Fred Sunnen »
- « rue Roger Krier »

Vote unanime

TRANSACTIONS IMMOBILIERES

5. Approbation d'un acte de vente avec la dame PRUSCINI Gina et les sieurs BLPASSI Giuliano et Patrizio concernant un terrain sis à Belvaux

Vote unanime

6. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec les dames Marie Thérèse WEISGERBER et Carmen Jeanne LEARDINI concernant deux parcelles de terrain à Soleuvre

Vote unanime

7. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec la communauté d'époux MUHOVIC-LICINA concernant une parcelle de terrain sise à Belvaux

Vote unanime

8. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec la communauté d'époux SADDI-ANDRESINI concernant une parcelle de terrain sise à Soleuvre

Vote unanime

9. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec le sieur MICHELS Laurent Jean concernant une parcelle de terrain sise à Soleuvre

Vote unanime

10. Approbation d'un compromis de vente signé entre la dame BALTES José (veuve BERCHEM) et l'Administration Communale de Sanem concernant l'acquisition d'un bâtiment à habitation situé à L-4450 Belvaux, 24, route d'Esch au prix de 699.000,- €

Vote unanime

11. Approbation d'un compromis de vente avec la communauté d'époux RAMDEDOVIC- ALIBASIC concernant un terrain sis à Belvaux

Vote unanime

12. Approbation d'un contrat de bail avec la communauté d'époux NEUHAUS Daniel et MILLIM Fabienne concernant la location d'une partie de terrain sise à Sanem

Vote unanime

13. Approbation d'une convention de mise à disposition d'un terrain sis dans la «Route d'Esch» à Belvaux pour la mise en place de conteneurs servant d'agence bancaire provisoire avec «BIL S.A.»

Vote unanime

FINANCES

14. Approbation du bilan 2015 du CIGL (Centre d'intervention et de Gestion Locale Sanem asbl)

Vote unanime

15. Etat des recettes restant à recouvrer - Exercice 2015

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Total des restants à poursuivre	83.811,22	
Total des décharges proposées	744,34	
Total des arrérages	84.555,56	

Vote unanime

16. Approbation de divers subsides

Numm	Objet	Montant deen déi Joëre virdrun accordéiert ginn ass	Montant accordéiert
Amicale Sportive des Handicapés Physiques A.s.b.l.	Demande fir e Subside	/	/
MUSEP A.s.b.l.	Demande fir en Don	/	/
Lux Rollers	Demande fir e Subside	/	/
Fédération des corps de Sa-peurs-Pompiers des régions Sud & Nord	Demande fir en Don « Belgrano »	/	/

Vote unanime

OFFICE SOCIAL

17. Avis du conseil communal concernant une décision du conseil d'administration de l'office social de Sanem :

a. Approbation des conventions de bénévolat dans le cadre du projet interculturel

Avis favorable

b. Approbation de la situation des soldes restants par clients au 31.12.2015

Avis favorable

c. Création d'un poste d'assistant social / assistant d'hygiène sociale (m/f) plein temps, CDI

Avis favorable

d. Création d'un poste d'employé communal (m/f) Carrière C à mi-temps CDD

Avis favorable

ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL

18. Approbation du Projet d'Organisation Scolaire Provisoire de la commune de Sanem pour l'année scolaire 2016/2017

Vote unanime

PERSONNEL - ADMINISTRATION

19. Création d'un poste d'artisan à raison de 40 heures par semaine pour les besoins du Service informatique, à durée indéterminée et sous le champ d'application de la CCT des communes du Sud

Vote unanime

20. Création d'un poste d'expéditionnaire administratif m/f à mi- temps et sous le statut du fonctionnaire communal

Point retiré de l'ordre du jour

21. Création d'un poste de rédacteur m/f à plein temps et sous le statut du fonctionnaire communal

Vote unanime

DIVERS

22. Approbation du nouveau texte des statuts du syndicat Intercommunal pour la gestion des déchets en provenance des ménages et des déchets assimilables pour les communes des cantons de Luxembourg, d'Esch et de Capellen, en abrégé «SIDOR»

Vote unanime

23. Modification de la composition des commissions consultatives

Démission(s):

Nbr	Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité/ Parti/Association
1	Scolaire (Commission)	obligatoire	E	DUBOUTAY Isabelle	L-441 SOLEUVRE	membre politique	DP

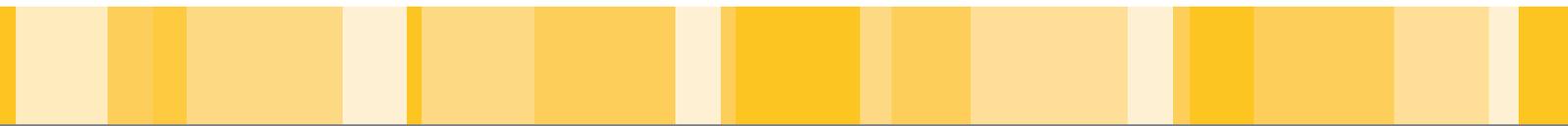
Nomination(s) :

Nbr	Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité/ Parti/Association
1	Scolaire (Commission)	obligatoire	E	CIVERA Yannick	L-4450 BELVAUX	membre politique	DP

Vote unanime

24. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins

- a. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux de confection d'ilots dans la rue de la Croix à Soleuvre, travaux effectués par l'entreprise Bonaria et frères d'Esch/Alzette, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 17 mai 2016;
- b. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux



sur la canalisation dans la rue de France à Belvaux effectués par l'entreprise Farenzena de Dudelange, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 27 mai 2016;

- c. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux de raccordement au réseau de gaz de la maison n°46 rue Grande-Duchesse Charlotte à Belvaux, travaux effectués par l'entreprise Art et Pavés de Schifflange, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 27 mai 2016;
- d. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux de raccordement au réseau d'eau potable du lot 12 dans la rue Waassertrap à Belvaux, effectués par l'entreprise Sadelite de Differdange, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 27 mai 2016;
- e. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant l'organisation du Schoulfest de l'école Chemin Rouge à Belvaux, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 3 juin 2016;
- f. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant Vu l'organisation d'une fête « Scampi-Dag », organisée par les scouts de Belvaux dans la rue des Alliés à Belvaux, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 6 juin 2016;
- g. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant l'organisation de la fête nationale 2016 à Soleuvre, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 10 juin 2016;
- h. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant l'organisation d'une manifestation sportive aux alentours de l'entreprise Palanca à Ehlerange, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 13 juin 2016;

Vote unanime



Suessem, de 14. Juni 2016

Un de Schäfferot vun der Gemeng Suessem

Froen zu der Konsultatioun vun öffentliche Dokumenter am Zesammenhang mam Projet vum Bau vun engem Contournement ëm Käerjeng, deen eis Gemeng Suessem am héije Mooss betrëfft.

Am Kader vun der «phase de la consultation publique» vum 10. Mee bis 8. Juni am Dossier «Contournement vun Käerjeng», wollt ech folgend Froen stellen:

- Stëmmt et, dass de Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister refuséiert huet, déi 5 voluminéis Classeuren am Dossier «Contournement vu Käerjeng» de Gemengen digital ze iwwermëttlen fir dass och eng Konsultatioun ausserhalb vun den Arbeitsstonnen fir d'Biergerinnen an d'Bierger méiglech wier?
- Wat waren d'Argumenter vum Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister fir déi Dokumenter, wat jo öffentlech Dokumenter sinn, an jo och öffentlech zur Konsultatioun fräi gi waren, net digital zur Verfügung ze stellen?

Dir hudd dorobshin d'Gemengebeamten beobtragt déi Dokumenter selwer eenzel ze scannen fir se dann anschlëssend de Beamten vun deene concernéierten Servicer, dem Affekot dee mam Dossier chargéiert ass, de Mëmbere vum Gemengerot a vum Aarbechtsgrupp „Contournement“ zur Verfügung ze stellen an esou erméiglecht, dass eng systematesch an déifgräifend Analyse konnt gemaach gin en vue vun engem gudd motivéierten Avis vum Schäffen- a Gemengerot .

- Virwat sinn déi digitaliséiert Dokumenter eréischt den 28. Mee op de Site vun der Gemeng gesat gin, fir och de Biergerinnen an Bierger éng Konsultatioun en ligne zerméiglechen ?

*Mat beschte Gréiss,
Patrizia Arendt,
Gemengeréitin vun déi Lénk*

Réponse du collège échevinal:

Zu der Fro 1: Den 02.05.2016 krute mir d'Äntwert vun der Ponts et Chaussées (Roland Fox) dass dat net méiglech wier. Mir hunn also net direkt beim Minister gefrot mee bei senger zoustänneger Administratioun, well mir vum Minister sengem Sekretariat bei d'Ponts et Chaussées verwise gi waren.

Zu der Fro 2: D'Ponts et Chaussées huet der Gemeng keng Argumenter uginn firwat d'Gemeng keng digital Versioun kann kréien. Mir hunn direkt domat reagéiert, dass eis Servicer d'Dossieren gescannt hunn. Den 04.05.2016 hu mir d'Froen zu der Prozedur un de Ministère geschéckt an den 06.05.2016 krute mir d'Äntwerten. Den 10.05. huet de Groupe de travail an de Gemengerot eng Mail kritt dass den Dossier um Servicer fir sie bereet steet an och dem Personal dass en um Y:/ (Réseau interne vun der Gemeng) steet.

Zu der Fro 3: Den Dossier ass den 27. Mee, an net den 28. Mee op d'Homepage vun der Gemeng gesat ginn. Et war bis dohin keen Thema, och net an de Reuniounen vum Groupe de travail an Gemengerot. No der Demande vun der Madame Arendt vum 26. Mee, hu mir direkt beim Ministère nogefrot ob mir am legale Kader sinn wa mir den Dossier online setzen. Den 27. Mee krute mir dann bestätegt dass et legal ass den Dossier online ze setzen an den Dag selwer ass dunn alles mëttes online gesat ginn.

Un de Schäfferot vun der Gemeng Suessem

Froen am Zesummenhang mat der Kommunikationspolitik vis-à-vis vun de Biergerinnen an Bierger vun eiser Gemeng.

An der Sitzung vum 25. Januar 2016 hu mir hei am Gemengerot eestëmmeg eng Resolutioun verabschit wou mir de Bierger e Recht op exakt, authentesch an aktuell Informatiounen an dat an de kierz méiglechen Delaien, zougestanen hun.

E Méindeg, den 13. Juni hunn ech a menger Bréifboîte d'Informatiounsblat N°126-2015 fond mat de Berichter vun de Gemengerotssitzungen vum 13. November, 14. an 18. Dezember 2015, Berichter also vu Gemengerotssitzungen déi 7 respektiv 6 Méint al sinn.

Meng 1. Fro an dem Zesummenhang ass déi, firwat huet et esou laang gedauert bis d'Informatiounsblat erauskomm ass ?

Meng 2. Fro an dem Zesummenhang wär dann ze wëssen, op schonn eppes ënnerholl gin ass en vue vun enger audiovisueller Iwerdroung vun de Gemengerotssitzungen via eise Gemengesite, wéi dat méttlerweil eng ganz partie gréisser a klenger Gemengen wéi mir, schonn eng Zäitche maachen?

Hei nach emol déi eestëmmeg votéiert Resolutioun vum 25.01.2016 op déi sech déi 2 Froen bezéien:

« Le conseil communal de Sanem, en sa séance du 25 janvier 2016, considérant que

- *les citoyennes et citoyens de notre commune ont un droit aux informations exactes, authentiques et actualisées dans les plus brefs délais;*
- *les séances du conseil communal sont publiques mais organisées à des horaires où la grande majorité des citoyens se trouve à leur lieu de travail;*
- *le bulletin imprimé, reprenant les rapports avec les points à l'ordre du jour et les discussions afférentes sont publiés dans des délais décalés (entre 3 et 6 mois après les séances);*
- *le flux des informations et actualités est, de nos jours de plus en plus géré par le biais de moyens informatiques tels que l'internet ou des fichiers documents, audio ou vidéo;*
- *une politique de communication, de dialogue et de transparence est un objectif et une obligation chère à tous les élus et élues;*
- *un nouveau poste d'employé m/f chargé des relations publiques va être créé dont les missions sont multiples telles que décrites dans l'aide-mémoire annexé à l'appel de candidature pour le poste en question;*

accordant une haute importance à la création de ce poste et aux missions afférentes, décide:

- *d'accorder une priorité de premier ordre à la publication dans les plus brefs délais des séances publiques du conseil communal;*
- *d'analyser les possibilités de diffusion des séances du conseil communal via internet soit par fichier audio soit par fichier vidéo;*
- *de s'informer auprès des communes utilisant déjà ce moyen de communication et d'information.*

*Mat beschte Gréiss,
Patrizia Arendt,
Gemengeréittin vun déi Lénk*

Réponse du collège échevinal:

Zu der Fro 1: D'Sitzung vum 13.11.2015 ass den 19.11.2015 un den CE geschéckt ginn, d'Verbesserungen waren Ufank Dezember fäerdeg. D'Sitzungen ginn an een Informatiounsblat zesumme regroupéiert wann se sou no beienee leie, sou wéi an dësem Fall déi vum November an Dezember. D'Budgetsrieden an Presentatiounen vun de Sitzungen am Dezember hat den zoustännege Service réischt den 25.01.2016 all zesummen (16.12.2015 Budgetsried Georges Engel, 19.12.2015 Budgetsried Jos Piscitelli an Alain Cornély, 21.12.2015 Budgetsried Nathalie Morgenthaler, 07.01.2016 Budgetsried Patricia Speck-Braun, 21.01.2016 Budgetsried Patrizia Arendt, dem Myriam Cecchetti seng Presentatioun an Ried vum SF 08.01.2016, plus d'Froen un de CE zum Budget 2016 (verbessert vum SF) den 25.01.2016). Den 25.01.2016 sinn d'Berichter un de CE geschéckt ginn, Ufank Mäerz waren d'Verbesserungen fäerdeg. D'Berichter sinn all den 04.03.2016 un de CC geschéckt (déi laut Procédure dann 1 Woch hunn fir Verbesserungen eranze-ginn). D'Fotoen fir dëst Informatiounsblat krut de Service den 16.03.2016. D'CD mam Material ass den 17.03.2016 un d'Firma déi eist Informatiounsblat zesummesetzt, geschéckt ginn. Den 09.05.2016 krut de Service d'Informatiounsblat fir d'Kontroll. Den 18.05.2016 sinn d'Verbesserungen un d'Firma zeréckgeschéckt ginn. Den 20.05.2016 krut de Service dat verbessert Informatiounblat an den Bon-à-Tirer ass dunn confirméiert ginn. Mam Drock an der Liwwerung ass et dann per Toutes-Boîtes vun der Woch 24, also ab den 13. Juni verdeelt ginn. Dës Ausgab hat effektiv e puer Schwierigkeeten an et loung un verschidden Elementer an jiddereen hat säin Undeel drun. D'Sitzungen vun dësem Joer sinn och an der Maach mee wäerten och e wéineg méi spéit wéi soss erauskommen, vu dass den Dossier Contournement akut ass an dofir Prioritéit huet, en plus ass d'Ëmorganisatioun vum Service Relations publiques nach net ofgeschloss. Mee et wäert an den nächste Méint eng spierbar Verbesserung ginn.

Zu der Fro 2: Et ass richtig dass mir am Gemengerot am Januar eng Resolutioun gestëmmt hunn wou de Gemengerot festgehalten huet déi verschidde Méiglechkeeten ze analyséieren fir d'Gemengerotssitzungen ze diffuséieren an eis och bei aner Gemengen déi dësen Service offréieren ze informéieren. Dëst hunn mir och gemaach an bei den Gemengen Lëtzebuerg, Esch, Monnerech an Réiser nogefrot. Den Iwwerdroungssystem vun der Stat/Esch ass fir eis dach eng Nummer ze grouss. Et ass net ëmsoss, dass déi zwou gréisste Gemengen aus dem Land domat schaffen. Fir dat un d'Lafen ze bréngen brauch ee mindestens dräi semi-professionell Kameraen (déi eemol fix installéiert musse ginn) an déi da während dem Gemengerot vun enger klenger "Regie" gesteuert a koordinéiert ginn. Déi Escher hu méi Manpower wéi mir a soten trotzdem, dass si dat nëmme schwierig gestëmmt kréien. De Wee vu Réiser a Monnerech wier éischer eis "Kragenweite". Si schaffe mat <http://www.citizencam.eu/> zesummen. Réiser benotzt einfach dräi fix Kameraen (Buergermeeschter / Majoritéit / Oppositioun). Eng Léisung, déi och fir eis, menger Meenung no, déi bescht wier. Ëmsou méi, well Monnerech nach ee bëssen een anere System huet, vun deem mir awer éischer ofgerode kruten. Monnerech huet een Hightech-Gemengerots-Dësch. Op deem huet all Conseiller ee klenge Bildschirm an och eng Kamera, déi di ganzen Zäit just op hie gericht ass. Wat d'Logistik ugeet, sou kéinte mir de Réiser/Monnerech System sécher packen. Do misst "just" eemol a Kameraen an an d'Ophuel/Stream-Software investéiert ginn. All d'Gemengen hu mir verséichert, dass et finanziell kee Mammutprojet wier an dass mir – bei Interessi – gäre laanscht kéinte kucke kommen. Wat d'"Regie" während de Sätzungen ubelaangt, sou ass déi dach relativ iwwersiichtlech. Wa mir net op de Wee vum LIVE ginn da muss just ee Mataarbechter de Stream starte/stoppen, déi eenzel Punkten aginn, déi eenzel Intervenanten notéieren/klicken, de Huis Clos och wierklech Huis Clos loosser.

Wat de Feedback vun der Populatioun betrëfft, do hunn sech déi eenzel Gemenge keng gréisser Illusiounen gemeet. Et konnt / wollt kee sou richteg Zuelen oder Clicks verroden, mee dass dat iwwerall awer an engem ganz iwwersichtleche Kader ass, dovunner ass jiddereen ausgaangen. Et kéint een et also als "nice to have" beschreiwen, awer sécher net als "must have". Et muss also nach analyséiert ginn wéi et hei an der Gemeng konkret ëmzesetzen wier an et dann eventuell fir de Budget vum nächste Joer virgesinn.

SEANCE A HUIS CLOS

PERSONNEL – ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL

26. Affectation du personnel enseignant dans le cadre de la 1ère liste des postes d'instituteurs vacants pour l'année scolaire 2015/2016

a) un poste d'instituteur breveté (100%) pour le cycle 1 de l'enseignement fondamental

Est nommé(e): GIOVAGNOLI Tania

b) un poste d'instituteur breveté (100%) pour le cycle 1 de l'enseignement fondamental

Est nommé(e): SBARRA Diane

c) un poste de surnuméraire (100%) pour le cycle 1 de l'enseignement fondamental

Est nommé(e): ASSA Nora

d) un poste d'instituteur (100%) pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental

Est nommé(e): MICHELS Stéphanie

e) un poste de surnuméraire (100%) pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental

Est nommé(e): RIGO Gilles

f) un poste de surnuméraire (100%) pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental

Est nommé(e): SCHNEIDER Tania

g) un poste de surnuméraire (100%) pour les cycles 2-4 de l'enseignement fondamental

Est nommé(e): pas de candidature

PERSONNEL - ADMINISTRATION

27. Démission honorable de la dame ROMEO Franca, employée communale, à partir du 1er avril 2017

Démission accordée

28. Nomination provisoire de deux agents municipaux m/f sous le statut du fonctionnaire communal à plein temps

a)

Est nommé(e): BARONE Moreno

b)

Est nommé(e): PESCAROLO Sven

29. Prolongation de stage de Monsieur Poiré Darryl, rédacteur, pour la période du 01.09.2016 au 31.08.2017, soit 12 mois

Prolongation de stage accordée

PERSONNEL – RESIDENCE OP DER WAASSERTRAP

30. Nomination d'un ergothérapeute (M/F), à durée indéterminée avec une tâche de 20 heures/semaine, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'ergothérapeute PS1

Point retiré de l'ordre du jour

31. Nomination d'un agent administratif, à durée déterminée, avec une tâche de 30 heures/semaine, au C.I.P.A. « Résidence op der Waassertrap » sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière PA5

Est nommé(e): KREMETER Mandy

Gemeinderatssitzung Sanem vom 17.06.2016

Schulorganisation 2016/2017 gestimmt

In der heutigen Sitzung am 17. Juni 2016 standen 28 Punkte auf der Tagesordnung, die allesamt einstimmig verabschiedet wurden. Vor Beginn der Sitzung wurde die neue Gemeindebeamtin Carole Rémy vereidigt.



Carole Rémy verstärkt das Team im Gemeindesekretariat.

BELES

Zunächst bat Bürgermeister Georges Engel (LSAP) den Gemeinderat 3 Punkte der Tagesordnung auf eine spätere Sitzung zu verschieben. Hierbei handelte es sich erstens um eine Konvention bezüglich des PAP („plan d'aménagement particulier“) eines Bauprojektes in der rue de Roanne in Beles, zweitens um die Schaffung eines „expéditionnaire administratif“-Postens und drittens um die Nominierung eines Ergotherapeuten für das gemeindeeigene Altenheim REWA.

Beim ersten Tagesordnungspunkt kam Bürgermeister Georges Engel (LSAP) auf die jüngsten Überschwem-

mungen zurück. Vor allem die Ortschaften Sanem und Ehleringen waren stark vom Regen betroffen. Zunächst bedankte sich der Bürgermeister bei den kommunalen Rettungsdiensten und beim technischen Dienst der Gemeinde für ihre exzellente Arbeit während den Regenfällen und deren Konsequenzen. Auch der Firma Kemp sprach er seinen Dank aus, die sehr flexibel bei der Bereitstellung der Sandsäcke war. Zudem wurden in Sanem 2 Container von der Gemeinde zur Verfügung gestellt, um die Abfälle der Aufräumarbeiten zu entsorgen. Außerdem wird die Gemeinde mit Kehr- und Saugmaschinen die Straßen und den Bach säubern. Diese Regenfälle waren eine außergewöhnliche Situation in vielen Gemeinden des Landes und es sei schwierig alle Vorkehrungen zu treffen um solch exzeptionelle Regenmassen zu meistern. Zu den kommenden Maßnahmen gehören die Renaturierung des Baches und 2 neue Regenüberlaufbecken, die im Rahmen des Baus der Sporthalle in Sanem angelegt werden. Das meiste Wasser kam jedoch oben aus den Feldern runter, diese sind nämlich bei solch starken Regenfällen auch sehr schnell gesättigt. Dagegen sei die Gemeinde leider machtlos, so der Bürgermeister.

Danach informierte Bürgermeister Georges Engel (LSAP) über die Ergebnisse des öffentlichen Umfrageverfahrens bezüglich der umstrittenen Umgehungsstraße von Bascharage. Nachdem das Dossier mit den 3 verschiedenen Varianten im Mai an die Gemeinde geschickt worden war, hatte man bis zum 8. Juni Zeit ihre Beanstandungen einzureichen. Diesem Aufruf folgten 82 Bürger und Vereinigungen. Diese kommen zu den 2.766 Unterschriften im Kader einer Petition und zu den 4.468 Stellungnahmen gegen die Umgehungsstraße im Rahmen der Umfrage zu den sektoriellen Plänen im Jahre 2014 hinzu. Die 82 schriftlichen Einwände werden nun von der Verwaltung analysiert und nachdem am 28. Juni eine öffentliche Anhörung im Rahmen des Verfahrens stattfindet, wird in der nächsten Gemeinderatssitzung die offizielle Stellungnahme der Gemeinde gestimmt.

NEUE STRASSENAMEN IN SANEM UND IN BELES

Im Rahmen der zukünftigen Untersuchungshafenanstalt in Sanem wird eine neue Straße angelegt, die zwischen der rue de Sanem in Zolwer bis an die Grenze der Gemeinde Reckingen (hinter dem Reitstall, der WSA und dem „Uerschterhaff“ vorbei) führen wird. Der Gemeinderat beschloss diese Straße „rue Uerschterhaff“ zu benennen.

Vier weitere Straßen in der neuen „Cité Seelebunn“ in Beles (zwischen der rue de Hussigny, der rue de France und der rue de la Fontaine) erhielten ebenfalls einstimmig ihre offizielle Benennung. Die Hauptachse des neuen Wohnviertels heißt nun „Seelebunnstrooss“. Die anderen drei Straßen werden nach den ehemaligen Bürgermeistern „rue Roger Krier“, „rue Mathias Greisch“ und „rue Fred Sunnen“ benannt.



Die Straßen der neuen „Cité Seelebunn“ werden zu Ehren ehemaliger Bürgermeister nach deren Namen benannt.

CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler zeigte sich hochofrenet über die Entscheidung, dass eine Straße nach dem früheren CSV-Bürgermeister Fred Sunnen benannt werde, da dies schon länger eine Bitte ihrer Fraktion war. Leider bedauere man, dass diese Straße nicht in Belval sei, da Fred Sunnen eng mit diesem Projekt verbunden war.

Bei den folgenden 9 Immobilientransaktionen zeigte sich der Gemeinderat ebenfalls ohne Gegenstimmen einverstanden. Unter den verschiedenen Verkaufs- und unentgeltlichen Abtretungsabkommen, stachen besonders der Kaufvertrag bezüglich eines Wohnhauses in der route d'Esch in Beles und die Konvention mit der BIL betreffend eines Grundstückes in derselben Straße hervor. Bei ersterem wird die Gemeinde das besagte Einfamilienhaus Nummer 24 zuzüglich des Anwesens von 5,49 Ar für 699.000 € kaufen. Zu welchen Zwecken diese Immobilie später genutzt werden wird, ist allerdings zu diesem Zeit-

punkt nicht abgeklärt. Nach einer gründlichen Analyse werden die Gemeinderäte darüber informiert.

Im Rahmen des Kaufs und der darauffolgenden Renovierung des Gebäudes 30, route d'Esch in Beles, schließt die Gemeinde eine Konvention mit der Bankgesellschaft BIL ab. Es wird also festgehalten, dass während den Umbauarbeiten die Bank eine provisorische Container-Filiale auf einem Gemeindegrundstück errichten darf. Diese befindet sich in einer Wiese zwischen der Residenz Dora und der Tankstelle in der route d'Esch. Die Bankgesellschaft verpflichtet sich zu einer monatlichen Miete in Höhe von 250 €, übernimmt alle Kosten für die Errichtung des Containers und übergibt das Gelände im ursprünglichen Zustand zurück an die Gemeinde.

GESCHÄFTSBILANZ 2015 DES CIGL UND RESTANTENETAT 2015

Anschließend erhielt Schöffe und Präsident des CIGL Sanem Marco Goelhausen (LSAP) das Wort um alle wichtigen Informationen zur Geschäftsbilanz 2015 des CIGL zu geben. Die Anhebung des positiven Resultats von 30.260 € zugunsten der Gemeinde wurde auf null gesetzt und die Bilanzsumme von 312.564 € wurde einstimmig angenommen.

Um den Restantenetat 2015 zu erläutern war Gemeindeeinnahmehelfer Luc Theisen im Gemeinderat anwesend. Er erklärte, dass die noch einzutreibenden Zahlungsrückstände bei 84.555,56 € liegen, was deutlich weniger als in den letzten Jahren sei. Dies sei unter anderem darauf zurückzuführen, dass es weniger Insolvenzen gab, eine gute Zusammenarbeit mit den Gerichtsvollziehern und dem Sozialamt der Gemeinde herrscht und viele Beschlagnahmen (frz.: saisies) von der „Recette communale“ selber vorgenommen werden. Nächstes Jahr wird diese Summe jedoch höher ausfallen, da der Restantenetat laut Gesetz bis zum 30. April abgeschlossen werden muss. Die zu erlassenden Summen liegen dieses Jahr extrem niedrig (744,34 €). Hierbei handelt es sich hauptsächlich um das bekannte Problem bezüglich Krankenwagendienst-Rechnungen. Diese Summe wird kommendes Jahr ebenfalls höher ausfallen, da es unter anderem noch laufende Insolvenzen gibt.

Nachdem Bürgermeister Georges Engel (LSAP) sich beim Gemeindeeinnahmehelfer und dessen Mitarbeiter für die gute Arbeit bedankt hatte, wurde der Restantenetat 2015 einstimmig verabschiedet.



Das Sozialamt leistet vorbildliche Arbeit im Zusammenhang der Integration von Asylbewerbern.

Bei den diversen Subsidien verkündete Gemeinderat und Präsident der Finanzkommission Jemp Schlessler (LSAP), dass keine der eingereichten Anfragen von den Vereinigungen den Kriterien entsprach und somit keine finanziellen Beihilfen erteilt wurden.

Gemeinderat und Präsident des Sozialamtes Jos Piscitelli (LSAP) erhielt danach das Wort um die verschiedenen Entscheidungen des Vorstandes des OS (Office social) zu veranschaulichen.

Beim ersten Punkt ging es um die Abschließung von Konventionen - auf Anraten des OLAI (office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration) - mit den ehrenamtlichen Mitarbeitern im Rahmen des interkulturellen Projektes mit den Asylbewerbern in Sanem. Bei diesem Projekt geht es darum den 53 Asylbewerbern vor allem während den Antragsverfahren Hilfestellung zu leisten. Unter anderem geben die freiwilligen Helfer Sprachkurse, unternehmen gemeinsame Ausflüge, etc. damit die Asylbewerber insbesondere die luxemburgische Mentalität und Traditionen kennenlernen. Der zweite Punkt behandelt den Restanenetat 2015 des Sozialamtes. Dieser Betrag beläuft sich auf 148.774 €, was 50.000 € höher ausfällt als im Jahr 2014. Bedingt ist diese Steigerung hauptsächlich wegen der Erhöhung der „avances remboursables“. Die Anzahl der hilfsbedürftigen Mitbürger ist binnen eines Jahres sehr angestiegen und die meisten sind auch leider nicht in der Lage ihre Vorschüsse beim Sozialamt zu begleichen. Danach ging es noch um die Schaffung von 2 Posten, zum einen eines Sozialarbeiters und zum anderen eines administrativen Mitarbeiters. Hauptsächlich werden diese Posten gebraucht um die Koordinierung der Zusammenarbeit mit den Asylbewerbern zu gewährleisten im Hinblick auf die zukünftigen Asylheime in Sanem und in Zolwer. Alle 4 Entscheidungen wurden vom Gemeinderat gutgeheissen.

SCHULORGANISATION 2016/2017

Danach war von Schulschöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) zu erfahren, dass für das kommende Schuljahr 2016/2017 insgesamt 1472 Schüler eingeschrieben sind, die in 93 Klassen in den 6 Schulen der Gemeinden unterrichtet werden. Zudem informierte sie, dass das seit 3 Jahren laufende Projekt des „Précoce“ und die enge Zusammenarbeit mit der Maison Relais ebenfalls zur vollsten Zufriedenheit ablaufe. Der Gemeinderat verabschiedete sodann einstimmig das Dokument zur Schulorganisation 2016/2017.



Die Schulorganisation 2016/2017 wurde verabschiedet.

Personalschöffe Marco Goelhausen (LSAP) gab dann alle nötigen Informationen zu der Schaffung von 2 Posten in der Gemeindeverwaltung. Nach einer tiefgehenden Analyse der Gemeindedienste in den vergangenen Monaten, habe man festgestellt, dass unter anderem durch die Zunahme der Einwohnerzahl und den damit zusammenhängenden Anstieg an Arbeitsaufwand, mehr Personal benötigt wird. Somit wird der „Service

informatique“ um einen Mitarbeiter verstärkt und das Bauamt erhält ebenfalls einen weiteren „Rédacteur“. Mit diesen personellen Entschlüssen zeigten sich die Gemeinderäte einverstanden.

Nach den Erklärungen von Schöffin Myriam Cecchetti (déi gréng) verabschiedete der Gemeinderat ebenfalls ohne Einwände die textuellen Umänderungen in den Statuten des SIDOR (syndicat Intercommunal pour la gestion des déchets en provenance des ménages et des déchets assimilables pour les communes des cantons de Luxembourg, d’Esch et de Capellen). Der Text wurde nun an das Syndikatsgesetz von 2001 angepasst, wesentliche Veränderungen bezüglich der Aktivitäten gibt es jedoch nicht.

Anschließend wurden 2 Wechsel in der Zusammensetzung in den beratenden Kommissionen sowie einige temporäre Verkehrsverordnungen bewilligt.

2 ANFRAGEN DER DÉI LÉNK-FRAKTION AN DEN SCHÖFFENRAT

Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) hatte im Vorfeld 2 schriftliche Anfragen an den Schöffenrat gerichtet. Die erste bezog sich auf die Veröffentlichung der Dokumente im Zusammenhang des Projektes „Umgehungsstraße von Bascharage“, dessen öffentliche Anhörungsverfahren vom 10. Mai bis 8. Juni lief. Sie wollte wissen ob es erstens stimme, dass der Nachhaltigkeits- und Infrastrukturminister abgelehnt hat, die voluminösen 5 Aktenordner digital zur Verfügung zu stellen, zweitens was die Argumente für diese Ablehnung waren und drittens warum die digitalisierten Dokumente erst am 28. Mai auf der Internetseite der Gemeinde zugänglich gemacht wurden.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) informierte, dass man am 2. Mai 2016 die Antwort von der Straßenbauverwaltung (Zuständigkeitsbereich des Ministers) erhielt, dass eine digitale Version der Ordner nicht möglich sei. Gründe hierfür bekam die Gemeinde nicht. Deshalb habe man sofort reagiert und die Ordner selber gescannt und am 10. Mai stand die digitale Version dem Gemeinderat, der Arbeitsgruppe „Contournement“ und der Verwaltung zur Verfügung. Das Dossier wurde am 27. Mai - nicht am 28. Mai - auf die Gemeinde-Homepage hochgeladen, einen Tag nachdem man die Bestätigung des zuständigen Ministeriums erhalten hatte, dass dies auch gesetzlich erlaubt ist. Bis zu dem Zeitpunkt war die Veröffentlichung auf der Internetseite von keiner Seite gefordert worden, auch nicht von der déi Lénk-Fraktion. Gemeinderätin

Patrizia Arendt (déi Lénk) entgegnete, dass déi Lénk die Dossiers sogleich auf ihrer Homepage veröffentlicht haben sobald diese in digitaler Form zur Verfügung standen. Weiter zeigte sie sich erstaunt darüber daß man nur einen Beamten und nicht den Minister direkt angeschrieben habe und die Gemeinde sich so abspesen lassen ließ. Woraufhin Bürgermeister Georges Engel (LSAP) entgegnete, dass man wohl zuerst beim Ministerium gefragt habe, aus Kompetenzgründen die Anfrage an die Straßenbauverwaltung weitergeleitet wurde.

Die zweite Anfrage von déi Lénk-Gemeinderätin Patrizia Arendt betraf die Kommunikationspolitik der Gemeinde. In einer Resolution im vergangenen Januar hatte der Gemeinderat beschlossen eine exakte, authentische und aktuelle Wiedergabe der Gemeinderatssitzungen zu ermöglichen. In diesem Zusammenhang wollte sie wissen warum die letzte Ausgabe des „Informationsblatt“ mit den Gemeinderatsentscheidungen vom November und Dezember 2015 erst im Juni erschienen sind. Außerdem wollte sie erfahren ob es bereits neue Erkenntnisse in Bezug auf die audiovisuelle Übertragung der Gemeinderatssitzungen gäbe.

Darauf erklärte Bürgermeister Georges Engel (LSAP) ausführlich über die Gründe für die verspätete Veröffentlichung der letzten Ausgabe des „Informationsblatt“. Viele Faktoren hatten hier mitgespielt und jeder hat seinen Teil dazu beigetragen. Außerdem ist der zuständige Dienst mit dem Dossier „Contournement de Bascharage“ und der Umorganisation des „Service des relations publiques et de la culture“ ausgelastet. Zur audiovisuellen Übertragung antwortete der Bürgermeister, dass man sich über diese Möglichkeit bei 4 verschiedenen Gemeinden schlau gemacht habe. Die Übertragungssysteme der Städte Luxemburg und Esch/Alzette stellen einen zu großen Aufwand für eine kleinere Gemeinde wie Sanem dar. Die Systeme der Gemeinden Roeser und Monnerich seien eher die „Kragenweite“ von Sanem. Die Zuschauerzahlen halten sich in den anderen Gemeinden im überschaubaren Ausmaß, weshalb man davon ausgehen könne, dass die Live-Übertragung ein „nice to have“ und kein „must have“ darstellt. Da man für dieses Jahr kein Budget für ein solches Projekt vorgesehen hatte, müsse man die Sache noch weiter analysieren und zu einem späteren Zeitpunkt darauf zurückkommen.

Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) bedankte sich für alle Erklärungen, dennoch sei sie nicht der Meinung, dass eine audiovisuelle Übertragung im 21. Jahrhundert

sicherlich nicht nur ein „nice to have“ sei, sondern eine Frage der Demokratie und Informationspflicht an die Bürgerinnen und Bürger und man überlegen müsse ob die bisherige Veröffentlichung der Gemeinderatsentscheidungen zeitgemäß sei und ausreiche.

Im Anschluss daran richtete CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler eine Frage betreffend einen Leserbrief eines Anwohners der „Cité Lamesch“ in Sanem in dem sich beschwert wird, dass das besagte Wohnviertel als Schleichweg genutzt werde und man im Verkehr „untergehe“. Die Gemeinderätin forderte, dass das Schild „Zufahrt nur für Anrainer“ (das während den Straßenbauarbeiten abmontiert worden war) wieder aufgestellt werde. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) informierte, dass diese Problematik bereits in der Verkehrskommission behandelt werde und man deren Stellungnahme abwarten werde bevor man eine Entscheidung treffe ob die „Cité Lamesch“ nur für Anrainer erlaubt wird oder nicht. Die subjektive Auffassung des Leserbrief-Verfassers sei ebenfalls ein wenig übertrieben, dennoch habe man die Polizei in Kenntnis gesetzt, damit diese vermehrt Kontrollen an diesem Ort vornimmt.

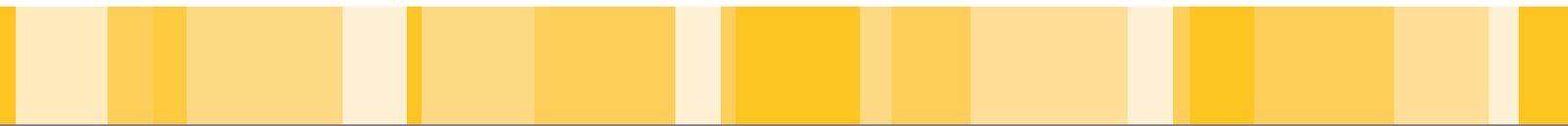
In diesem Zusammenhang erklärte Gemeinderätin Nadine Tornambé-Duchamp (LSAP), dass die Programmierung der Ampelanlage an der Kreuzung rue d'Esch in Sanem bald geändert werde, was sicherlich Auswirkungen auf den Verkehr und die Schleichwegnutzer haben wird. Auch CSV-Rätin Carine Reuter-Bauler zeigte sich vorsichtig die Durchfahrt der „Cité Lamesch“ nur für Anrainer zu erlauben. Da es im Wohnviertel eine Kindertagesstätte gäbe, sei dies keine besonders gute Idee, den Eltern die Durchfahrt zu verbieten. Diese Meinung teilte auch Gemeinderat Alain Cornély (déi Gréng), es sei bedauerlich falls die Ausfahrten für den Verkehr gesperrt werden würden. Schöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) und Verkehrsschöffe Marco Goelhausen (LSAP) relativierten ebenfalls die Situation. Damals gab es im Wohnviertel eine Petition bezüglich der Bremsschwellen. Diese wurden nach einer knappen Umfrage (49 zu 51) wieder entfernt. Man sei sich bewusst, dass schwierige Umstände bezüglich des Verkehrs in der Umgebung vorherrschen, dennoch werde die Neuregelung der Ampelanlage die Situation verbessern.

Im Anschluss daran fragte Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler (CSV) noch nach dem „plan directeur Ehlerange“, der im Budget ohne Summe angegeben wird. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass die Pläne vom Ingenieurbüro abgeschlossen wurden, jedoch die technischen Feinheiten noch nicht spruchreif sind und deshalb das Konzept noch nicht im Gemeinde-

rat präsentiert worden ist. Danach empfahl die CSV-Gemeinderätin eine Sitzung des „comité de prévention communal“ einzuberufen, da dies schon länger nicht geschehen sei. Zudem fragte sie den Schöffenrat, dass die Dienste „Agent municipal“ und „Service des relations publiques et de la culture“ in einer Gemeinderatsitzung präsentiert werden, da es in beiden Fällen einige Veränderungen gab.

Déi Gréng-Gemeinderat Alain Cornély forderte abschließend eine Intervention des Schöffenrates bei der Straßenbauverwaltung. Durch die zeitgleichen Baustellen bei der Kronospan und in der rue Prince Jean in Zolwer sei es von Sanem aus schwierig nach Beles zu gelangen ohne die alltäglichen Staus an besagter Stelle in Zolwer zu erdulden. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) teilte die Meinung über diese unglückliche Baustellensituation. Man habe auch mit der Straßenbauverwaltung gesprochen, die sich jedoch unflexibel gezeigt hat.

Im darauffolgenden Teil der geschlossenen Sitzung wurden dann auch 5 Personalentscheidungen getroffen. Unter anderem wurde die 1. Liste des Lehrpersonals gestimmt, die Demission der langjährigen Mitarbeiterin Franca Romeo bewilligt und die Herren Barone und Pescarolo als neue „agents municipaux“ ernannt.




Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem
de la séance publique
du lundi, 4 juillet 2016

date de l'annonce publique: 27 juin 2016
date de la convocation des conseillers: 27 juin 2016
début: 14h10
fin: 15h10

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Arendt Patricia, Mme Asselborn-Bintz Simone, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam, M. Cornély Alain, Mme Faber-Huberty Chantal, M. Goelhausen Marco, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, M. Schlessler Jean-Pierre, Mme Speck-Braun Patricia
Mme Greven Manon, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s):

Mme Reuter-Bauler Carine, Mme Tornambé-Duchamp Nadine,

Premier votant:

M. Bronzetti Denis



Ordre du jour

1. *Contournement de Bascharage – Approbation de l'avis proposé par le collège des bourgmestre et échevins.*

Le conseil communal a décidé d'approuver l'avis relatif au Contournement de Bascharage comme suit:

Point 1:

Contournement de Bascharage – Approbation de l'avis proposé par le collège des bourgmestre et échevins.

Le conseil communal,

Vu le dossier de consultation du public suivant la loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, département des travaux publics, déposé à la maison communale le 2 mai 2016;

Considérant que le dossier se compose de cinq classeurs:

Classeur 1: L'étude d'évaluation des incidences sur l'environnement et ses annexes afférentes

Classeur 2: L'étude de bruit, l'étude sur la pollution de l'air et les extraits des PAG

Classeur 3+4: L'avant-projet sommaire « APS »

Classeur 5: L'étude de trafic, l'évaluation du niveau de sécurité routière et la note technique sur le mouvement des masses;

Considérant les avis du Département de l'aménagement du territoire, du Département de l'environnement et celui de l'Administration de la Gestion de l'Eau;

Vu l'avis au public affiché du 10 mai 2016 au 8 juin 2016 inclus conformément à l'article 7 de la loi du 29 mai 2009 ci-mentionné, informant la population

- du dépôt du dossier de consultation afin de pouvoir en prendre connaissance
- du délai des observations et objections à formuler par écrit au Collège des Bourgmestre et Echevins et
- de l'enquête publique du 28 juin 2016 lors de laquelle tous les intéressés sont entendus;

Vu l'avis au public du 30 mai 2016 distribué à chaque ménage, rappelant la population de la procédure de consultation du dossier relatif au projet du « Contournement de Bascharage »;

Vu le certificat de publication du 29 juin 2016 attestant que les prédites publications ont été faites conformément à l'article 7 de la loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certain projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires;

Considérant qu'à l'expiration du délai de 30 jours, 79 personnes privées, la Commission de Circulation, la Commission de l'Environnement et le Mouvement Ecologique – Régionale–Sud ont introduit leurs observations et objections;

Considérant la pétition de mai 2013 jusqu'en avril 2014 lors de laquelle 2.678 personnes se sont exprimé contre la variante 1 du projet du « Contournement de Bascharage »;

Considérant la procédure consultative des plans sectoriels relatifs au logement, au paysage, au transport et aux zones d'activités lancée par le Gouvernement luxembourgeois en juin 2014, lors de laquelle 4.468 réclamations ont pu être recueillies;

Considérant que lors de l'enquête publique du 28 juin 2016, 18 personnes se sont présentées devant le bourgmestre dont 8 personnes ont fait valoir leurs remarques;

Considérant le procès-verbal de l'enquête publique dressé en date du 29 juin 2016;

Considérant que d'après la procédure, il est prévu que le collège des bourgmestre et échevins émet un avis;

Considérant que le collège des bourgmestre et échevins a pris la décision de consulter le conseil communal avant d'émettre l'avis prévu par la procédure;

Le conseil communal émet un avis portant sur le projet et sur les observations formulées par le public;

Historique:

Depuis que le Gouvernement a lancé l'idée du contournement de Bascharage, la commune de Sanem s'est exprimée à plusieurs reprises contre ce projet démesuré et mal orienté. En sa séance du 31 mars 1999, le conseil communal de Sanem s'est opposé formellement au tracé du contournement de Bascharage tel que prévu dans un premier projet. Cette même position a été reconfirmée par le conseil communal de Sanem dans une résolution prise lors de la séance du 13 octobre 2003. Lorsque le projet de la maison d'arrêt au lieu-dit 'Uerschterhaff' près du site de W.S.A. fut proposé par le Gouvernement luxembourgeois, le conseil communal a rappelé dans sa motion n°2 lors de la séance du 28 avril 2008, qu'il maintiendra sa position négative relative à la variante actuelle du contournement de Bascharage. Lors de la séance du 1er avril 2011, le conseil communal de Sanem a maintenu sa position dans la motion relative au tracé. En mai 2013 jusqu'en février 2014, la commune de Sanem a lancé une pétition lors de laquelle 2.678 personnes s'exprimaient contre le projet du contournement de Bascharage. Lors de la procédure des plans sectoriels relatifs au logement, au paysage, au transport et aux zones d'activités lancée par le Gouvernement luxembourgeois en juin 2014, une totalité de 4.468 réclamations ont pu être recueillies auprès des habitants de la commune.

Problématique

La localité de Bascharage, comme d'autres localités au sud-ouest du pays, souffre d'un trafic important augmentant d'année en année. Celui se compose en grande partie de travailleurs, frontaliers et résidents, employés surtout à Luxembourg-Ville et de poids lourds attirés par la zone commerciale et les grands commerces à Bascharage. Par ailleurs, les problèmes du trafic de transit de la commune de Käerjeng proviennent en partie des décisions prises par leurs propres responsables politiques notamment l'implantation d'un supermarché, un restaurant fast-food, des stations-services, des écoles, un terrain de football, un hall sportif, ainsi qu'une maison de retraite projetée.

La commune de Sanem se montre compréhensive des problèmes de trafic de Bascharage et est consciente de la nécessité de faciliter le transit et la circulation, mais ceci doit se faire dans la perspective d'un développement équilibré et durable du territoire et d'un concept de circulation efficace. Nous tenons à souligner que les considérations ainsi développées dans cet avis dépassent donc le caractère purement local et communal et s'intègrent dans une optique régionale et même nationale voire transfrontalière.

En 2012, la valeur annuelle moyenne de dioxyde d'azote No2 mesurée au centre de Bascharage s'élevait à 57 ug/m3, alors que la directive 2008/50/CE impose une valeur limite de 40 ug/m3.

Afin d'assurer la conformité par rapport au droit européen, un projet de contournement routier comportant quatre variantes a été élaboré. Trois de ces variantes portent cependant atteinte à une zone faisant partie du réseau Natura 2000, protégé par la directive européenne 92/43/CEE.

L'article 6, paragraphe 4, de la directive 92/43/CEE dispose que l'atteinte à une zone de protection n'est possible que lorsque deux conditions cumulatives sont remplies. Il faut qu'aucune solution alternative n'existe et que l'atteinte soit justifiée par une raison impérative d'intérêt public majeur.

S'agissant de l'évaluation des solutions alternatives:

Lorsqu'un projet porte atteinte à l'intégrité d'un site « Natura 2000 », l'Etat a l'obligation d'évaluer les mesures alternatives susceptibles d'éviter ou de réduire une telle atteinte.

Par un arrêt en date du 26 octobre 2006 (**affaire C-239/04**), la deuxième chambre de la Cour de justice de l'UE a décidé que: « En mettant à exécution un projet d'autoroute dont le tracé traverse la zone de protection spéciale de Castro Verde, malgré les conclusions négatives de l'évaluation de l'impact sur l'environnement et **sans avoir démontré l'absence de solutions alternatives audit tracé**, la République portugaise a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 6, paragraphe 4, de la directive 92/43/CEE ».

Dans cet arrêt les autorités portugaises n'avaient pas du tout démontré l'absence de mesures alternatives, or il semble probable que la même solution est transposable à des situations où une alternative a certes fait l'objet d'une évaluation, mais de manière insuffisante.

En outre, l'avocat général Mme Juliane KOKOTT, dans ses conclusions relatives à l'affaire susmentionnée, présentées le 27 avril 2006, énonçait que: « L'absence d'alternatives ne peut pas être constatée lorsque seules quelques alternatives ont été examinées, **mais uniquement après que toutes les alternatives ont été exclues**. Les exigences relatives à l'exclusion des alternatives augmentent parallèlement à l'aptitude de celles-ci à réaliser les objectifs du projet sans conduire – en l'absence de doutes raisonnables – à des atteintes disproportionnées manifestes. »

Le dossier évalue de manière abondante les variantes 1, 2 et 3, sans jamais véritablement prendre en considération la variante 0.

Cette dernière est présentée comme une simple optimisation ponctuelle de la route (N5) existante. Des mesures comme le réaménagement de la route et la mise en place de feux de signalisation sont évoquées. Cependant, il n'existe pas d'énumération concrète des mesures qui ont effectivement été prises en compte et, plus important, qui seraient possibles. Il existe encore une multitude d'autres mesures, au niveau local et surtout régional, qui n'ont pas été intégrées dans la variante 0 et dont l'effet n'a donc pas été évalué.

Ces mesures possibles sont entre autres reprises sous les points énumératifs suivants (liste non-exhaustive):

- La réduction substantielle des voitures individuelles en général et notamment celles des véhicules Diesel (65% du parc automobile au Luxembourg sont des Diesel) et la réalisation des ouvrages favorisant la fluidité du trafic contribuent à l'amélioration des valeurs No2. 75% des émissions No2 proviennent des voitures à moteur Diesel, 10% des bus et 12% des camions. Monsieur Dornseiffer (du Ministère de l'Environnement) déclarait lors de la journée « Klimapakt 2016 »: dans les cas où les valeurs No2 mesurées dépassent les normes, les contournements et routes supplémentaires ne doivent pas être les premières mesures à envisager.
- La promotion et le développement des transports publics et de la mobilité douce – au Luxembourg et dans toute la région transfrontalière doivent être améliorés. Par ailleurs, il faudrait inciter et encourager les citoyens à utiliser les transports publics et d'utiliser la mobilité douce.
- Le Gouvernement devrait promouvoir davantage l'électromobilité, la technologie du futur tout en améliorant des avantages fiscaux, subsides, nouvelles bornes, etc.
- La mise en place d'une ligne de tram Ville de Luxembourg/centre vers le sud du pays est une option.

- Une ligne THNS de la Ville de Luxembourg/centre vers le sud-ouest du pays pourrait être mise en place. Cette initiative représenterait une solution adaptée pour les frontaliers et également pour les habitants futurs lesquels sont estimés à 1.2 millions.
- Un projet de co-voiturage dans la région transfrontalière pourrait être prévu éventuellement dans le cadre du syndicat intercommunal « Kordall ». Le projet INTERREG en France, par exemple, a prévu l'aménagement de petits parkings avec 10 à 30 places de stationnement pour co-voiturage aménagés par les communes elles-mêmes.
- Les prix des transports publics respectivement des tickets transfrontaliers doivent être rendus plus attractifs.
- Les frets à destination des zones d'activités doivent être transférés de la route vers le rail.
- Le concept 2020 de la CFL doit être révisé car l'augmentation des quais ne compte pas pour la ligne Pétange-Luxembourg.
- Des quais et gares devraient être rajoutés dans la périphérie de Luxembourg-Ville.
- La gare périphérique de Hollerich est absolument nécessaire.
- Les horaires du bus et du train devraient être améliorés.
- La décentralisation de Luxembourg-Ville devrait être promue.
- Etc.

Le dossier révèle que la variante 0 ne permet pas d'améliorer de façon significative les problèmes relatifs au bruit et aux émissions (p. 74 « Etude d'évaluation des incidences sur l'environnement naturel et humain; cartes 160 et 168 du dossier « Etude comparative des incidences acoustiques.. »; p. 24 et 25 « Etude sur la pollution de l'air »), et donc ne permet pas d'atteindre l'objet recherché. Or, si on prend en considération que cette variante n'a pas véritablement été étudiée, et qu'on n'a jamais précisé toutes les mesures ponctuelles prises en considération, on doit remettre en question le sérieux requis de ces évaluations.

Il y a tout d'abord lieu de constater que les données ayant servi à la base de l'étude sur la pollution de l'air et du trafic datent de 2012, or depuis le 7 décembre 2012 la ligne ferroviaire à double voie entre Luxembourg et Rodange a été mise en service.

Depuis cette date 99 trains par jour circulent en semaine sur la ligne, contre 49 trains avant la mise à double voie.

Puisque ce projet n'a été finalisé qu'à la fin de l'année 2012, l'étude n'a manifestement pas pu prendre en considération un éventuel effet de ce développement du transport public sur le trafic routier à Bascharage.

Avec cette mise à double voie, les arrêts de Bascharage-Sanem, Schouweiler, Dip-pach-Reckange et Leudelange ont de plus connu une reconstruction intégrale avec mise à disposition de parkings P&R.

Ces deux mesures, qui contribuent à l'attractivité du transport public, sont susceptibles d'influencer fortement les données sur la pollution de l'air et le trafic.

On doit donc mettre en doute l'actualité et partant le sérieux requis de cette étude.

Il s'y ajoute que de nombreuses autres mesures ponctuelles possibles, tel qu'un important développement du transport public au niveau régional, qui n'ont pas été pris en considération, notamment:

- la construction de P&R dans toute la région transfrontalière;

- l'installation de feux rouges intelligents (voir modèle à Cologne);
- la limitation de la vitesse à 30 km/h au centre de Bascharage où les valeurs sont jugées trop élevées;
- le développement du projet « Car-sharing »;
- un rond-point à la hauteur de la brasserie et à la hauteur de la zone d'activités (Delphi);
- la priorisation du bus par la construction d'un couloir bus sur la N5;
- la construction d'un parking à étages pour compenser les places de stationnement perdues à cause d'un couloir réservé au bus au centre de Bascharage;
- une augmentation des capacités du bus, d'un éventuel BHNS ou THNS et du transport en commun des CFL;
- une interdiction de circuler pour les poids lourds au centre de Bascharage pendant les heures de pointes;
- la limitation de l'agrandissement des zones d'activités économiques dans la commune de Käerjeng lesquelles se voient déjà confrontées au quotidien à des problèmes de trafic;
- la possibilité de transformer des rues adjacentes à la N5 en des sens-uniques;
- la promotion du transport public et de la mobilité douce ciblée sur les citoyens et les employés de la commune de Käerjeng;
- une route de desserte menant au Cactus et au « Dribbel »;
- imposer des catalyseurs aux entreprises installées dans la commune de Käerjeng pour filtrer leurs émissions;
- etc.

Cependant, pour être conforme aux exigences légales et réglementaires en la matière, il est impératif d'étudier en tout premier lieu toutes les alternatives et variantes possibles et par la suite de les évaluer, avant de pouvoir songer à présenter une solution ayant une répercussion directe ou indirecte sur une zone Natura 2000 tenant compte du fait que nos deux communes sont parmi les communes possédant le moins d'espaces boisés par rapport à la moyenne nationale.

Il faudra donc une étude de l'impact de toutes ces mesures diverses avant même de pouvoir songer à présenter un projet empiétant dans une zone Natura 2000.

Les variantes 1 et 2 ont des impacts significatifs sur la « zone d'intérêt paysager » et la « zone de réserve naturelle communale » qui fait partie d'une zone classée « Natura 2000 » Sanem-Groussebesch/Schouweiler-Bitschenheck et sur différentes espèces protégées au niveau national et européen.

Ces deux variantes vont également détruire la « coupure verte » entre les communes de Käerjeng et de Sanem, qui constitue un écran acoustique naturel et auront un impact négatif sur la forêt située entre Bascharage et Sanem puisque le tracé portera gravement atteinte au système écologique forestier. Cette approche est en contradiction avec les idées fondamentales du « Plan directeur sectoriel Paysage » lequel favorise au niveau national un maillage d'espaces verts afin d'éviter le mitage des zones naturelles et lequel a classé cette zone comme « zone d'importance particulière – Biodiversität » qu'il faut par conséquent protéger et permettre l'amélioration du développement de la diversité des biotopes et de la variété des espèces. Par exemple, les chênaies-charmaies (Eichen-Hainbuchenwälder) existantes doivent être préservées et comptent parmi les types d'habitat naturel prioritaires. Le corridor biologique et la biodiversité en milieu ouvert (Offenland) seront entravés par la construction d'une des deux variantes ci-mentionnées. Finalement, il s'avère important de mentionner

que la forêt est un habitat, une zone de chasse et l'axe de liaison importante pour les chauves-souris et oiseaux de proie.

Le développement du réseau ferroviaire a même été totalement ignoré pour la variante 0, puisque le dossier « Contournement de Bascharage » de « efor-ersa, Ingénieurs-conseils » mentionne uniquement la priorisation des transports en commun sur l'avenue de Luxembourg et non pas les transports en commun de manière générale.

Les moyens préconisés afin de diminuer les émissions de dioxyde d'azote sont toutes exclusivement locales. Le problème est cependant régional et transfrontalier et non pas exclusif à la localité de Bascharage. Aucune mesure régionale n'a été envisagée, or ce seraient précisément de telles mesures régionales et transfrontalières qui pourraient améliorer non seulement le niveau de vie des habitants de Bascharage, mais aussi des autres localités qui se trouvent entre Rodange et Luxembourg et qui doivent subir le même trafic.

La construction des lignes de tram et de la gare ferroviaire « Kirchberg – Pfaffenthal » vont fortement contribuer à l'attractivité du transport public, ce qui a également été totalement ignoré.

Il serait partant impératif de poursuivre une telle politique et d'investir encore plus dans le transport public plutôt que d'investir une fortune dans un contournement ne résolvant le moindre problème. Monsieur le Ministre Bausch a affirmé lui-même à plusieurs reprises que le contournement ne résoudra pas le problème du trafic dans la commune de Käerjeng.

Les variantes 1, 2 et 3 font un pas en arrière concernant le développement du transport en commun en ne prévoyant aucune liaison entre le nouveau contournement et la gare de « Bascharage-Sanem », ce qui provoquera une rivalité entre les deux moyens de transport au lieu de favoriser encore davantage le train. Un nouveau contournement pourra ainsi inciter plus les gens à recourir à la voiture, ou de prendre dès à présent cette route au lieu d'une autre, et d'aggraver la situation sur le long terme et notamment pour les autres villages sur le tracé Pétange/Luxembourg et ne disposant pas d'un contournement ce qui est le cas de tous ces autres villages. A long terme, aucun des tracés envisagés ne saura solutionner la problématique de la mobilité locale et régionale, voire transfrontalière.

En plus, ce contournement n'aurait aucun attrait qui justifierait un détour d'au moins 2 km pour se retrouver à la fin dans le même embouteillage. En direction de Luxembourg-Ville, un rond-point marque la fin du contournement. Ce dernier dispose d'une sorte de « bypass » qui permet de contourner le rond-point et d'accéder directement à la N5 en direction de Schouweiler. Cependant les véhicules venant du contournement n'ont pas la priorité et doivent se ranger entre les véhicules venant du rond-point lui-même (donc de Bascharage). Même en utilisant le système de la tirette, ce rond-point va ralentir la circulation et constitue un point susceptible de créer de nouveaux bouchons importants. De l'autre côté du contournement, il y aurait le même problème. Pourquoi prendre un contournement pour accéder à une autoroute surchargée ? Les véhicules circulant en direction de Pétange ou Athus n'ont aucun intérêt de prendre le contournement. Les véhicules en direction de Pétange et Rodange vont continuer à prendre la N5 pour éviter l'autoroute et ceux en direction d'Athus vont accéder à la N31 par le rond-point Biff, afin d'éviter environ 2km d'embouteillage sur la A13.

Par conséquent il faut douter de l'efficacité d'un tel contournement. D'un point de vue de la circulation ce contournement n'a aucun sens. Il rallonge le trajet des auto-

mobilités sans présenter un réel avantage pour eux.

Puisque le contournement a pour objet de guider les véhicules à travers l'autoroute, il faut aussi se poser la question si le rond-point Biff ainsi que son passage souterrain sont encore adaptés à la nouvelle situation. Un contournement mènera nécessairement à augmenter le nombre de véhicules passant par le passage souterrain qui, avec sa voie unique, a aujourd'hui déjà atteint ses limites. Il faudra donc déjà prévoir l'agrandissement ou l'adaptation de celui. Ces travaux vont cependant encore s'ajouter aux coûts estimés du contournement.

Les variantes 1 à 3 sont évaluées à entre 58 et 87 millions d'euros, sans inclure les dépenses nécessaires pour la compensation des destructions de la zone protégée. Puisque le contournement n'est pas une solution durable mais atteindra lui-même aussi ses limites dans quelques années, il faudra compter avec une deuxième mesure pour réduire les émissions au centre de Bascharage. Il est donc probable qu'une variante contournement dépassera largement les 100 millions d'euros peu importe la variante choisie tout en détruisant une zone protégée. La réduction de la pollution et l'éventuelle amélioration de la qualité de vie pour les habitants des deux communes ne sont donc guère assurées.

Toutes ces variantes à contournement sont partant fondamentalement disproportionnées par rapport à une alternative qui ne touche en rien à la zone protégée, tout en étant moins chère.

Même en mettant en place diverses mesures ponctuelles (P&R; plus de trains pendant les heures de pointe; voie réservée au bus; rond-point; création de couloirs aérien; etc.) on restera nettement en-dessous du coût d'un tel contournement. (A titre d'exemple: une rame tri-caisse coûte environ 8 millions d'euros; un rond-point moins d'un million d'euros; s'agissant des P&R, le coût est difficilement prévisible, or, le P&R de 2000 places près du futur stade national coûtera 25 millions d'euros, en prenant le budget d'un contournement on pourrait mettre en place plusieurs parkings plus petits près des différentes gares). Aucune raison financière ne justifie partant le recours à la construction d'un contournement, bien au contraire. Il serait nettement plus opportun d'investir dès à présent dans une solution qui est durable et qui améliore le niveau de vie des habitants de toutes les localités entre Rodange et Luxembourg-ville et non seulement de Bascharage.

Toutes ces mesures ponctuelles seraient d'ailleurs beaucoup plus rapidement réalisables qu'un contournement et permettraient donc d'obtenir une amélioration du niveau de vie à beaucoup plus brève échéance.

Selon le modèle de calcul de l'Administration des Ponts et Chaussées, le trafic augmentera chaque année. On pourrait donc conclure que la construction d'un contournement n'évitera pas que la N5 arrivera néanmoins à ses limites dans le futur. Les responsables politiques devraient à leur tour prendre toutes les mesures pour assumer davantage leurs responsabilités envers la population et mieux planifier leur développement urbain et limiter considérablement l'agrandissement de la zone industrielle.

En outre, l'évaluation des trois variantes du contournement n'est pas complète. L'étude du bruit n'a pas pris en compte la rue « Nicolas Meyers » à Bascharage qui se poursuit parallèlement à l'A13. Cette rue pourrait être affectée sérieusement par la construction d'un contournement et l'augmentation du trafic, ce qui n'a cependant pas été analysé. Les bâtiments de cette rue se situent entre le rond-point Biff et le

raccordement entre l'A13 et le contournement. Toute voiture qui prendra le contournement va désormais passer à côté de ces bâtiments et par conséquent augmenter considérablement les nuisances sonores directes sur les habitants.

Par ailleurs, les analyses concernant la « Dreckwiss » (emplacement de l'échangeur) semblent également insuffisantes et incomplètes dans le dossier.

Il résulte de ce qui précède que la variante 0 n'a fait l'objet d'aucune analyse et évaluation tant soit peu sérieuse et les mesures prises en compte sont trop réduites et ne reflètent en rien l'ensemble des mesures possibles. Cette évaluation réduite ne permet pas de déterminer avec certitude qu'il n'y aurait pas d'alternatives à la construction d'un contournement et que l'objectif d'une réduction des valeurs annuelles moyennes de No2 ne pourrait pas être atteint autrement.

A titre subsidiaire, on doit encore constater que la variante 3, à savoir la variante de contournement qui impacte le moins la zone Natura 2000, n'a pas été étudiée avec une réduction de la vitesse maximale y autorisée à 50 km/h au lieu des 90 préconisés.

Or, une telle réduction de la vitesse aurait permis un tout autre tracé et d'autres rayons de courbures des virages épargnant d'avantage la zone Natura 2000.

Une telle variante n'a pas non plus fait l'objet d'une évaluation.

En général, la commune de Sanem est d'avis que la proposition des différentes variantes est survenue assez tard vu que les premières analyses datent de 1999. En effet, si le gouvernement avait fait élaborer dès le début plusieurs variantes, des analyses et études plus approfondies auraient davantage pu enrichir les conclusions afin de faciliter la prise de décisions des deux communes. Ce n'est que suite à l'initiative, réalisée et financée par la commune de Sanem en 2011, que le gouvernement s'est à son tour investi en 2013 à trouver des alternatives.

Par conséquent le Ministère du Développement durable et des Infrastructures n'a pas étudié toutes les mesures alternatives et, donc, n'a pas respecté l'obligation de constater avec certitude l'absence de solution alternative.

Puisque l'absence de solution alternative et l'existence d'une raison impérieuse d'intérêt public majeur sont des conditions cumulatives pour permettre une atteinte à l'intégrité d'un site protégé, le fait que la première fait défaut rend la réalisation de tout contournement impactant la zone Natura 2000 légalement impossible.

Il s'y ajoute encore et à toutes fins utiles que la deuxième condition posée n'est non plus remplie en l'espèce.

S'agissant des raisons impératives d'intérêt public majeur:

L'article 6, paragraphe 4, alinéa 2, de la directive « Habitats » dispose que « Lorsque le site concerné est un site abritant un type d'habitat naturel et/ou une espèce prioritaire, seules peuvent être évoquées des considérations liées à la santé de l'homme et à la sécurité publique ou (...), après avis de la Commission, à d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur. »

La formulation « à la santé de l'homme (...) ou à d'autres raisons impératives d'intérêt public », induit que la santé de l'homme est considérée comme une raison impérieuse

d'intérêt public majeur.

L'objectif du projet est notamment de réduire la valeur annuelle moyenne du dioxyde d'azote No2 au centre de Bascharage. En même temps il aura comme effet de réduire le niveau de bruit et peut-être d'améliorer la sécurité routière.

Il convient cependant d'indiquer que la variante 1 réduit dans sa totalité le nombre de bâtiments exposés à un bruit >49 dB(A) de 595 à 570, ce qui constitue en termes de bruit la meilleure variante. Cependant cette réduction constitue un pourcentage totalement négligeable. A noter qu'il y aura une réduction des bâtiments exposés pour la commune de Käerjeng, alors que pour la commune de Sanem, le nombre de bâtiments exposés va augmenter considérablement.

En outre, il n'est pas démontré qu'un contournement permettra d'améliorer de façon significative la sécurité routière. Le seul argument lié à la santé de l'homme qui persiste sera donc la mauvaise qualité de l'air.

Puisque le dioxyde d'azote est un gaz toxique dont l'exposition pourrait surtout nuire à la santé des riverains, l'atteinte à la santé de l'homme est susceptible de constituer cette raison impérative d'intérêt public majeur.

A supposer que cette raison impérative d'intérêt public majeur devait être réelle, ce qui resterait à vérifier sur base d'une étude actualisée, il n'en reste pas moins qu'elle doit encore faire l'objet d'un examen de proportionnalité.

L'examen de proportionnalité:

«L'examen d'éventuelles raisons impératives d'intérêt public majeur et celui de l'existence d'alternatives moins préjudiciables requièrent en effet une mise en balance par rapport aux atteintes portées au site par le plan ou projet considéré.» **(affaire C 304/05)**

L'objectif, réduire la valeur annuelle moyenne du dioxyde d'azote No2, est légitime, cependant cet objectif doit revêtir un caractère proportionnel par rapport à l'atteinte au site protégé concerné. Par ailleurs, la méthode de calcul pour les valeurs mesurées à la N5 est mise en question vu l'analyse trop réduite des intervalles des points de mesurage.

Cependant, dans toute cette discussion, il ne faut pas perdre de vue l'origine du problème, qui est en partie un problème fait maison. L'implantation d'une grande surface, de plusieurs stations d'essence, ainsi que d'une grande zone industrielle sur l'axe principal d'un village à deux pas du centre de ce même village ont logiquement résulté en une augmentation du trafic.

La raison impérative d'intérêt public majeur sera la santé de l'homme. Or, un contournement ne va pas réduire l'émission du dioxyde d'azote, mais n'aura que pour effet de le délocaliser. De plus, le nombre de voitures circulant sur ces axes ne va certainement pas cesser d'augmenter. Le nombre de frontaliers, mais aussi de résidents, augmente d'année en année. A supposer qu'un contournement puisse avoir pour effet de réduire le trafic sur la N5, ce qui n'est en rien prouvé pour les raisons exposées ci-avant, au plus tard à partir du moment où le contournement sera lui-même saturé, le trafic sur la N5 va réaugmenter et il existera la même situation qu'aujourd'hui, pour aggraver encore d'avantages les atteintes tant à la santé humaine qu'à l'environnement. Les variantes 1, 2 et 3 vont donc porter atteinte à l'intégrité de la



zone protégée sans permettre de manière durable d'améliorer la situation des riverains. Ainsi le contournement, et avec lui l'atteinte à la zone protégée, semble disproportionné par rapport au résultat qu'il peut raisonnablement engendrer.

En outre, le contournement permet uniquement de contourner le centre de Bascharage, mais pas les autres villages. A partir de la sortie de Bascharage, le trafic de la N5 et du contournement va se rejoindre sur son trajet vers les autres localités de Schouweiler, Dippach et Bertrange. Le contournement ne fera qu'inciter les gens à prendre leur voiture et ainsi renforcer le trafic dans ces localités et y résulter en une augmentation des valeurs annuelles de dioxyde d'azote qui vont ainsi dépasser à ces endroits les valeurs limites (p.ex. près du feu rouge à Dippach).

La construction d'un contournement va tout au plus améliorer le niveau de vie de façon temporaire pour certains riverains au centre de Bascharage, mais ce au détriment du niveau de vie des habitants de Sanem (pour les variantes 1,2 et 3 considérées, l'échangeur avec l'A13 est très proche de la Cité Tornaco, ce qui entraîne des nuisances non-négligeables) et du sud de Bascharage selon la variante choisie, et certainement dans tous les cas des habitants des villages de Schouweiler, Dippach et Bertrange et même ceux de certains quartiers à l'entrée de la ville de Luxembourg à cause de l'augmentation du trafic.

Même si une des variantes du contournement sera réalisée, le problème persistera à partir de Dippach, car la continuation du contournement direction Luxembourg-Ville ne sera pas mise en place avant 2032 (selon les dires du Ministre François Bausch), par conséquent le contournement de Bascharage provoquera plus de trafic et plus de bouchons.

Les variantes 1 et 2 vont diminuer la qualité de vie dans la commune de Sanem et de ses environs immédiats voir même à Bascharage en termes de tranquillité, de sécurité et de santé publique. En outre, la variante 1 empêchera une éventuelle extension du périmètre de l'urbanisation de la commune de Sanem et entraînera une dévaluation des terrains affectés.

De plus, le niveau de vie de tous les habitants de la région sera diminué du fait du contournement qui détruira une zone de récréation et de loisirs.

Compte tenu du fait que les valeurs annuelles moyennes limites de dioxyde d'azote n'ont pas été dépassées à la sortie de Bascharage, mais uniquement à un endroit précis et isolé au centre, près du feu rouge, la construction d'un contournement est manifestement démesurée. L'objectif, la réduction des émissions de dioxyde d'azote ne pourra tout au plus être atteint que temporairement, et ce au détriment d'une autre partie de la population. Il semble difficile de justifier un projet ayant comme objet la protection de la santé de l'homme, qui portera en même temps atteinte à la santé d'une autre partie de la population.

Si la protection de la santé de l'homme doit être la raison impérieuse forçant d'agir, opter pour un contournement nécessitant des années de planification et de construction avant de pouvoir provoquer le moindre effet ne peut être sérieusement considéré.

Si la santé de l'homme est en cause, il faut agir immédiatement et présenter des solutions rapides et durables qui permettent de réduire les émissions dès à présent et non pas un contournement créant plus de problèmes qu'il n'en résout.

L'atteinte à l'intégrité d'un site protégé est partant manifestement disproportionnée

compte tenu du fait que l'amélioration de la santé de l'homme ne sera que temporaire et se fera au détriment de la santé d'une autre partie de la population.

Ici encore, aucune évaluation sérieuse et circonstanciée des diverses mesures ayant trait à une variante 0 n'a été menée.

En conclusion de ce qui précède on doit constater que la variante 0 constitue la seule alternative raisonnable, ce qui rend son évaluation obligatoire. En ne présentant aucune évaluation complète, les obligations relevant de l'article 6, paragraphe 4, n'ont pas été respectées. L'absence d'alternative n'a pas été démontrée.

Cette variante 0 est la seule qui permet de respecter les limites européennes, sans être financièrement excessive. Elle doit partant être obligatoirement privilégiée, car elle ne porte aucunement atteinte à la zone protégée et constitue en même temps une solution plus durable qui s'intègre dans une série de développements en matière de transport public.

La commune de Sanem est d'avis qu'il existe des alternatives réalisables sans construction de nouvelles infrastructures routières coûteuses et sans destruction de zones vertes importantes.

La Commune de Sanem rejette donc toute construction d'un contournement sans cette analyse.

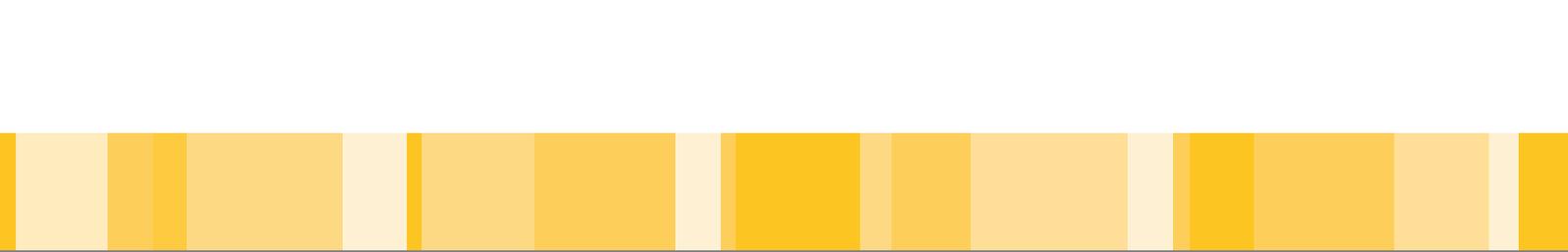
Ce n'est que sous cette réserve expresse que la Commune de Sanem aborde les autres hypothèses proposées (variantes 1, 2 et 3).

En ce qui concerne les variantes 1 et 2, toutes les deux sont à exclure et ne sauraient justifier une telle atteinte à une zone Natura 2000 – la variante 1 étant tout de même encore plus néfaste et plus contraignante pour les habitants de la commune de Sanem que la variante 2, vu la proximité par rapport à la localité de Sanem.

En outre, des deux versions proposées pour la variante 2 (la version « passage supérieur CR110 » et la version « passage inférieur CR110 ») la version « passage supérieur CR110 » est encore la plus défavorable et nocive.

La **variante 3** est en tout état de cause l'alternative à privilégier par rapport aux deux autres en **ce qui concerne le seul aspect d'atteinte à la zone Natura 2000**. Elle permet de réduire la valeur annuelle moyenne de dioxyde d'azote tout en étant moins attentatoire à l'intégrité de la zone protégée.

La variante 3 est selon l'évaluation cependant aussi la plus chère. Pourtant, si on prend en considération que les dépenses pour la compensation de la destruction de la zone protégée n'ont pas encore été pris en compte, et que les dépenses de compensation pour la variante 3 seront probablement les moins chères, puisque moins attentatoire, on constate que la variante 3 n'est au final probablement pas beaucoup plus chère que les autres. De plus, une raison financière ne saurait en aucun cas justifier une atteinte plus grave à l'intégrité d'une zone protégée. La variante 3 serait ainsi la seule alternative sous l'aspect de l'atteinte à la zone Natura 2000 à supposer qu'on puisse écarter la variante 0, quod non.



Dans ce contexte il y a lieu de constater que la variante 3 a exclusivement été étudiée pour une vitesse de croisière de 90km/h. Or, une réduction de cette vitesse aurait pour conséquence immédiate de voir diminuer non seulement les nuisances de bruit et de pollution émanant d'une telle variante, mais également le cas échéant d'en voir diminuer les coûts pour pouvoir adapter le tracé. Une telle limitation de vitesse permettrait encore de prévoir sur un tel contournement des accès à la zone industrielle et au centre commercial, voir même d'un futur quartier résidentiel. Un tel boulevard urbain ne serait pas relié par un nouveau rond-point entre Sanem et Bascharage, mais serait directement relié au trafic local.

Une telle variante pourrait avoir pour effet de diminuer le trafic, surtout des poids lourds et clients du centre commercial, au centre de Bascharage pour être pour le surplus beaucoup moins attentatoire à la zone Natura 2000.

Cette alternative n'a d'ailleurs pas non plus fait l'objet d'une évaluation, bien qu'elle soit une véritable alternative dans le cas où la variante 0 ne permet effectivement pas de réduire les valeurs annuelles moyennes de dioxyde d'azote.

La Commune de Sanem se réserve de soumettre toute décision du Ministère à une étude juridique et technique de détail, et se réserve tous droits quant aux suites à donner.

décide d'approuver à l'unanimité des voix, l'avis proposé par le collège des bourgmestre et échevins relatif au projet du « Contournement de Bascharage ».



Gemeinderatssitzung Sanem vom 04.07.2016

Stellungnahme des Gemeinderats zur Umgehungsstraße von Bascharage

In dieser Gemeinderatssitzung am 4. Juli 2016 hatten die Räte nur einen einzigen Punkt auf der Tagesordnung. Im Rahmen der offiziellen Prozedur bezüglich der öffentlichen Anhörung zum Projekt der Umgehungsstraße von Bascharage, war nun eine Stellungnahme des Schöffenrates gefordert. Um den weiterhin bestehenden starken Zusammenhalt gegen den Bau der Umgehungsstraße und für die Null-Variante zu demonstrieren, hatte der Schöffenrat beschlossen diesen „Avis“ ebenfalls vom Gemeinderat verabschieden zu lassen. Nach verschiedenen textuellen Änderungsvorschlägen von Seiten von déi Gréng und déi Lénk, wurde der Text einstimmig angenommen



BELES

Zunächst gab Bürgermeister Georges Engel (LSAP) einen kurzen Rückblick auf die vergangenen Etappen im Dossier „Contournement de Bascharage“.

2014 gab es zuletzt größere Aktionen gegen den Bau der Umgehungsstraße. Neben einem Protestmarsch mit 500 Teilnehmern, hatte man insgesamt 4.468 Unterschriften im Zusammenhang mit der Prozedur der „plans sectoriels“ gesammelt und 2.678 Menschen hatten bis dahin die No Way-petition unterschrieben.

Man sei sich bewusst, dass die Nachbargemeinde Käer-

jeng und die ganze Region Süden des Landes unter dem Verkehr leidet und die hohen NOx-Werte in der Luxemburger Straße (N5) in Bascharage seien sicherlich ein besorgniserregendes Problem. Dadurch sah sich der zuständige Nachhaltigkeits- und Infrastrukturminister Bausch gezwungen die Umgehungsstraße zu bauen um die Gesundheit der Anwohner nicht weiter zu gefährden. Bis 2012 war allerdings keine Rede von diesen NOx-Werten.

Alle 3 Varianten von der Straßenbauverwaltung führen durch eine europäische Natura 2000-Zone – außer die Variante 0. Laut EU-Direktive darf ein Bauprojekt eine solche Zone durchqueren wenn 2 Konditionen erfüllt sind. Zum einen darf keine Alternative bestehen und zweitens muss eine „raison impérieuse d'intérêt public majeur“ vorliegen – in diesem Fall wären dies die erhöhten Stickoxid-Werte. Die Gemeinde Sanem ist überzeugt, dass es viele Möglichkeiten, sowohl regional als auch lokal, gibt um die NOx-Werte in der avenue de Luxembourg in Bascharage zu senken. Einige davon sind: die Minimierung des Individualverkehrs, die Promotion und auch die Verbesserung der öffentlichen Verkehrsmittel, die Förderung der Elektromobilität, die Einrichtung einer THNS-Linie zwischen Luxemburg-Stadt und des Südosten des Landes, die Einführung von Car-Sharing-Projekten, der Bau von P&R, intelligente Ampelanlagen, Busspuren, usw. (weitere Beispiele sind im „Avis nachzulesen). Durch den Bau dieser Umgehungsstraße wird die Verkehrsproblematik nämlich keineswegs gelöst, spätestens in Dippach steht man im nächsten Stau. Auch wenn die N5 zunächst entlastet werden würde, nach ein paar Jahren wird die Straße noch mehr Verkehr anziehen und dann ebenfalls gesättigt sein. Der Bau einer weiteren Straße ist also keine Lösung. Zudem wird der Autobahnverteiler für alle Varianten auf Sanemer Gemeindeterritorium angelegt, zu nah an den Wohnsiedlungen, was wiederum eine wesentliche Einschränkung der Lebensqualität der Einwohner bedeutet.



Die Position der Gemeinde bleibt folgend: gegen den Bau einer Umgehungsstraße und für die Nullvariante mit allen direkt und nachhaltig greifenden Maßnahmen. Die Gemeinde stellt die Effizienz, die

Proportionalität und die Nachhaltigkeit dieser Umgehungsstraße in Frage. Man müsse zuerst alle anderen Alternativen zur Verbesserung des Verkehrsflusses anwenden und danach erneut Analysen der Schadstoffe auf der N5 durchführen bevor man für 100 Millionen Euro eine Umgehungsstraße baut, die zudem auch noch ein wichtiges Naherholungsgebiet und Wälder zerstört.

Außerdem fordert die Gemeinde Sanem, dass die Variante 3 nicht als Schnellstraße (90km/h) sondern als normale Verbindungsstraße mit einer 50km/h-Beschränkung analysiert werden soll. Eine solche Möglichkeit würde den Verkehr ebenfalls teilen und die Natura 2000-Zone am wenigsten beeinträchtigen. Obendrein wäre dies in Hinblick auf die Urbanisierung diese Teils von Käerjeng ohnehin notwendig. Die Varianten 1 und 2 sind komplett auszuschließen, wobei die erstere das noch schlimmere Übel darstellt.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) schloss mit der Konklusion ab, dass die Nullvariante die vernünftigste und sinnvollste Variante ist. In den Ordnern des Ministeriums fehlen jedoch eingehendere Analysen bezüglich dieser Alternative.

Daraufhin folgten die Stellungnahmen der jeweiligen Fraktionen des Gemeinderates.

CSV-STELLUNGNAHM ZUM AVIS IWWERT DE CONTOURNEMENT VU KAERJENG (NATHALIE MORGENTHALER)

D'CSV huet sech vun Ufank un ëmmer géint e Contournement vu Käerjeng op Suessemer Terrain gewiert. An déi Positioun hu mär ëmmer esou vertraueden, egal wat fir eng Parteien un der Muecht waren, sief dat bei eis, sief dat bei eise Käerjenger Noperen oder sief dat an der Regierung.

Ech ka mech nach genee drun erënneren, wéi de Fred SUNNEN eis ëmmer gezielt huet, dass déi deemoleg Ministerin HENNICOT-SCHOEPGES alles probéiert huet fir eis dozou ze kréien dem Contournement zou ze stëmmen. Ouni an d'Detailer wëllen ze goen, wëssen déi Meescht heibanne wéi aner Dossieren dozou benotzt gi si fir eis ënner Drock ze setzen, mä d'CSV ass ëmmer standfest bliwwen.

Déi Varianten déi d'Regierung zur Diskussioun stellt, zerstéieren d'Natur nohalteg, och wa Kompenséierungsmossname virgesi sinn.

Et ass schwéier no ze vollzéien, wéi eng gewësse Fläch als Natura 2000- an Habitat- Zone zu Bréissel kann ausgewise ginn an dann, wann dat engem net méi an de Krom passt, einfach esou réckgängeg gemat an zerstéiert ka ginn.

Ech wetten, wann d'Gemeng do e Projet gehat hätt, da wär dat net esou einfach gaangen, hei hu mär „Deux poids, deux mesures“, fäerte mär ganz.

Ok, et ginn op enger anerer Plaz (oder méi Plazen) Kompenséierungsmossname geholl, well dat vum Gesetz hir muss geschéien, mä d'Fauna a Flora sinn awer op dëser Plaz schützenswäert an esou einfach kritt een esou eng schéin a schützenswäert Zone net op eng aner Plaz verlagert. De Bësch ass eng gring Trennung tëschent deenen zwou Gemengen, dee vu ville Leit och als Noerhuelungsgebitt benotzt gëtt.

D'Tanklager, déi och nach net vum Dësch sinn, wäerten och net dozou bäidroen, dass ee méi berouegt un deen Dossier kann erugeen.

Lo ass et awer esou, dass d'Gemeng Käerjeng iwwert déi löscht Joren ëmmer méi Verkéier bäikritt huet. Dee Verkéier ass zum Deel hausgemaacht, awer net nëmmen. Mär kënne verstoen an deelen och d'Meenung, dass eng Léiung zu deem Verkéiersproblem muss fonnt ginn.

Mä esouguer de Minister BAUSCH huet schonn e puer Mol missten zouginn, dass de Käerjenger Contournement keng Verkéiersproblemer wäert léisen.

All d'Verkéiersproblemer däerfen net nëmme lokal gekuckt ginn, mä müssen op alle Fall regional, national an esouguer iwwert d'Grenzen eraus, ugepak ginn.

Am Fall vum Käerjenger Contournement, verlagere mär ee lokale Problem, dee momentan vun A op B besteet, herno nëmme vun C op D. Hei gëtt eng nei Schlauf gebaut, déi eng oder méi Uertschaften entlaascht an aneren nëmmen nach méi schued.

Esou selektiv Léisunge kënne mär net mat verantworten, hei feelt et un engem Gesamtkonzept fir de Verkéier am ganze Süden, am ganze Land an doriwwer eraus an de Grëff ze kréien.

Virun iwwer 10 Joer hat de Jean-Claude JUNCKER eng Kéier d'Konzept vum 700 000- Awwinner-Stat lancéiert. Deemools huet hee gesot, dass 2050 esouvill Awwinner an eise Land néideg wäer fir eis Economie, eis Pensiounskeesen an eise Sozialversécherungssystem nohalteg oprecht ze erhalen. Deemools als Horrorzeeniario ofgestempelt, gëtt dës Rechnung eng Kéier Realitéit an dofir muss een all d'Erausforderunge mat Zäiten ugoen. Den IVL (Integratives Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept), deen iwwregens vum deemolege Minister an haitege Käerjenger Buergermeeschter an d'Liewe geruff gi wuar, ass och eng Manéier fir d'Planung vum Land mat grouse Linnen a Konzepter un ze goen.

De Käerjenger Contournement ass awer an deem Gesamtkonzept nëmme Geflécks. Mäer géifen eis aner Mossname wënschen, déi d'Problemer och méi regional uginn an deementspreechend och national géife léisen. Hei ass national Solidaritéit gefrot!

An eisem Avis gi mäer genuch Beispiller wat een dorënner ka verstoen: méi op den ëffentlechen Transport setzen, deen natierlech och méi attraktiv a performant muss gestalt ginn, Opfangparkinger direkt un der Grenz fir dass de Verkéier sech manner a verschidde Richtungen oder op verschiddene Plaze staut... asw asf.

Vu dass de Käschtepunkt vun engem Contournement jo och net vun der Hand ze weisen ass an de Bau jo och net vun haut op muar méiglech ass, plädéiere mäer dofir a méi séier ëmsetzbar a méi nohalteg Léisungen z'investéieren. Mäer proposéieren an eisem Avis jo och eng Hellewull Moosnamen déi net esou deier gi wéi e Contournement an zousätzlech direkt kéinten ëmgesat ginn.

Et ass deemno wierklech derwärt all dës Virschléi als 1. eng Kéier z'analyséieren an ze testen an dann hir Repercussiounen ze moossen. Et ginn eiser Meenung no gutt a manner deier Alternativen déi missten ausprobéiert ginn, éier een nei Stroosseninfrastrukture baut a Gringzone fir ëmmer zerstéiert.

DEI GRÉNG-STELLUNGNAHM ZUM "AVIS CONTOURNEMENT NIDDERKÄERJENG" (ALAIN CORNÉLY)

Här Buergermeeschter,

Léif Kolleginnen a Kollegen äus dem Schäffer- a Gemeengerot,

Léif Verrieder vun der Press,

Léif Bierger,

- Zënter méi ewéi 20 Joer gin et lo schon Diskussiounen iwert dee Contournement vu Nidderkäerjeng a wéi déi Diskussiounen ugefaangen hun, wor d'Situatioun nach eng ganz aner wéi haut:
 - vill manner Verkéier an domadder och vill manner Ofgasbelaaschtung
 - keng Natura 2000 Zone
- "NO WAY" huet et dofir richtegerweis déi lescht 20 Joer geheescht, virun allem, well just 1 eenzeg Variant ëmmer erëm länger am Gespréich bliwwen ass a keng nennenswäert Alternativen virgeschloe gi sin
- Ech wëll hei och ganz kloer soen datt et dem groussen Engagement vun eise Gemengeverantwortlechen, Associatiounen ewéi dem Mouvement écologique, Natur an Ëmwelt, der BIGS a ganz villen interesséierte Bierger

ze verdanken ass, datt et nët scho laang zum Bau vun enger Variant "1" komm ass an datt elo eréischt Etuden iwweer alternativ Varianten vum MDDI realiséiert gi sin

- D'Situatioun huet sech awer besonnesch an de leschte Joren dramatesch geännert an de stännegen wirtschaftleche Wuesstum huet et mat sech bruecht, datt de Verkéier (haaptsächlech duerch d'Frontalieren an de Schwéierverkéier) op den groussen Axen vun eise Grenzen a Richtung Stat drastesch zougeholl huet.
- D'Usiddelen an de permanenten Äusbau vun Aktivitéits- a Geschäftszonen, vun Sports- a Schoulinfrastrukturen op enger an där selwechter Strooss duerch Nidderkäerjeng hun nët grad zur Verbesserung vun der Verkéierssituatioun am Zentrum vun eiser Nopeschgemeng bäigedroen.
- Et muss een dohier däitlech soen, datt esouwuel déi virecht Regierungen ewéi och déi Käerjenger Gemengeverantwortleche an de leschte Joren deels geschlof hun an deels eng falsch a kontraproduktiv Politik bei der Mobilitéit a beim Aménagement vun hierem Gemengenterritoire gemaach hun. Ëmmerhin ass awer d'Duebelgleisegkeet vun der Zuchstreck Rodange-Stat an d'Wee geleet gin.
- Duerch déi falsch Entscheedungen sti mer elo virun der Situatioun, datt mer d'Gesondheet an d'Liewensqualitéit vun de Suessemer an de Käerjenger Bierger géint eng deelweis Zerstéierung vun Naturschutzzonen an de Bau vun enger neier Strooss ofweie mussen. Dat ass fir eis gréng Suessem sécherlech keen einfachen Exercice.
- Bei genauer Analyse vun den eenzelnen bauleschen Varianten muss ee leider feststellen, datt all déi Varianten ee groussen negativen Impakt op d'Natur hun. Am Sënn vum Schutz an dem Erhalen vun der Natur géif dohier a priori nëmme eng "0" Variant a Fro kommen.
- Am Avis vum Schäfferot stinn eng sëllegen Virschléi, déi ouni Zweifel a grouse Moossen zur Verbesserung vun der Verkéierssituatioun an der Ofgasbelaaschtung am Zentrum vu Nidderkäerjeng bäidroen kënnen a wäerten. Enger Partie vun deene Moosnahmen ass bei der Simulatioun 2020 vun der "0" Variant an der Etude vum MDDI och schons Rechnung gedroe gin. Laut der Etude bréngen dës Mesuren alleng allerdings nët déi gewënschte Resultater. D'Gesondheet vun all de Bierger, Suessemer a Käerjenger, steet fir "déi gréng" Suessem un alleréischter Plaz a mäer all kënne leider hei an elo nët matt Sécherheet garantéieren, datt all déi an eisem Avis virgeschloe Mesuren d'NOX-Wäerter op der ganzer N5 am Zentrum vu Nidderkäerjeng considéerablen an dauerhaft ënnert den zoulässege Grenzwäert vun 40 µg/m3 bréngen wäerten.
- Sollt d'Regierung et awer nët fir néideg halen, weider détailléiert Studien an Optrag ze gin fir den Notzen a virun allem d'Resultat vun de proposéierten alternativen Mesuren am Kader vun enger "0" Variant feststellen an

trotz allem um Bau vun engem Contournement festhalten, si fir "déi gréng" Suessem folgend Punkten evident:

- 1) datt déi vun der Regierung zréckbehale Variant enger juristescher Iwwerpräiwung betreffend hierer Légalitéit standhät
- 2) datt déi néideg Kompensatiounsmoossnahmen do musse geholl gin, wou den Impakt op d'Natur och am gréissten ass an wou déi meeschten Natur zerstéiert gëtt, vereinfacht ausgedréckt: do wou een op där enger Säit vum Bësch eppes eweghëllt, muss een op där anerer Säit vum Bësch eppes neies dohinner maachen. Wichteg ass och, datt déi ugeduechten Kompensatiounsmoossnahmen esouwuel quantitativer ewéi och qualitativer Natur musse sin an datt d'Suessemer Bierger an de Gestaltungsprozess matt agebonne solle gin
- 3) datt all aner virgeschloe Mesuren trotzdem réalisiert solle gin.

Wéi ass dann lo d'Positioun vun déi gréng Suessem zum Avis dee mer haut de Mëtteg sollen ofstëmmen. Mer wäerten dësen Avis mat JO stëmmen.

DP-STELLUNGNAHM ZUM „ AVIS CONTOURNEMENT BASCHARAGE“ (PATRICIA SPECK-BRAUN)

Här Buergermeeschter,
Dir Dammen an dir Hären aus dem Schäffen- a Gemengerot,

D'DP Sektioon SUESSEM wëll nach eemol drun erënneren, dass si vun Ufank un géint de Bau vun engem "Käerjenger Contournement" war, a déi Meenung och Haut nach ëmmer vertritt. Deene bis dato proposéierten Varianten kënne mir näischt Positives of gewannen. Dat ganz Konzept misst au contraire nei duerchduecht ginn an op Basis vun iwwer regionaler Zesummenaarbecht zur Zufriedenheet vun alle Bedeelegten enger optimaler Léisung zou geféiert ginn.

Nodeems virun etlechen Joeren d'Verleeën vun engem zweete Gleis op der Zuch Linn a Richtung Lëtzebuerg via Dippech-Leideleng d'Verkëierssituatioun verbessert huet, wier et elo un der Zäit eng méi grouss Park&Ride Zone fir d'Bierger aus deenen zwou Gemengen ronderëm d'Gare Bascharage/Sanem ënner anerem duerch de Bau vun engem Parkhaus an der Erweiderung vum bestehenden Parkraum ze schafen.

Och wa mär vollt Verständnes fir de Käerjenger Awunner

hir Suergen hunn, kann et net sinn, dass "NATURA 2000" Gebitt och nach duerch trennt respektiv verschwanen soll, wou jo gewosst ass, dass mer an eiser Gemeng schon net vill Gréngfläch hunn. Wéinst enger falscher Wirtschafts- a kontraproduktiver Mobilitéitspolitik säitens de virechte Käerjenger Gemengen Verantwortlechen esou wéi och der virechter Regierung soll elo net och nach de rescht Natur muttwëlleger weis fleete goen.

Eis geet et an éischer Linn ëm d'Gesondheet an d'Liewensqualität vun de Bierger aus béide Gemengen, dozou gehéiert d'Reduktioun vun deenen enormen Of-gas Belaaschtungen. Mä bestinn an deem Sënn op eng juristesche Legalitéitskontroll a Besuch mat deeër vun der Regierung zréckbehalener Variant, Kompensatiounsmoossnamen do wou d'Natur Schued erleiden sollt esou wéi op d'Realisatioun vun allen aneren am Virfeld ugekënnegten Moossnamen.

Dofir schléissen mir eis dësem Avis un.

LSAP-STELLUNGNAHM ZUM AVIS „CONTOURNEMENT DE BASCHARAGE“ (JOS PISCITELLI)

„Ech mengen mir brauchen als Fraktioun net nach eemol déi ganz Argumenter ze widderhuelen, déi hei an dësem Avis drastinn an déi vun der Majoritéit an vun alle Bänken hei plus de Groupe de travail mat ausgeschafft gi sinn. Et ass och deen Avis deen mir voll a ganz mat ënnerstëtzen.

Ech wëll just gär kuerz op d'Art a Weis ze schwätze kommen wéi dësen Dossier gefouert ginn ass. Zënter Joeren gouf et ëmmer just eng eenzeg Variant wéi wann et keng aner géif ginn. Während deene Joeren ass dann och weider um Ausbau vun den Aktivitéiten an der Haaptstrooss zu Käerjeng an och an der Zone d'activités geschafft ginn. Während deene Joeren ass och de Wunnengsbau an der Haaptstrooss weider gefuerdert ginn, mat deem Resultat wat mir haut kennen. D'Gemeng Suessem ass dann dohi gaangen an huet op eege Käschten an op eegen Initiativ aner Etuden iwwert d'Machbarkeet, also aner Varianten analyséieren gelooss. Dun krute mir op eemol 3 Varianten proposéiert. Dat ass schon ganz drolleg, well jo virun nëmme 1 eenzeg Variant konnt méiglech sinn. An elo gëtt esou gemaach wéi wann dat e Kompromiss wier wann d'Variant 2 géif geholl ginn. Egal wéi soll elo mat engem weidere Feeler déi landesplaneresch Feeler vun der Nopeschgemeng verbessert ginn. Et schwätzt jo och kee méi sou richteg vun engem

Contournement, well mëttlerweil och dee leschte gemierkt huet, dass de Verkéier net wäert drastesch méi kleng ginn an dass et éischer en Zoufahrswee fir an d'Zone d'activités ass, déi dann jo wuel mat Sëcherheet nach méi ausgebaut wäert ginn. Dat Perfidst un der Saach ass awer, dass déi NOx-Wäerter an d'Fenster gestallt ginn an mir hei zu Suessem mat dësem Vote nach méi wäerte virgeheit kréien, dass mir um schlechte Gesondheetszoustand vun de Käerjenger déi no bei der Brauerei wunnen, responsabel wieren. Dat fannen ech net terribel gutt, fir net méi en schlëmen Ausdrock ze benotzen. An dat kann och elo net drop fokaliséiert ginn. Mee et sinn am Avis eng ganz Partie u Mesuren opgezielt ginn, déi soen wéi een déi NOx-Wäerter kéinten erofsetzen ouni mussen Natur ze zerstéieren."

DÉI LÉNK- STELLUNGNAHM ZUM AVIS „CONTOURNEMENT DE BASCHARAGE“ (PATRIZIA ARENDT)

„Et ass schon vill gesot ginn an villes huet kee Sënn elo ze widerhuelen.“

Ech haat de moien an der Schoul eng cocasse Situatioun; mir hunn en Hörtext gemaach vum Umberto Eco an zwar ‚Die klugen Gnome von Gnu‘. Do ass et drëms gaangen, dass en Weltraumfuerscher e neie Planéit entdeckt huet, deen immens schéin war an deen sollt dunn kolonialiséiert ginn. An hien ass du dohinner geflunn an de Kinnék vun den Gnu huet hien dunn empfangen. Wéi hien dem Kinnék do gesot huet, dass de Planéit lo sollt kolonialiséiert ginn, huet de Kinnék gefrot firwat. De Weltraumfuerscher huet dunn proposéiert hinnen ze weisen wéi eng technesch Fortschrëtter mir op eisem Planéit hunn an mat engem mega galakteschen Fernrohr kucken sie dann op d'Erd, mee si gesinn näicht well et dermoossen vill Smog gétt. An de Rescht vun der Geschicht kënnt dir iech jo denken.

D'Projektion an eis Realitéit: wat si mir am gaangen ze maachen? Mir bauen den Tram rem do wou en schon war. Mir zielen awer nach ëmmer op Individualverkéier. Mir kucken nach ëmmer d'Problemer lokal. An dat ka jo net sinn. Iergendwann muss een jo awer soen: sou, mir mussen awer aus de Feeler vun der Vergaangenheet léieren. Et gétt jo e gudde lëtzebuenger Sproch: e gud-den lesel stéisst sech nemmen eemol. Mee dësen Dossier ass schon esou aal, méi wéi 20 Joer. An wann een d'Dossieren nach eemol kuckt déi mir vum Ëmwelt- an vum Nohaltegkeetsministär, a virun allem vun de Koleegen vun der Ponts et Chaussées kriff hunn, muss een

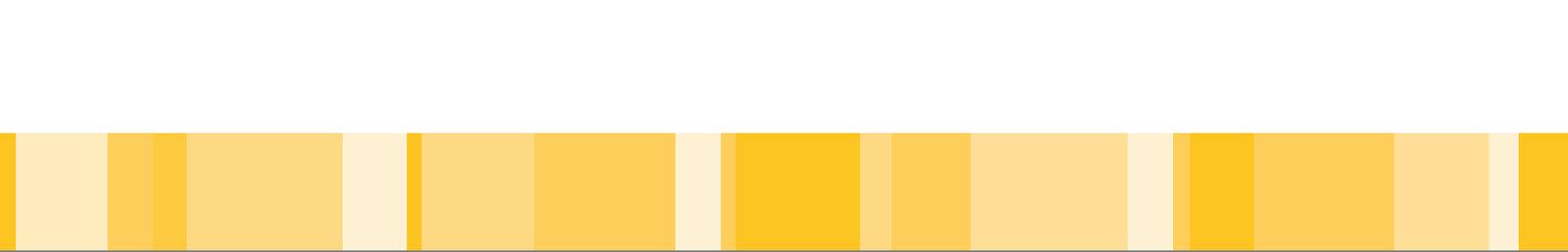
awer soen, dass een do einfach spiert, dass - wéi soll ech dat lo soen - et zum Deel net kohärent ass. D'Politik déi eis nei Regierung vun e puer Joer ugekënnegt huet, kann net rem doran endegen, dass mir lo rem Stroossen bauen. Well wa mir lo eng Strooss bauen, dann kënnt de ganze Schwanz hannendrun no, Dippecher hun jo och schon ausgestreckt an sou weider a sou fort. An dat kann einfach net sinn. An et muss een sech och iwwerleeën wou geet de Wuesstum do hin? Wat fir e Wuesstum wëlle mir dann iwverhaapt? Wou geet dat dann hin? Et kann einfach net sinn. Ech denken, dass mir déi technesch an urbanistesche Méiglechkeeten hunn, fir ze soen mir denken lo mol aneschtens ëm. Et ass lo de Moment ze soen: Nee, mir mussen lo einfach ëmdenken an aner Weeër goen. Sou wéi d'Alternativen déi mir opgezielt hunn. Et ginn vill Stied am Ausland, déi genau dee selwechte Problem hunn an déi kee Contournement kënne bauen. Déi mussen aner Léisunge fannen an déi fannen se och, well se et mussen. Well soss maache mir eise Planéit, eis Stied freckt.

An dofir sinn ech frou, dass mir opgrond vun de villen Diskussiounen déi mir haaten - och am Aarbechtsgrupp, de Koleeg vun de Gringen huet se virdrun opgezielt, de Mouvement, de BIGS, all déi Leit déi op d'Strooss gaangen sinn - et ass kee lokale Problem, mee e globalen. An et gétt och global Léisungen dofir. Et gétt eng ganz Partie Méiglechkeeten. Esou guer wann de Minister iergendeng Decisioun hëllt an dann awer e Contournement géing bauen. Dat dauert jo och wéi laang, an dann mussen déi Mesuren souwisou geholl ginn. Mir kënnen net sou weiderfueren. En plus, wat sinn dann d'mesures compensatoires? Se ginn net wierklech opgezielt. Wann ech e Bësch ofrappen, deen e puer Jorzingten um Bockel huet, deen huet een net muar rem kompenséiert. Dat soll een sech och eemol iwwerleeën.

Sou wéi den Text elo virläit, kënne mir en och als déi Lénk mat stëmmen. An à voir wat de Minister dann draus mécht.

Danach bedankte sich Bürgermeister Georges Engel (LSAP) bei allen Fraktionen für ihre Stellungnahmen und für die Einstimmigkeit im Gemeinderat. Dies sei ein starkes Zeichen nach außen und bekräftige den Zusammenhalt der Gemeinde. Außerdem bedankte er sich bei allen die dazu beigetragen haben diesen umfangreichen und kohärenten „Avis“ zusammenzustellen, was keine leichte Arbeit dargestellt hatte. Abschließend fasste er noch einmal die Hauptaussagen der Stellungnahmen des Schöffen- und Gemeinderates zusammen:

- 1) die Gemeinde Sanem hat Verständnis für die Situation in Käerjeng

- 
- 2) diese Stellungnahme zeigt die exemplarische Zusammenarbeit des Schöffen- und Gemeinderates mit der Arbeitsgruppe „Contournement“ und allen anderen Einflüssen
 - 3) eine wichtige Feststellung ist, dass die Gemeinde Sanem in ihrem „Avis“ etliche Alternativen aufgezeigt hat, die jedoch nicht seriös und akribisch genug vom Ministerium analysiert worden sind
 - 4) die „raison impérative d'intérêt public majeur“ ist nicht gegeben, da die Messungen schon einige Jahre zurückliegen und nur an 2 bestimmten Stellen der N5 erhöhte NOx-Werte ergaben – Werte die durch viele andere Maßnahmen zu senken sind
 - 5) in den Ordnern fehlen genauere Angaben zu den Kompensationsmaßnahmen
 - 6) die Nullvariante ist die einzig sinnvolle Lösung

Somit wurde die Stellungnahme einstimmig von allen Fraktionen angenommen.



Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem
de la séance publique
du vendredi, 15 juillet 2016

date de l'annonce publique: 08 juillet 2016
date de la convocation des conseillers: 08 juillet 2016
début: 08h15
fin: 12h45

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Arendt Patrizia, Mme Asselborn-Bintz Simone, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam, M. Cornély Alain, Mme Faber-Huberty Chantal, M. Goelhausen Marco, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, M. Schlessler Jean-Pierre, Mme Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine, Mme Greven Manon, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s):

Mme Reuter-Bauler Carine

Premier votant:

Mme Speck-Braun Patricia

Madame Arendt Patrizia n'a pas pris part au vote des points 28 à 31.
Madame Faber-Huberty Chantal n'a pas pris part au vote des points 37 à 39.
Madame Morgenthaler Nathalie n'a pas pris part au vote des points 37 à 39.
Madame Tornambé-Duchamp Nadine n'a pas pris part au vote des points 37 à 40.
Monsieur Bronzetti Denis n'a pas pris part au vote des points 46 et 47.
Monsieur José Piscitelli n'a pas pris part au vote du point 47.

Le collège des bourgmestre et échevins demande de bien vouloir retirer le point suivant de l'ordre du jour:

35. Modification budgétaire pour les subsides extraordinaires

Vote unanime

Le collège des bourgmestre et échevins demande de bien vouloir ajouter le point suivant à l'ordre du jour:

33.A. Approbation de divers subsides

Vote unanime

35.A. Modification budgétaire pour les subsides ordinaires

Vote unanime

Le collège des bourgmestre et échevins demande de bien vouloir renommer le point 17 de l'ordre du jour de la manière suivante:

17. Approbation de l'annexe au règlement sur les bâtisses, les voies publiques et les sites relative aux dispositions relatives à la publicité

Vote unanime

Ordre du jour

1. Correspondance et Informations
2. Approbation du rapport de la séance du 13 mai 2016 du conseil communal

Vote unanime

3. Présentation du service de l'agent municipal et du service de la sécurité et de la santé du travail

PROJETS

4. Mise en conformité des maisons relais, deuxième phase: équipement d'urgence d'installations détection d'incendie et réalisation de travaux connexes dans 12 sites. Devis estimatif détaillée: 465.000,- € (article budgétaire:4/242/221311/16014)

Vote unanime

5. Renouvellement de la canalisation Fenkelbiërg à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 200.000,00,- € et crédit: 80.000,- € (article budgétaire: 4/520/222100/09009)

Vote unanime

6. Transformation du deuxième étage de l'école Belvaux-Poste afin de pouvoir encadrer plus d'enfants pour la rentrée scolaire 2016-2017. Devis estimatif détaillé: 87.084,54,- € (article budgétaire: 4/242/223410/16055)

Vote unanime

7. Remplacement de diverses machines au garage communal. Devis estimatif détaillé: 55.000,- € (article budgétaire: 4/627/222200/16026)

Vote unanime

8. Remplacement d'un minibus pour les besoins de la Maison Relais SANEM. Devis estimatif détaillé: 30.000,- € (article budgétaire: 4/242/223210/99001)

Vote unanime

9. Illumination de 3 passages pour piétons dans la commune de Sanem. Devis estimatif détaillé: 21.000,- € (article budgétaire: 4/622/222100/99001)

Vote unanime

10. Acquisition d'un conteneur extérieur pour le stockage de matériel et produits de marquage horizontal. Devis estimatif détaillé: 20.000,- € (article budgétaire: 4/130/221311/16054)

Vote unanime

11. Confection d'une séparation à la Kannerbuerg à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 9.000,- € (article budgétaire: 4/242/221311/16013)

Vote unanime

12. Remplacement des 3 portes de garage au centre culturel Metzlerlach à Belvaux. Devis estimatif détaillé: 18.000,- € (article budgétaire: 4/831/221311/16027)

Vote unanime

13. Acquisition de mobilier pour les écoles primaires et préscolaires. Devis estimatif détaillé: 15.000,- € (article budgétaire: 4/910/223410/99001)

Vote unanime

14. Sonorisation supplémentaire de la grande salle au Kulturschapp à Ehlerange. Devis estimatif détaillé: 8.500,- € et crédit (article budgétaire: 4/831/222100/14036)

Vote unanime

AMENAGEMENT COMMUNAL

15. Approbation de la modification ponctuelle du plan d'aménagement général, concernant la zone d'activités « Op den Äässen » à Sanem

Vote unanime

16. Approbation de la convention et du projet d'exécution pour la réalisation du plan d'aménagement particulier « rue de Roanne » à Belvaux

Vote unanime

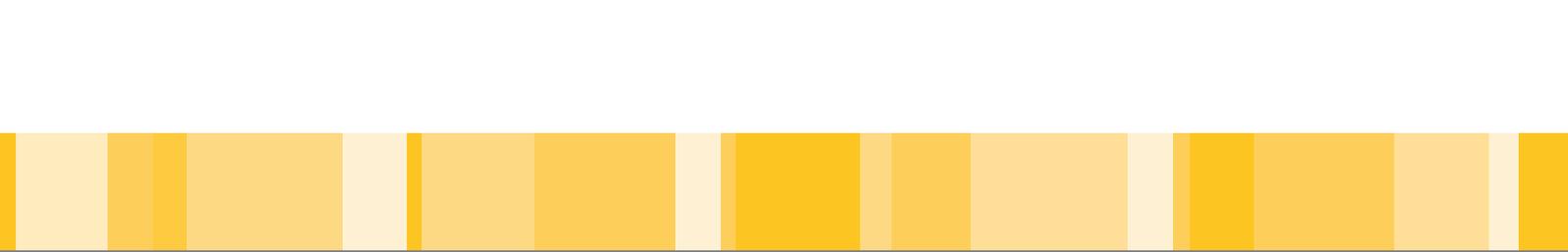
17. Approbation de l'annexe au règlement sur les bâtisses, les voies publiques et les sites relative aux dispositions relatives à la publicité

Vote unanime

TRANSACTIONS IMMOBILIERES

18. Approbation d'un acte de vente avec le consortium d'héritiers DABÉE – FOSTIER concernant une partie d'une parcelle de terrain sise à Sanem

Vote unanime

- 
19. Approbation d'un acte de vente avec la société à responsabilité limitée «P&P Promotions S.à r.l.» concernant la vente d'une parcelle de terrain sise à Sanem

Vote unanime

20. Approbation d'un acte d'échange avec le consortium d'héritiers WOLTER concernant des terrains sis à Soleuvre

Vote unanime

21. Approbation d'un acte d'échange avec le consortium d'héritiers DABÉE – FOSTIER concernant des fonds immobiliers sis à Sanem

Vote unanime

22. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec la communauté d'époux PODRIMQAK-XHEMA concernant une parcelle de terrain sise à Sanem

Vote unanime

23. Reclassement d'une parcelle de terrain sise à Belvaux du Domaine Public Communal dans le Domaine Privé Communal

Vote unanime

24. Approbation d'un compromis d'échange avec la Société Nationale des Habitations à Bon Marché (SNHBM) portant sur un ensemble de terrains sis à Belvaux, au lieu-dit « um Geesserwee »

Vote unanime

25. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec la société à responsabilité limitée TRADE IMMO S.à r.l. concernant une parcelle de terrain sise à Sanem

Vote unanime

26. Approbation d'un compromis de vente avec la dame ZAROTTI Christiane concernant deux terrains sis à Soleuvre

Vote unanime

27. Approbation d'un compromis de vente avec la société MPCW S.à.r.l. concernant quatre parcelles sise à Sanem

Vote unanime

FINANCES

28. Approbation du compte administratif de l'exercice 2013

Vote(s) positif(s): 10	Vote(s) négatif(s): 3
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Schlessser Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine	Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Speck-Braun Patricia

29. Approbation du compte administratif de l'exercice 2014

Vote(s) positif(s): 10	Vote(s) négatif(s): 3
Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Goelhausen Marco, Piscitelli José, Schlessser Jean-Pierre, Tornambé-Duchamp Nadine	Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Speck-Braun Patricia

30. Approbation du compte de gestion de l'exercice 2013

Vote unanime

31. Approbation du compte de gestion de l'exercice 2014

Vote unanime

32. Approbation d'un don en faveur de la «StädteRegion Aachen» qui a fait une plainte contre le fonctionnement du réacteur nucléaire Tihange 2 en Belgique

Vote unanime

33. Approbation de subsides aux associations locales 2016

Vote unanime

33.A. Approbation de divers subsides

Numm	Objet	Montant deen déi Joëre virdrun accordeiert ginn ass	Montant accordeiert
OTM - Haïti	Demande fir en Don	/	/
FLTT – Fédération Lux. de Tennis de Table asbl	Demande fir en Don	/	/
SOS village d'enfants monde	Demande fir e Subside 2016	/	/
Sécurité routière	Demande fir en Don «Belgrano»	/	/
Spontan Add asbl	Demande fir en Don	/	/
Association Nationale des Victimes de la Route asbl	Demande fir e Subside 2016	150.- € CC 19.06.15	150.- €
Natur & Umwelt Fondation Hëllef fir d'Natur	Demande fir en Don	/	/
Aide à l'Enfance de l'Inde	Demande fir en Don	/	/

Vote unanime

34. Approbation d'un subside de 2.000.- € pour l'anniversaire de la LASEP Sanem/ Belvaux;

Vote unanime

35. Modification budgétaire pour les subsides extraordinaires

Point retiré de l'ordre du jour.

35. A. Modification budgétaire pour les subsides ordinaires

Article budgétaire	Libellé	Crédit initial 2016	Modification proposée	Crédit après modification
3/825/648120/99001	Associations sportives – Subsides ordinaires	82.112.-	4.450.-	86.562.-

Vote unanime

36. Modification budgétaire pour les festivités organisées à l'occasion de la Fête nationale

Article budgétaire	Libellé	Crédit initial 2016	Modification proposée	Crédit après modification
3/860/615241/99005	Fêtes publiques - Frais de fêtes publiques - Nationalfeierdag	30.000.-	20.000.-	50.000.-

Vote unanime

PERSONNEL – SERVICE TECHNIQUE

37. Création d'un poste d'agent de nettoyage à raison de 5 heures par semaine pour les besoins du département nettoyage, extension service technique, à durée indéterminée et sous le champ d'application de la CCT des communes du Sud

Vote unanime

38. Création d'un poste d'agent de nettoyage à raison de 10 heures par semaine pour les besoins du département nettoyage, école Ehlerange, à durée indéterminée et sous le champ d'application de la CCT des communes du Sud

Vote unanime

39. Création d'un poste d'agent de nettoyage à raison de 30 heures par semaine pour les besoins du département nettoyage, maison relais «Roude Wee» - cantine, à durée indéterminée et sous le champ d'application de la CCT des communes du Sud

Vote unanime

40. Création d'un poste à mi-temps suite au reclassement interne de Monsieur STEFFEN Louis, concierge, pour les besoins du département bâtiments, à durée indéterminée et sous le champ d'application de la CCT des communes du Sud

Vote unanime

PERSONNEL – MAISON RELAIS POUR ENFANTS

41. Création de deux postes d'éducateurs diplômés à plein-temps à durée indéterminée pour le besoin de la Maison Relais Sanem sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5

Vote unanime

OFFICE SOCIAL

42. Avis du conseil communal concernant une décision du conseil d'administration de l'office social de Sanem:

a. Approbation de la convention entre CULTUR'ALL asbl et l'Office social de Sanem

Avis favorable

43. Approbation d'une convention de collaboration pour le Projet Social Opportunités entre l'office social et la commune de Sanem

Vote unanime

DIVERS

44. Approbation d'une convention pour l'année 2016 Centre Régional d'Animation et de Guidance pour Personnes Âgées (Club Senior) «Pränzeberg»

Vote unanime

45. Approbation de la convention concernant les services d'éducation et d'accueil pour enfants conclue entre la commune de Sanem et le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse pour l'année 2016

Vote unanime

46. Modification de la composition des commissions consultatives

Démission(s):

Nbr	Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité/ Parti/Association
	Commission à l'égalité des chances	facultative	S	URBANY Laura	L-4990 SANEM	membre politique	Déi Lénk

Nomination(s):

Nbr	Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité/ Parti/Association
	Commission à l'égalité des chances	facultative	S	COSTANZI Mirka	L-4439 SOLEUVRE	membre politique	Déi Lénk

Vote unanime

- 
47. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins
- a. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux de rénovation de la maison n°6 rue Henri Grey à Belvaux, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 20 juin 2016;
 - b. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux de construction de 2 maisons unifamiliales dans la rue d'Esch 26f et 26g à Sanem, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 20 juin 2016;
 - c. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux de construction de 9 maisons unifamiliales dans la rue Aessen à Soleuvre, par l'entreprise Jules Farenzena, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 24 juin 2016;
 - d. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux sur la canalisation dans la rue de France à Belvaux effectués par l'entreprise Farenzena de Dudelange, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 27 juin 2016;
 - e. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux de raccordement des réseaux de la maison n°16 rue Dickskopp à Soleuvre, travaux effectués pas l'entreprise Tedma-Bau de Soleuvre, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 01 juillet 2016;
 - f. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux de raccordement des différents réseaux de la maison n°10 rue Dickskopp à Soleuvre, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 08 juillet 2016;
 - g. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux de suppression du raccordement d'eau potable de la maison n°20 rue du Moulin à Sanem, travaux effectués pour la firme Trade immo de Moutfort, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 08 juillet 2016;
 - h. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux de traversée de rue pour des travaux sur le réseau de la canalisation des eaux usées dans la rue de Niederkorn à Sanem, effectués par l'entreprise Delizotti SA, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 11 juillet 2016;
 - i. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux d'aménagement du trottoir côté impair dans la rue d'Esch à Soleuvre, travaux effectués par l'entreprise AP construction, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 11 juillet 2016

Vote unanime



Un de Schäfferot vun der
Gemeng Suessem

Bieles, de 7. Juli 2016

Gemäss dem Artikel 25 vum Gemeindegesetz vum 13. Dezember 1988, erlaabt eis Äech an der Sëtzung vum nächste Gemengerot folgend Froen ze stellen:

Dësen Nationalfeierdag ass jo fir déi 1. Kéier eng Lasershow amplaz vum Freedefeier gemat ginn. De Buergermeeschter huet och d'Grënn fir dëse Wiessel a senger Ried duergeluet.

Kéinte mär awer w.e.g. gewuer gi wéivill fréier e Freedefeier kascht huet a wéivill haut esou eng Lasershow kascht?

Am Kader vun de Budgetdiskussiounen hate mär e Bilan vun eisem neie Mülltaxereglement gefrot.

Wär et w.e.g. méiglech eng Kéier do genee Zuelen ze kréien, zumools vum neie System vum Ofhuele vum Sperrmüll an Eegeregie?

Gëtt et och Statistike wat eis Bierger op de SIVEC féieren?

Am „Luxemburger Wort“ vum 28. Juni 2016 stung ze liesen, dass d'Gemeng Déifferdeng e Recyclingzenter op Suessemer Terrain baut. Obwuel de Bau scho gutt fortgeschratt ass, hat weder d'Bautekommissioun de Projet presentéiert kritt an aviséiert, nach hat de Buergermeeschter eng Baugenehmegung ginn.

Wéi ass et méiglech, dass esou e Bau iwwehapt ouni Erlaabnis konnt ugefaange ginn?

Firwat bauen déi Déifferdenger e Recyclingzenter an eiser Gemeng?

Ass et wouer, dass dësen Zenter nëmme vun den Déifferdenger Bierger wäert kënne genotzt ginn?

Merci am viraus fir Är Äntwerten, mat eise beschte Gréiss,
Fir d'CSV-Fraktioun,

Mike LORANG, Nathalie MORGENTHALER a Carine REUTER-BAULER

Réponse du collège échevinal

1) Zu Nationalfeierdag:

De Montant total setzt sech aus der Programmation (4.773,60 €) an der Locatioun an dem Montage vum Material (16.631,55 €) zesummen.

Ënnert dem Stréch huet eis d' Lasershow also 21.405,15 € kascht.

D' Freedefeier vum Joer 2015 huet eis nëmmen 7.827,30 € kascht.

De Public Viewing huet 819 € kascht.

D' Virdeeler vun der Lasershow waren:

- D'Lasere sinn no der Show um 11 Auer awer nach bis 3 Auer weidergelaf
- Et sinn manner Schied entstanen un Autoen, Haiser, etc. an der Noperschaft
- Et ass Récksicht op Déieren geholl ginn

2) Zum Müllreglement an SIVEC:

Dat neit Müllreglement vun der Gemeng Suessem ass den 1. Juli 2015 a Kraft getrueden. D'Statistike vum Offall ginn op nationalem wéi och um kommunale Niveau fir d'Période vum 1. Januar bis den 31. Dezember gemaach. Fir genee Zuelen ze kréie muss een demno e ganz Joer mam neie Reglement ofwaarden.

D'Statistike gi pro Recyclingcenter erstellt an dann ëmgerechent op kg/Awunner. Um Site vun der Emwältverwaltung kann een sech verschidden Statistiken erfueden.

De Sivec féiert keng separat Statistik fir all Membersgemeng. Fir esou eng Statistik opzestellen missten Quantitéiten vun all Client op der Wo passéieren. An der Praxis géif dat awer vill Zait an Usproch huelen.

De SIVEC kann eis awer soen wéivill Cliente aus de verschiddene Gemenge kommen. Iwwert en Zaitraum vun 3 Joer gekuckt, läit de Visiteurs-taux vun der Gemeng Suessem bei 17%.

Et ass demno unzuhuelen datt d'Gemeng Suessem och fir 17% vum Volume vum SIVEC verantwortlech ass.

Pro Joer geet de Volume um SIVEC ëm ca 2,5% an d'Luucht. Dat entsprécht och dem Zouwues vun der Populatioun mat enger Moyenne vun 2,5% pro Joer.

Entwécklung vum Sperrmüll an de leschte 4 Joer:

Joer	Tonnage
2012	202,54
2013	220,86
2014	208,32
2015	26,82
bis Juli 2016	29,91 (inondations Sanem)

Et ass erstaunlech datt den Tonnage vum Sperrmüll esou drastesch zréck gaangen ass. Dës Tendenz konfirméiert sech och an de Nopeschgemenge.

3) Zum Recyclingzenter Déifferdeng:

Déifferdenger Gemeng ass net den Maître d'ouvrage mee d' Ecotec.

D'Gemeng wosst net dass en Deel vun dësem Zenter sollt op Suessemer Terrain gebaut ginn.

Nodeems Gemeng gewuer ginn ass dass d'Aarbechten fir de Bau vum Recyclingzenter schonn ugefaangen huet ouni Baugenehmegung vun der Gemeng Suessem hunn mir de Chantier direkt gestoppt (08.07.2016). Deemno ass d'Baugenehmegung ausgestallt ginn an den 12.07.2016 ass de Baustopp opgehewe ginn. Gemeng Déifferdeng huet dorops hin

direkt eng Entrevue bei eisem Schännerot gefrot fir iwwer déi Mëssstänn an de Suivi ze schwätzen respektiv och ze klären op Suessemmer Awunner deen Site kéinten benotzen. Dësen RDV soll och direkt wann Rentrée ass stattfannen.

SEANCE A HUIS CLOS

PERSONNEL – ADMINISTRATION

49. Nomination de divers salariés (anciens employés privés) m/f à durée déterminée et à divers degrés d'occupation

a. Nomination d'un salarié m/f à mi-temps sous contrat à durée déterminée pour les besoins de l'administration

Est nommé(e): DOS SANTOS VARELA Kevin

b. Nomination d'un salarié m/f à plein temps sous contrat à durée déterminée pour les besoins de l'administration

Est nommé(e): ORAZI Kelly Myriam

c. Nomination d'un salarié m/f à plein temps sous contrat à durée déterminée pour les besoins de l'administration

Est nommé(e): LE MARCHAND Sébastien

d. Nomination d'un salarié m/f à plein temps sous contrat à durée déterminée pour les besoins de l'administration

Est nommé(e): TAMAI Christophe

50. Augmentation de la tâche de la dame BARTHEL Nathalie, employée communale de la carrière C, de 50 à 100% à partir du 1^{er} janvier 2017

Augmentation de tâche accordée

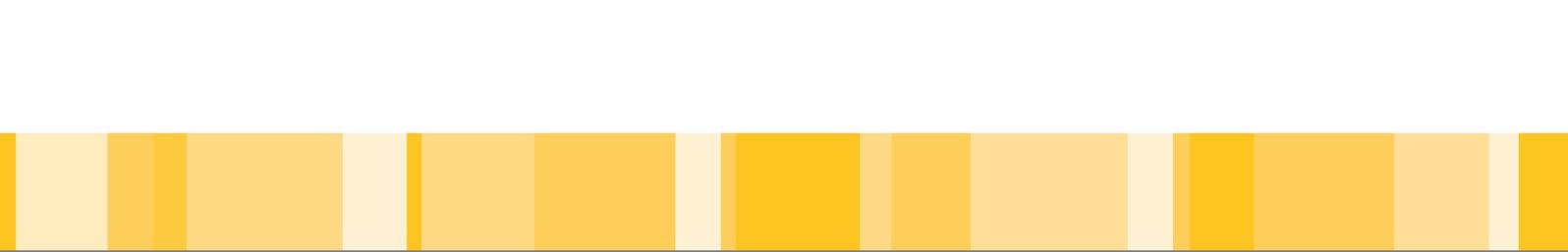
PERSONNEL – MAISON RELAIS POUR ENFANTS

51. Réduction temporaire de la tâche hebdomadaire de 40 heures à 20 heures du sieur MERCALDI Dani, éducateur diplômé à la Maison Relais SANEM, pour la période du 1^{er} septembre 2016 au 31 août 2017

Réduction de tâche accordée

52. Réduction de la tâche hebdomadaire de 40 heures à 20 heures de la dame Gerbes Anne, éducatrice diplômée à la Maison Relais SANEM, pour la période du 8 septembre 2016 au 8 septembre 2021

Réduction de tâche accordée

- 
53. Réduction de la tâche hebdomadaire de 40 heures à 30 heures de la dame Kremer Samantha, éducatrice diplômée à la Maison Relais SANEM, pour la période du 1^{er} août 2016 au 31 juillet 2017

Réduction de tâche accordée

PERSONNEL – REWA – RESIDENCE OP DER WAASSERTRAP

54. Nomination d'un ergothérapeute (m/f), à durée indéterminée avec une tâche de 20 heures/semaine, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'ergothérapeute PS1

Est nommé(e): SCHAMBURGER Laura

55. Réduction de la tâche hebdomadaire de 40 heures à 30 heures de la dame MICHELIS Lisa, éducatrice diplômée au CIPA-REWA, à partir du 1^{er} janvier 2017

Réduction de tâche accordée



Gemeinderatssitzung Sanem vom 15.07.2016

Erneuerung der Kanalisation „Fénkelbiërg“ in Beles

In der heutigen Gemeinderatssitzung am 15. Juli 2016 standen insgesamt 56 Punkte auf der Tagesordnung, von denen alle mit 2 Ausnahmen einstimmig verabschiedet wurden. Dabei handelte es sich um die Abschlusskonten 2013 und 2014 des Schöffenrates. Hauptthemen heute waren vor allem die Präsentation von 2 Diensten der Gemeinde („service de l'agent municipal“ und „service de la sécurité et de la santé du travail“), die „Maison Relais“ der Gemeinde, die Erneuerung der Kanalisation am Beleser „Fénkelbiërg“, die Stellungnahmen des Schöffenrates zu den perfiden Äußerungen im Rahmen der Überschwemmungen in Sanem und die Subsidien an die lokalen Vereinigungen.

BELES

Zunächst bat Bürgermeister Georges Engel (LSAP) Gemeinderätin Carine Reuter-Bauler zu entschuldigen, die heute nicht an der Sitzung teilnehmen konnte. Danach stimmte der Rat dem Vorschlag des Schöffenrates zu einen Punkt von der Tagesordnung zu streichen, zwei hinzuzufügen und einen umzubenennen. Punkt 35 hinsichtlich der budgetären Modifikation im Kader der extraordinären Subsidien wurde durch Punkt 35a ersetzt, da die Umänderung im ordinären Budget getätigt werden müssen um die Subventionen dieses Jahre alle aus-

zahlen zu können. Daneben wurde Punkt 33a – diverse Subsidien ebenfalls der Tagesordnung beigefügt. Die letzte Änderung betraf die Umbenennung des Punktes 17 bezüglich Werbeelemente und Reklameschilder im Baureglement der Gemeinde.

Beim ersten Tagesordnungspunkt informierte Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) über die Problematik des Eichenprozessionsspinners, der vielen Gemeinden Sorgen bereitet. Diese Raupen bzw. Falter haben sich nun auch in Sanem verbreitet, im „Keupewee“ in Ehleringen, entlang des Fahrradweges zwischen Ehleringen und den Aessen, im „Queeschwee“ und in der Cité Kauffman in Zolwer und bei der „Roude Wee“-Schule in Beles. Die Stacheln der Raupe sind toxisch und können allergische Reaktionen auslösen. Ihre Nester liegen oben in den Baumkronen und sie sind schwierig vollständig zu entfernen. Deshalb wurden Warnschilder aufgestellt, in den Schulen und „Maison Relais“ wurden Flyer ausgeteilt um zu sensibilisieren. Außerdem hat man eine Spezialfirma mit der Entsorgung der Raupen beauftragt. Diese wird dann mit ihrer Arbeit anfangen sobald sie im Bettemburger Park die gleiche Aufgabe abgeschlossen hat.

Danach bewilligte der Gemeinderat den Bericht vom Mai 2016, nachdem die Rektifikation bezüglich einer Abstimmung der CSV (Punkt 24) durchgeführt wurde.

VORSTELLUNG DER DIENSTE „AGENT MUNICIPAL“ UND „SÉCURITÉ ET DE LA SANTÉ DU TRAVAIL“

Anschließend begrüßte Bürgermeister Georges Engel den Ordnungsbeamten Jos Dicken und Sicherheitsbeauftragten Andy Thomé, die in der heutigen Sitzung anwesend waren um ihren „service“ zu präsentieren.

Im August 2014 wurde Jos Dicken als „agent municipal“ eingestellt und es war dem Schöffenrat

wichtig, dass der neue Mitarbeiter auch die Funktion des „garde-champêtre“ (dt.: Bannhüter) ausführen kann. Laut internem Organigramm ist dieser Dienst dem „service technique-projets“ unterstellt, da der technische Dienst im Alltag am meisten auf die Hilfe des Ordnungsbeamten zurückgreifen muss in Hinblick darauf, dass die Reglementierungen und Anweisungen der Gemeinde eingehalten werden. Der „agent municipal“ ist also eine wesentliche Unterstützung für die lokale Polizei, sowohl für die allgemeine Ordnung als auch für den ruhenden Verkehr und die öffentliche Hygiene in den Ortschaften der Gemeinde.



Die Ordnungsbeamten der Gemeinde.

Dann erhielt der Ordnungsbeamte Jos Dicken das Wort um einen Einblick in seine alltägliche Arbeit zu geben. Er erklärte zunächst, dass seine legalen Befugnisse als „agent municipal“ der ruhende Verkehr und als „garde-champêtre“ die Einhaltung der Gemeindebestimmungen betreffen. Danach kam er auf seine tägliche Missionen zu sprechen, zu denen Übertretungen („avertissement“) im ruhenden Verkehr, illegale Mülldeponien, Verstöße gegen Umweltbestimmungen, usw. gehören. Außerdem war zu erfahren, dass zwischen 2014 und 2016 die Anzahl von Abmahnungen – vor allem beim Falschparken- deutlich gesunken ist.

CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler bedankte sich für die Präsentation, da ihre Fraktion diesbezüglich Antragsteller gewesen war. Sie fragte alsdann noch weitere Details in Bezug auf den Unterschied in den Zuständigkeiten zwischen dem Ordnungsbeamten und der Polizei und an wen von beiden man Beschwerden richten soll. Jos Dicken antwortete, dass die Polizei ganz klar alleine für den fließenden Verkehr zuständig sei. Andere Beanstandungen hängen von Fall zu Fall ab, zum Beispiel kann das Abschleppen eines Wagens nicht vom Ordnungsbeamten getätigt werden. Laut Plänen des Innenministeriums sollen die Unterschiede zwischen

den beiden Autoritäten gesetzlich gefestigt werden. Die Kompetenzen des Ordnungsbeamten im ruhenden Verkehr sollen ausgeweitet werden, d.h. Abmahnungen direkt aussprechen und Bußgelder einfordern können, Identität nachfragen, usw. Allerdings werden diese Änderungen nicht so bald eintreffen, dabei wäre dies zum Vorteil für die Gemeinde.

Gemeinderat Alain Cornély (déi Gréng) hatte eine Frage zu den Umweltverstößen, ob diese ebenfalls sinken und ob Müllsünder verfolgt werden. Jos Dicken erläuterte, dass die Anzahl an Vergehen rückläufig ist, dennoch sei es nicht immer möglich die Umweltsünder zu erfassen und bestrafen.

Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) wollte danach wissen, wie der vorgesehene 24-Stunden-Dienst funktioniert, da dies nur mit 3 Mitarbeitern in Schichtarbeit möglich sei. Jos Dicken erklärte zunächst, dass 2 weitere Ordnungsbeamte noch in diesem Jahr vom Gemeinderat gestimmt werden sollen. Der „service“ soll zudem nur von 6 bis 24 Uhr tätig sein, dabei kann man die Stunden aufteilen, demnach wie die Situation es erfordert. Es gibt natürlich auch Ausnahmen, zum Beispiel bei einem „Bal“, wo man auch in der Nacht arbeiten könnte. Die Vorgehensweise bei größeren Veranstaltungen besteht darin, dass man auch hier wieder Fingerspitzengefühl zeigen muss. Es sei unmöglich alles zu sanktionieren und falls keine Gefahr besteht, dann werde die Situation abgewogen.

Das sei auch die Meinung des Schöffensrates, so Bürgermeister Georges Engel (LSAP). Die Arbeit sei nicht immer die angenehmste und oftmals eine Gratwanderung. Jos Dicken teilte mit, dass er dennoch positive Erfahrungen in seinem Job gemacht habe, auch wenn es nicht immer einfach sei.

Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler (CSV) kam dann auf die Bußgelder zurück und wollte wissen ob diese in die Gemeindekasse fließen und wie hoch die Beträge sind. Jos Dicken informierte daraufhin, dass die Gelder nicht der Gemeinde zugutekommen, sondern dem Staat. Die Höhe der Verwarnungen reichen von 12 bis 145 € (z.B. unrechtlisches Parken auf einem Behindertenparkplatz). Auf die Beschwerde der CSV-Gemeinderätin in Hinsicht auf die Foodtrucks beim Lycée Belval, entgegnete Bürgermeister Georges Engel (LSAP), dass diese Situation reglementiert werden wird.

Auf die Frage von DP-Gemeinderätin Patricia Speck-Braun ob man die legalen Zuständigkeitsbereiche des „agent municipal“ mehr öffentlich machen könne, z. B auf die Homepage der Gemeinde setzen, zeigte Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) auf, dass im letzten

„Suessem Aktiv“ eine halbe Seite dem Ordnungsbeamten gewidmet sei. Man würde den Artikel dann ebenfalls auf die Internetseite hochladen.

Die Anfrage von déi Lénk-Gemeinderätin Patrizia Arendt die heutige Präsentation auch im „comité de prévention“ zu wiederholen, werde Folge geleistet, ebenso bei Wunsch in der Verkehrskommission, so Bürgermeister Georges Engel (LSAP) abschließend.

Der zweite Dienst der heute genauer vorgestellt wurde, war der „service de la sécurité et de la santé au travail“. Andy Thomé wurde im September 2015 eingestellt um seine Funktion als Sicherheits- und Gesundheitsbeauftragter auszuführen. Im Organigramm untersteht er dem Bürgermeister Georges Engel (Bereich Sicherheit) und dem Schöffen Marco Goelhausen (Bereich Gesundheit).



Andy Thomé stellte seinen „service de la sécurité et de la santé au travail“ vor.

Andy Thomé gab sodann Aufschluss über seine Tätigkeit im Bereich der Sicherheit und Gesundheit am Arbeitsplatz. Die vielfältige Arbeit teilt sich in 2 Gebiete auf, dem des „travailleur désigné“ und des „délégué à la sécurité dans la fonction publique“. Erstere betrifft die Mitarbeiter der Gemeinde, d.h. in welchen Konditionen die arbeiten, wie diese zu verbessern sind und das Aufzeigen von Risiken, usw. Die zweite Funktion bezieht sich auf die Sicherheit in den gemeindeeigenen Gebäuden und deren Benutzer, dass die konform zu den Vorschriften sind, usw. Alle Gebäulichkeiten werden gerade einer Zulassungsprüfung unterzogen, in enger Zusammenarbeit mit dem technischen Dienst, den Überwachungsstellen und der ITM („Inspection du Travail et des Mines“. Dazu gehört es auch, unangemeldet Kontrollen in den Gebäuden durchzuführen, Besichtigungen in den Schulen und „Maison Relais“ zu machen und Berichte anzufertigen, die dann an den technischen Dienst weitergeleitet werden, um eventuelle Mängel zu berichtigen.

Zu seinen Tätigkeitsbereichen gehören aber auch die Beratung hinsichtlich auf Weiterbildungskurse für Mitarbeiter, die Einhaltung von allen Bestimmungen bei Großveranstaltungen der Gemeinde, Sensibilisierung der Gebäudeverantwortlichen, geplante und nicht angekündigte Evakuierungsproben in den Schulen und Kindertagesstätten, Erstellung von Notfallplänen, usw.

Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP) würdigte den schwierigen Job des Sicherheitsbeauftragten. Es sei nicht immer leicht, da z.B. die Vorschriften der ITM nicht unbedingt schwarz-weiß sind und es die absolute Sicherheit nicht gibt. Andy Thomé versicherte, dass seine Arbeit nur mit gesundem Menschenverstand ausführbar sei, da man nicht alles „à la lettre“ ausführen könne und man von Fall zu Fall abwägen können muss.

Gemeinderätin Patricia Speck-Braun (DP) schlug in diesem Zusammenhang vor einen Intranet aufzubauen, wo sich jeder Mitarbeiter über alle Vorschriften und Bestimmungen informieren könnte. Daraufhin antwortete Bürgermeister Georges Engel (LSAP), dass sich alle wichtigen Informationen nicht in einem Intranet-Netzwerk befinden, sondern auf anderen internen Datenträger abrufbar sind.

Zum Schluss bedankte sich Bürgermeister Georges Engel (LSAP) bei Andy Thomé für seine Präsentation, aber auch für seine Arbeit. Man sei erfreut, dass der Sicherheitsbeauftragte seine Tätigkeit so verantwortungsvoll ausführe um Unfälle und Pannen auf das Minimum zu reduzieren.

„MAISON RELAIS“ UND KANALISATION „FÉNKELBIERG“

Der erste Kostenvoranschlag der heutigen Sitzung betraf die zweite Phase der Anpassungen der „Maison Relais“-Gebäude der Gemeinde. Hier werden für insgesamt 465.000 € die Brandmeldeanlagen (Zentralstellen, Detektoren, usw.) installiert und damit zusammenhängende Arbeiten in den 12 Gebäulichkeiten vorgenommen. Dazu gehören unter anderem die elektrischen Verkabelungen, die Einrichtung von Feuerschutztüren, Kindersicherungen, Sicherheitsbeleuchtung, Sicherheitssignale, Dampfzugklappen um alle Richtlinien der ITM zu entsprechen. Es handelt sich hierbei um einen dringenden Handlungsbedarf, da die Zulassungen für 11 Kindertagesstätten am 12. August 2016 ablaufen. Nach weiteren technischen Details vom Sicherheitsbeauftragten Andy Thomé verabschiedete der Gemeinderat diesen Kostenvoranschlag einstimmig.

Einig waren sich die Gemeinderäte auch hinsichtlich des Umbaus des 2. Stockwerkes der Beles-Post-Schule. 87.084 € werden investiert um ab dem kommenden Schuljahr 2016/2017 mehr Kinder außerschulisch betreuen zu können. Die 2. Etage soll eine „Schule-Maison Relais“ werden, die von beiden Strukturen gemeinsam genutzt wird und der formale und informale Unterricht ineinander greifen soll. Dieses Projekt ist bei weitem die billigste und am schnellsten umsetzbare Variante, um die Kinder nicht ständig zu anderen Strukturen hin und her zu transportieren. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) zufolge, werden aus diesem Projekt wichtige Erkenntnisse gezogen, die für den zukünftigen Schulkomplex Belval-Sud von großem Nutzen sein wird.

Ein zusätzlicher Kredit in Höhe von 200.000 € wird für die Erneuerung der Kanalisation „Fénkelbiert“ in Beles benötigt. Bereits im Jahr 2009 wurden für diese Arbeiten 433.000 € gestimmt, so dass das ganze Projekt insgesamt 633.000 € kosten wird, so Bürgermeister Georges Engel (LSAP). 120.000 € waren für dieses Budgetjahr geplant, die zusätzlichen 80.000 € müssen nachgestimmt werden, da zusätzliche unvorhersehbare Probleme aufgetaucht sind. Es hat sich im Verlauf der Arbeiten herausgestellt, dass etliche falsch verlegte Anschlüsse vorhanden waren. Der SIACH («syndicat Intercommunal a pour objet l'assainissement du bassin de la Chiers») hat daraufhin die Firma BRG engagiert um die Kanalisation genauer per Kamera zu kontrollieren. Die Auswertung hat dann aufgezeigt, dass es schlechte Verbindungen zwischen den Abwasser- und Regenwasserleitungen (Häuser 1-11 in der rue Salvador Allende) gibt.

Herr Kaiser vom technischen Dienst und Herr Kieffer vom zuständigen Ingenieurbüro Schroeder&Associés gaben dann zusätzliche Details. Nachdem festgestellt worden war, dass sich in den Regenwasserleitungen Schmutzwasser befindet, wurden die Arbeiten im Parc Marcel Reuland, in der rue Salvadore Allende und der rue Michel Rodange erstmal gestoppt. Aufgrund der falsch angelegten Kanäle, müssen nun ein Teil der Mischwasserleitungen in der rue Michel Rodange neu verlegt werden, was nicht geplant war. Deswegen muss die besagte Straße leider nochmals aufgerissen werden.



In der Beles-Post-Schule entsteht eine „Maison Relais“.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) bedauerte diese Situation und zeigte vollstes Verständnis für die Anwohner des „Fénkelberg“, die seit mehreren Jahren auf den Abschluss der Baustelle warten. Man sei auch als Schöffenrat zutiefst betroffen, dass die Arbeiten so lange andauern.

CSV-Gemeinderat Mike Lorang fragte in diesem Zusammenhang warum nicht bei allen Kanalisationsarbeiten direkt eine Kamera-Inspektion durchgeführt werde. Herr Kieffer erklärte, dass dies zu Beginn des Projektes 2007 gemacht worden ist, aber wahrscheinlich danach vergessen wurde, dies alle 3 Jahre zu wiederholen.

Nachdem Gemeinderat Jemp Schlessler (LSAP) darauf bestand, der Baufirma mehr Druck zu machen, damit die Arbeiten diesmal schneller vorangehen, beschwichtigte Herr Kieffer, dass diese Arbeiten sicherlich schneller abgeschlossen werden.

Gemeinderätin Patrizia Arendt (déli Léuk) forderte, dass die Baufirma, die früher die falschen Anschlüsse gelegt hatte, verantwortlich gemacht und für die Kosten aufkommen soll. Es sei unverständlich warum die damaligen Fehler einer anderen Betriebes aus der Gemeindekasse bezahlt werden soll. Gemeindeingenieur Gast Kaiser erklärte, dass sich dies schwierig gestalte, da früher die Anwohner die Firmen selber angeheuert haben und es sich jetzt nicht mehr rausfinden lasse, wer wann welchen Anschluss verlegt hatte.

Die Arbeiten werden im September beginnen und voraussichtlich bis zum Ende des Jahres abgeschlossen sein. Danach wird der endgültige Straßenbelag endlich verlegt werden. Die Kostenaufstellung wurde dann einhellig bewilligt.



Die Kanalisationsarbeiten im „Fénkelberg“ werden Ende Jahres abgeschlossen.

Einstimmigkeit herrschte ebenfalls bei allen weiteren Kostenvorschlägen. So erhält die kommunale Garage diverse neue Maschinen im Wert von 55.000 €, die die veralteten Geräte aus dem Jahre 1992 ersetzen werden. Der 20 Jahre alte Transporter der „Zolwer Kannerbuerg“ muss aus Sicherheitsgründen ausgetauscht werden. Die „Maison Relais“ bekommt also einen neuen Minibus für 30.000 € und der alte wird für kürzere Transporte von der Gemeinde weiter genutzt. Die neue Beleuchtung von 3 Fußgängerübergängen in der rue d’Esch im Eingang von Sanem, in rue d’Esch im Eingang von Ehleringen und an der Kreuzung rue du Château-rue de Niederkorn in Sanem kosten 21.000 €. Der Kauf eines Containers für die Lagerung von Material für die Straßenmarkierungen beläuft sich auf 20.000 €. Dieser wird hinter dem Hauptgebäude des technischen Dienstes errichtet. In diesem Zusammenhang erklärte Schöffe Marco Goelhausen (LSAP), dass die neue eigene Straßenmarkierungsmannschaft seit kurzem funktioniere. Sie sei noch in einer Lernphase bei der Straßenbauverwaltung, TechniRoute und beim Escher technischen Dienst um die Herausforderungen dieser Arbeit zu meistern. Die Anschaffung einer Absperrung in der „Maison Relais Zolwer Kannerbuerg“ und der Austausch von 3 Garagentüren des Kulturzentrums Beles-Metzerlach kosten jeweils 9.000 € und 18.000 €. Die Kosten für neue Möbel für eine „Précoce“-Klasse in Sanem und die Klassenräume in der „Roude Wee“-Schule belaufen sich auf 15.000 €. Zuletzt erhält der „Kulturschapp“ in Ehleringen eine neue Beschallungsanlage für 8.500 €.

KOMMUNALER RAUMORDNUNGSPLAN, IMMOBILIENTRANSAKTIONEN UND REAKTION AUF DIE DISKUSSIONEN BEZÜGLICH DER ÜBERSCHWEMMUNGEN IN SANEM

Zunächst ging es um die punktuelle Umänderung des allgemeinen Bebauungsplans (PAG – plan d’aménagement général) bezüglich der Aktivitätszone „Op den Ässen“ in Sanem. Die erste Abstimmung war bereits am 25. Januar 2016 im Gemeinderat erfolgt.

In diesem Zusammenhang beanstandete CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler, dass der Text in Bezug auf eine mögliche Tankstelle neu sei und man habe dazu einige Bedenken. Sie forderte zudem, dass diese Stelle restriktiver formuliert werden sollte. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) entgegnete, dass diese Textpassage bereits im Januar existiert habe und damals vom Gemeinderat einstimmig angenommen wurde. Man habe die Mög-

lichkeit einer Tankstelle offen gelassen, ohne dass dies bereits beschlossene Sache wäre. Details werden erst später im PAP (plan d'aménagement particulier) festgelegt. Auf ihre Anfrage, dass LKWs gezwungen werden müssen die große Straße hinter der Zone zu befahren anstatt vorbei am Reitstall, antwortete er, dass dies schwierig sei zu reglementieren, da z.B. die Firma Stemper nur von der rue d'Esch aus beliefert werden kann.

Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) äußerte sich ebenfalls gegen eine Tankstelle aufgrund der Nähe der Anwohner. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) hielt dagegen, dass es an vielen Orten Tankstellen bei Wohnhäusern gebe. Danach fragte die déi Lénk-Vertreterin wo sich der Zugang in die Aktivitätszone genau befinden werde. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass der bestehende Zufahrtsweg beim Reitstall weiterhin dort bleibe. Die neuen Niederlassungen werden durch die zukünftige Zufahrtsstraße im Rahmen der Untersuchungshaftanstalt erschlossen.

Sowohl dieser Punkt als auch die Konvention hinsichtlich des PAP „rue de Roanne“ in Beles (Bau von 4 Einfamilienhäusern) wurden einstimmig verabschiedet.

Danach zeigte sich der Gemeinderat ebenfalls einverstanden mit dem neuen Anhang im Baureglement bezüglich Werbeschilder in der Gemeinde. CSV-Rat Mike Lorang begrüßte diese Regelung, dennoch kritisierte er in diesem Rahmen, dass dieser Punkt nicht zuvor in der Baukommission behandelt worden war. Dem stimmte déi Lénk-Gemeinderätin Patrizia Arendt zu, viele Angelegenheiten werden nicht ausgiebig genug in den jeweiligen Kommissionen vorgelegt und diskutiert. Auf die Frage von Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler (CSV) wie diese neue Reglementierung kontrolliert und sanktioniert werden wird, antwortete der anwesende Mitarbeiter des Bauamtes, dass die rechtliche Handhabe nicht bei der Gemeinde liegt, sondern bei den Gerichten. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) fügte dem hinzu, dass das Bauamt der Gemeinde Kontrollen durchführe und bei Nichteinhaltung den Betroffenen dazu auffordern werde, die entsprechende Werbetafel zu entfernen oder den Richtlinien konform abzuändern.

Im Rahmen eines Kaufvertrages für ein Grundstück hinter dem Fußballfeld in Sanem, das die Gemeinde für den Bau der neuen Sporthalle und für die Renaturierung des Baches benötigt, sprach Bürgermeister Georges Engel (LSAP) die Ereignisse und Diskussion bezüglich der jüngsten Überschwemmungen in Sanem an.

Er bezeichnete die per Mail durchs Land zirkulierenden Schreiben als eine perfide Kampagne gegen den Bürgermeister persönlich als auch gegen den ganzen Schöffenrat. In diesen Mails werden nicht nur falsche Anschuldigungen und Unterstellungen, sondern auch regelrechte Lügen verbreitet. Aus diesen Gründen, erwäge man juristische Schritte wegen Rufmordes einzuleiten, so Bürgermeister Georges Engel (LSAP), der von den Unterstellungen sichtlich betroffen war.

Der erste Brief wurde an Staatssekretär Camille Gira und an die „Nol op de Kapp“-Sendung von RTL adressiert. Der zweite Brief übertraf den ersten nochmals in seiner Polemik und Niederträchtigkeit. Am Montag sei ein Interview mit dem Luxemburger Wort geplant in dem der Bürgermeister Stellung zu diesem schändlichen Angriff nehmen wird. Danach teilte er mit, dass am kommenden 21. September eine Informationsversammlung in Sanem stattfinden wird, in der nochmals über die geplanten Maßnahmen (Renaturierung des Baches und Regenauffangbecken) im Kader des Bauprojektes informiert wird.



Der Bürgermeister nahm Stellung zu den perfiden Angriffen gegen seine Person und gegen den Gemeinderat bezüglich der Überschwemmungen in Sanem.

LSAP-Rat Jos Piscitelli verurteilte ebenfalls den Angriff, der sich gegen den ganzen Gemeinderat richte. Man dürfe sich nicht alles gefallen lassen und es sei irgendwann Schluss mit lustig. Die Initiatoren dieser Briefe säen Böswilliges und man müsse dieser Polemik Einhalt bieten.

Auch Schöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) zeigte sich enttäuscht über die Art und Weise wie die Anstifter der Kampagne vorgehen. Es müsse doch möglich sein über Probleme neutral und sachlich zu diskutieren um dann pragmatische Lösungen zu finden. Sie sei erschrocken über den Angriff auf den Bürgermeister und da sich die Anfeindungen ebenfalls gegen den ganzen Gemeinderat richten, müsse man sich im September geschlossen

zeigen. Die bestehenden Häuser könne man nicht einfach so wieder abreißen und die vom Wasserwirtschaftsamt auferlegten Bestimmungen beim Bau der Sporthalle werden selbstverständlich eingehalten, so die Schöffin. Die Maßnahmen um solche Überschwemmungen in Zukunft zu verhindern sind jedoch nicht von heute auf morgen umsetzbar, daher müsse man konstruktiv zusammenarbeiten anstatt solche perfide Angriffe vorzunehmen.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erläuterte dann den momentanen Stand der Dinge beim Bau der Sporthalle. Nachdem die Renaturierung des Baches bereits begonnen hatte, wurden die Arbeiten vom Wasserwirtschaftsamt gestoppt. Die Gemeinde müsse zuerst Kompensationsmaßnahmen vornehmen. Unverständlich sei dies auch für den Schöffenrat gewesen, da es so nie der Gemeinde im Vorfeld zugetragen worden war, so der Bürgermeister.

Nach diesen Ausführungen wurden alle 10 Immobilientransaktionen ohne Gegenstimme angenommen.

ABSCHLUSSKONTEN UND SUBSIDIEN AN DIE LOKALEN VEREINE

Danach ging Bürgermeister Georges Engel (LSAP) auf die Verwaltungskonten des Schöffenrates und des Gemeindeeinkommens für die Geschäftsjahre 2013 und 2014 ein. Obwohl es sich hierbei um die gleichen Zahlen handelt, wurde die Abschlusskonten des Gemeindeeinkommens (compte de gestion) einstimmig gutgeheißen, dagegen wurden die des Schöffenrates (compte administratif) nur mit der rot-grünen Mehrheit gegenüber den 3 Nein-Stimmen von CSV und DP verabschiedet.

Anschließend bewilligte der Gemeinderat eine Spende in Höhe von 500 € zugunsten der Städteregion Aachen. Es handelt sich dabei um einen Solidaritätsbeitrag um die Klage gegen den Nuklearreaktor „Tihange 2“ in Belgien zu unterstützen.

Dann erhielt Gemeinderat und Präsident der Finanzkommission Jemp Schlessler (LSAP) das Wort um alle wichtigen Informationen bezüglich der Subsidien 2016 an die lokalen Vereinigungen mitzuteilen. Insgesamt erhalten 60 Vereine einen Gesamtbetrag von 160.202 €, was einen Durchschnitt von 2.670 € pro Verein ausmacht. Über 6.000 Mitglieder sind in den verschiedenen Klubs eingetragen, eine Steigerung von 198 jungen Leuten wurde verzeichnet, was eine gute Entwicklung im Vereinsleben der Gemeinde darstellt.

Die ewigen Diskussionen innerhalb der Kommission um die außerordentlichen Zuschüsse (Jubiläumsgaben, etc.) gehören ebenfalls der Vergangenheit an. Es wurde beschlossen, dass diese nun von den „normalen“ Subventionen separat behandelt werden und ein eigenes Formular hierfür erstellt werden wird. Dann muss der Finanzdienst die festgesetzten Punkte nur zusammenzählen. Dies führt zu einer neutralen und schnelleren Verteilung der Subsidien. Zum Schluss bedankte er sich bei der Finanzkommission, bei der Sport- und Kulturkommission für ihre Stellungnahmen und beim Finanzdienst, der dieses Jahr zum ersten Mal die Subsidien in Eigenregie aufgestellt hatte, für ihre gute und akribische Arbeit.

Nachdem sich LSAP-Gemeinderat Jos Piscitelli an die Dankesworte angeschlossen hatte, fragte er ob diese Umänderung bei den außerordentlichen Subsidien bereits in diesem Jahr umgesetzt wird und ob die immer mehr schwindenden Geflügelzucht- und Gartenbauvereine mehr unterstützt werden. Finanzkommissionspräsident Jemp Schlessler (LSAP) antwortete, dass jeder Verein jederzeit einen solchen Antrag stellen kann. Der Grundbetrag für Jubiläumsfeiern bleibt bestehen, der Rest wird ausführlich reglementiert werden. Laut Zuschussregelung seien die angesprochenen Vereine in der Kategorie 7 vorgesehen und dementsprechend werden die finanziellen Unterstützungen weiterhin behandelt werden.

Nachdem sich auch déi Gréng-Gemeinderat Alain Cornély für die Finanzspritzen der Gemeinde zugunsten der Lokalvereine bedankt hatte, erklärte Schöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng), dass die Geflügelzucht- und Gartenbauvereine seit geraumer Zeit über Anlagen verfügen. Dies trage dazu bei, dass sie auch mehr Aktivitäten (z.B. mit Kindern) anbieten können. Dies führe dazu, dass die Zuschussregelungen bearbeitet werden müssten. Die Zeiten ändern sich und deshalb sei es wichtig, auch diesen Vereinen Unterstützung zu bieten, denn es sei schade, wenn diese Vereine ganz verschwinden würden.

Die Subsidien an die lokalen Vereine als auch der finanzielle Zuschuss an die „Association Nationale des Victimes de la Route asbl“ wurden ohne Einwände bewilligt. Ebenso wie die Subvention von 2.000 € an die „LASEP Sanem/Belvaux“, die im vergangenen Jahr ihren 50. Geburtstag gefeiert hatte. Gleiches Votum galt bei den budgetären Modifikationen bezüglich den ordentlichen Subsidien zugunsten der Sportvereine und betreffend die Nationalfeiertag-Festlichkeiten, die in diesem Jahr 20.000 € Mehrkosten verursacht hatten. Dies unter anderem weil das traditionelle Feuerwerk durch eine Laser-show ersetzt worden war.

POSTENSCHAFFUNGEN, KONVENTIONEN UND FRAGEN AN DEN SCHÖFFENRAT

Personalschöffe Marco Goelhausen (LSAP) gab dann alle Erläuterungen zu den 4 Postenschaffungen im „Service technique“. 3 Reinigungskraftposten und eine neue Halbtagsstelle aufgrund einer beruflichen Wiedereingliederungsmaßnahme wurden einstimmig verabschiedet. Ebenfalls ohne Gegenstimme wurden die von Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) vorgestellten 2 neue Erzieherposten für die „Maison Relais“ gutgeheißen.

Mit den von Gemeinderat und Präsident des Sozialamtes Jos Piscitelli (LSAP) präsentierten Entscheidungen des Sozialamt-Vorstandes waren die Gemeinderat auch einverstanden. Zum einen ging es hierbei um eine Konvention mit „CULTUR'ALL“. Mit einem solchen Kulturpass können sozial schwächere Personen von vergünstigten Eintrittspreisen bei kulturellen Veranstaltungen (Museum, Konzert, Theater, Kino, etc.) profitieren. Zum anderen handelte es sich um die Konvention zwischen der Gemeinde und dem Sozialamt, der die Zusammenarbeit für das Projekt „Social opportunities 2“ regelt. Dieses Projekt beinhaltet unter anderem ein Mediationszentrum, das gemeinsame Wirken mit den Asylbewerbern in Sanem und die Koordination in der „Epicerie solidaire“.

Wie jedes Jahr stellte Schöffin Simone Asselborn-Bintz die Konventionen mit dem „Club Senior Prénzeberg“ und mit dem Ministerium bezüglich der „Maison Relais“ der Gemeinde vor. Bei beiden gab es ebenso keine Beanstandungen.

Nachdem die Umänderung in der Mitgliedszusammensetzung in der Chancengleichheitskommission und die temporären Verkehrsverordnungen ebenfalls ohne weitere Diskussion angenommen wurden, beantwortete Bürgermeister Georges Engel (LSAP) die von der CSV-Fraktion schriftlich eingereichten Fragen.

Die erste Anfrage bezog sich auf die Kosten der Feierlichkeiten am Nationalfeiertag an dem das 1. Mal eine Lasershow anstatt eines Feuerwerks stattfand. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) gab Aufschluss darüber, dass die Lasershow insgesamt 21.405 € gekostet hat, im Gegensatz zu 7.827 € des vergangenen Feuerwerks. Die Vorteile keine Feuerwerkskörper mehr abzuschließen sind unter anderem weniger Schadensfälle an Autos und Häusern, Rücksicht auf Tiere, usw. Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) befürwortete die Lasershow, auch wenn diese teurer ist, sei es eine gute Initiative und es lohne sich darin zu investieren. CSV-Gemeinderätin

Nathalie Morgenthaler hingegen kann sich für keins von beiden Spektakeln begeistern und schlug vor, für diese Kosten den Bürgern etwas anderes anzubieten.

Die zweite Frage behandelte das neue Abfallreglement der Gemeinde und die diesbezüglichen Statistiken. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass die genauen Zahlen des seit dem 1. Juli 2015 in Kraft getretenen Müllreglements erst im nächsten Jahr zur Verfügung stehen werden, da die Statistiken vom 1. Januar bis zum 31. Dezember bezogen werden. Diese Zahlen der diversen Recyclingzentren werden vom SIVEC aufgestellt und pro Kg/Einwohner berechnet, und sind auf der Homepage der Umweltverwaltung einsehbar. Der SIVEC erstellt keine separaten Statistiken pro Mitgliedsgemeinde und man hat nur die Anzahl wie viele Kunden pro Gemeinde das Recyclingangebot nutzen. Über den Zeitraum von 3 Jahren liegt der Besucherquote der Gemeinde Sanem bei 17%. Die Tendenz beim Sperrmüll ist erstaunlich rückläufig, waren es 2012 noch 202,54 Tonnen sind es für 2016 (bis Juli) nur noch 29,91 Tonnen. Daneben ging Umweltschöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) noch darauf ein, dass im Recyclingcenter des SIVEC eine Arbeitsgruppe, bestehend aus den Technikern aller affilierten Gemeinden, sich darum kümmern würde den Hof attraktiver zu gestalten via eine Karte. Sie betonte auch, dass eine Sensibilisierungskampagne gestartet werden müsse um den Bürgern genau zu erklären welcher Müll in welche Tonne gehören würde.

Bei der letzten Frage ging es um den Bau des neuen Recyclingzentrums der Gemeinde Differdingen auf Sanemer Territorium. Die CSV-Fraktion zeigte sich erstaunt, dass trotz der fortgeschrittenen Bauarbeiten weder die Baukommission unterrichtet, noch der Bürgermeister eine Baugenehmigung erteilt hat. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) teilte mit, dass Bauherr des Recyclingzentrums nicht die Nachbargemeinde, sondern Ecotec sei. Die Gemeinde Sanem war nicht informiert worden, dass sich ein Teil des Zentrums auf ihrem Grundstück befindet. Nachdem man von den nicht genehmigten Arbeiten erfahren hatte, wurde ein Baustopp über die Baustelle vom Bürgermeister am 8. Juli verhängen, welches wiederum am 12. Juli aufgehoben wurde. Die Gemeinde Differdingen hat sofort um eine Zusammenkunft mit dem Schöffenrat gebeten um alle Missstände zu klären und über die Zukunft des Recyclingzentrums zu sprechen, bzw. darüber ob Sanemer Einwohner diesen Standort mit nutzen werden können. Diese Unterredung wird aber erst im Herbst stattfinden.

Danach wollte déi Lénk-Gemeinderätin Patrizia Arendt erfahren was mit dem Betrag von 1,2 Millionen € geschieht, das die Gemeinde vom SIDOR zurückerstattet

bekommt, da man weniger Müll produziert hatte. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) antwortete, dass man dies näher analysieren werde, sobald man das Geld erhalten habe. Umweltschöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) könnte sich vorstellen davon Sensibilisierungskampagnen in Schulen, Schulungen fürs Personal, usw. zu organisieren.

Neben der Kritik an der Organisation der Gemeinde bei der rezenten ASTI-Versammlung bei der kein Übersetzer anwesend war obwohl die Gemeinde über einen Übersetzungskoffer verfügt, hatte Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) eine weitere Anfrage im Rahmen der Umgehungsstraße von Bascharage. Da die Regierung am 22. Juli eine Entscheidung bezüglich des „Contournement“ verkünden wird, forderte sie vom Schöffenrat, dass die Gemeinde zeitnah dazu eine Stellungnahme nehmen müsse. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) sicherte zu, dass der Gemeinderat in der darauffolgenden Woche zusammenkommen werde um über die Entscheidung der Regierung zu debattieren.

Abschließend wurden in der geschlossenen Sitzung 7 Personalentscheidungen getroffen. Unter anderem erhielten Dos Santos Varela Kevin, Le Marchand Sébastien, Orazi Kelly und Tamai Christophe eine befristete Anstellung in der Gemeindeverwaltung und Schamburger Laura wurde als neue Ergotherapeutin im gemeindeeigenen Altenheim REWA eingestellt.




Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem
de la séance publique
du jeudi, 15 septembre 2016

date de l'annonce publique: 09 septembre 2016
date de la convocation des conseillers: 09 septembre 2016
début: 13h30
fin: 15h50

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Arendt Patricia, Mme Asselborn-Bintz Simone, Mme Cecchetti Myriam, M. Cornély
Alain, Mme Faber-Huberty Chantal, M. Goelhausen Marco, M. Lorang Mike, Mme
Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Schlessler Jean-
Pierre, Mme Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine,
Mme Greven Manon, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s):

M. Bronzetti Denis

Premier votant:

Mme Speck-Braun Patricia

Monsieur Mike Lorang n'a pas pris part au vote des points 2 à 19.
Madame Myriam Cecchetti n'a pas pris part au vote du point 7.
Madame Simone Asselborn-Bintz n'a pas pris part au vote du point 41a.
Madame Carine Reuter-Bauler n'a pas pris part au vote du point 41a.



Ordre du jour

1. Correspondance et Informations
2. Approbation du rapport du 17 juin 2016

Vote unanime

PROJETS

3. Aménagement du jardin du château de Sanem rénovation du mur historique sur le côté droit du 1er plateau du jardin et des portails. Devis estimatif détaillé: 90.000,- € (article budgétaire: 4/625/221311/08003)

Vote unanime

4. Reconstruction du pont historique dans le parc du château de Sanem. Devis estimatif détaillé: 40.000,- € (article budgétaire: 4/621/221313/13034)

Vote unanime

5. Remplacement urgent du chauffage dans l'école Ehlerange. Devis estimatif détaillé: 25.000,- € et crédit (article budgétaire 4/910/221311/16056)

Vote unanime

6. Aménagement de la place située au coin de la rue du Knapp, rue Prince Jean à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 70.000,- € (article budgétaire: 4/621/221200/15001)

Vote unanime

7. Acquisition de matériel pour festivités. Devis estimatif détaillé: 70.000,- € (article budgétaire: 4/860/223800/14037)

Vote unanime

8. Réaménagement du chemin rural au lieu-dit «Um Woeller» entre la rue de Limpach et la rue de Sanem à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 46.000,- € (article budgétaire: 4/410/221313/99001)

Vote unanime

9. Réaménagement de la rue de la Croix et de la Rue Basse à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 35.000,- € (article budgétaire 4/624/221313/13056)

Vote unanime

10. Remplacement des portes d'entrée de la maison Beck à Soleuvre. Devis estimatif détaillé: 16.000,- € (article budgétaire 4/831/221311/13102)

Vote unanime

11. Acquisition de matériel informatique (hardware). Devis estimatif détaillé: 2.468,21,- € (article budgétaire: 4/734/223500/14030)

Vote unanime

AMENAGEMENT COMMUNAL

12. Approbation de la convention et du projet d'exécution pour la réalisation du plan d'aménagement particulier concernant la construction de 4 maisons unifamiliales portant sur des fonds sis à Sanem au lieu-dit « rue de Niederkorn»

Vote unanime

FINANCES

13. Présentation du Plan Pluriannuel Financier

Prise de connaissance

14. Fixation de l'impôt foncier pour l'année 2017

Le Conseil Communal,

Vu qu'il est indiqué de fixer les taux des impôts communaux pour l'année 2016;

Vu la fixation de l'impôt foncier suivant le tableau ci-dessous;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

A	Propriétés agricoles	400%
B1	Constructions industrielles ou commerciales	600%
B2	Constructions à usage mixte	400%
B3	Constructions à autre usage	200%
B4	Maisons unifamiliales, maisons de rapport	200%
B5	Immeubles non bâtis autres que les terrains à bâtir à des fins d'habitation	400%
B6	Terrains à bâtir à des fins d'habitation	400%

décide de fixer les taux des impôts communaux pour l'année 2016 suivant le tableau ci-dessus, et prie l'Autorité Supérieure à donner son accord

Vote(s) positif(s): 12	Vote(s) négatif(s):/	Abstention(s): 1
Asselborn-Bintz Simone, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Goelhausen Marco, Morgenthaler Nathalie, Piscitelli José, Reuter-Bauler Carine, Schlessler Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine	/	Arendt Patricia

15. Fixation de l'impôt commercial pour l'année 2017

Le Conseil Communal,

Vu qu'il est indiqué de fixer les taux des impôts communaux pour l'année 2016;

Vu la fixation de l'impôt commercial communal suivant le tableau ci-dessous;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Impôt commercial communal 325 %

décide de fixer le taux de l'impôt commercial communal pour l'année 2016 à 325 % et prie l'Autorité Supérieure à donner son accord

Vote(s) positif(s): 12	Vote(s) négatif(s):/	Abstention(s): 1
Asselborn-Bintz Simone, Cecchetti Myriam, Cornély Alain, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Goelhausen Marco, Morgenthaler Nathalie, Piscitelli José, Reuter-Bauler Carine, Schlessler Jean-Pierre, Speck-Braun Patricia, Tornambé-Duchamp Nadine	/	Arendt Patricia

16. Approbation de diverses modifications budgétaires du budget extraordinaire 2016

Article budgétaire	Libellé	Crédit initial 2016	Modification proposée	Crédit après modification
4/242/223410/16055	Transformation du 2 ^e étage de l'école Belvaux	0	87.084,54.- €	87.084,54.- €
4/242/221311/16014	Mise en conformité des maisons relais - 2 ^e phase.	100.000.- €	465.000,00.- €	565.000,00.- €

Vote unanime

17. Approbation de diverses modifications budgétaires du budget ordinaire 2016

Article budgétaire	Libellé	Crédit initial 2016	Modification proposée	Crédit après modification
3/120/608122/99002	Coordination administrative - Acquisition de mobilier	15'500.00 €	2'146.75 €	17'646.75 €
3/510/606352/99001	Gestion de déchets - Fournitures diverses	65'000.00 €	20'000.00 €	85'000.00 €

Vote unanime

18. Approbation de divers subsides

Numm	Objet	Montant deen déi Joëre virdrun accordéiert ginn ass	Montant accordéiert
Fondation Lëtzebuenger Guiden a Scouten	Demande fir en Don	/	/
Apemh	Demande fir e Subside	100 € CC 19.06.15	100 €
Nouvelle PNP - fir d'Kanner a Latäinamerika	Demande fir en Don	/	/
Luxroots.com	Demande fir en Don	/	/
MemoShoah	Demande fir e Subside	/	/

Vote unanime

19. Approbation de la convention avec le Ministère du Logement concernant l'aménagement de logements subventionnés destinés à la location sis à Belvaux « 12, route d'Esch »

Vote unanime

OFFICE SOCIAL

20. Avis du conseil communal concernant des décisions du conseil d'administration de l'office social de Sanem :
- a. Approbation du rapport de vérification du bilan et comptes de profits et pertes 2014 de l'Office social et arrêt provisoire du compte de l'exercice 2014
 - b. Approbation des conventions de bénévolat dans le cadre du projet interculturel
 - c. Nomination d'un employé communal (m/f) carrière C à mi-temps sous contrat à durée déterminée (du 15.6.2016 au 31.12.2017) et sous le statut de l'employé(e) communal(e) dans le cadre du projet « Social Opportunities »
 - d. Demande de congé sans solde pour Madame Simone FUNCK
 - e. Création d'un poste d'employé Communal (m/f) carrière D à mi-temps sous Contrat à durée déterminée (du 15.08.2016 au 31.12.2016) et sous le statut de l'employé(e) communal(e) dans le cadre du projet « Social Opportunities »
 - f. Nomination d'un assistant social / assistant d'hygiène sociale (m/f) à plein temps sous Contrat à dure indéterminée (à partir du 15.6.2016) et sous le statut de l'employé(e) communal(e) pour les besoins de l'Office social et le projet « Social Opportunities »

Avis favorable

DIVERS

21. Statuts:
- a. « In Progress a.s.b.l »
 - b. « Foyer de la Femmes, Section Gemeng Suessem »
 - c. « Frënn vum Lycée Bel-Val a.s.b.l »

Prise de connaissance

22. Approbation d'une convention réglant les relations relatives à la mise à disposition de la «Maison-sociétaire Beck»

Vote unanime

23. Modification de la composition des commissions consultatives

Nomination(s):

Nbr	Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité/ Parti/Association
1	Des sports	facultative	E	Tessaro Nelly	L-4985 Sanem	Membre externe	LASEP
2	Des sports	facultative	S	Tironi-Sarafidou Olga	L-4477 Belvaux	Membre externe	LASEP

Vote unanime

24. Modification du règlement de circulation de la commune de Sanem

Vu la dénomination de nouvelles rues dans la Cité «Seelbunn» à Belvaux :

1. Les dispositions concernant la **Seelbunnstrooss** (CV) à **Belvaux** sont créées comme suit:

ARTICLE:	LIBELLE:	SITUATION:
2/4	Passage pour piétons	À l'intersection avec la rue de France
3/1	Cédez le passage	À l'intersection avec la rue de France
4/1	Stationnement et parcage <48h	Sur toute sa longueur
4/5/1	Place de parcage, véhicule automoteur <3,5t	Vis-à-vis du n°1 Entre les n°4 - n°6 Entre les n°11 - n°13 Entre les n°17 - n°19 Entre les n°33 - n°35
5/1	Zone 30km/h	Sur toute sa longueur
5/2	Zone stationnement interdit aux véhicules au transport de choses, excepte certains jours et heures	Sur toute sa longueur

Vote unanime

2. Les dispositions concernant la **rue de la Fontaine** (CV) à **Belvaux** sont modifiées comme suit:

La disposition suivante est supprimée:

ARTICLE:	LIBELLE:	SITUATION:
3/1	Cédez le passage	À l'intersection avec la rue de France

La disposition suivante est ajoutée:

ARTICLE:	LIBELLE:	SITUATION:
5/1	Zone 30km/h	Sur toute sa longueur

Vote unanime

3. Les dispositions concernant la **rue Roger Krier** (CV) à **Belvaux** sont créées comme suit:

ARTICLE:	LIBELLE:	SITUATION:
4/1	Stationnement et parcage <48h	Sur toute sa longueur
4/5/1	Place de parcage, véhicule automoteur <3,5t	Vis-à-vis des n°3 - n°7
5/1	Zone 30km/h	Sur toute sa longueur
5/2	Zone stationnement interdit aux véhicules au transport de choses, excepte certains jours et heures	Sur toute sa longueur

Vote unanime

4. Les dispositions concernant la **rue Fred Sunnen (CV) à Belvaux** sont créées comme suit:

ARTICLE:	LIBELLE:	SITUATION:
4/1	Stationnement et parcage <48h	Sur toute sa longueur
5/1	Zone 30km/h	Sur toute sa longueur
5/2	Zone stationnement interdit aux véhicules au transport de choses, excepte certains jours et heures	Sur toute sa longueur

Vote unanime

5. Les dispositions concernant la **rue Mathias Greisch (CV) à Belvaux** sont créées comme suit:

ARTICLE:	LIBELLE:	SITUATION:
4/1	Stationnement et parcage <48h	Sur toute sa longueur
4/5/1	Place de parcage, véhicule auto-moteur <3,5t	Vis-à-vis des n°1 - n°5
5/1	Zone 30km/h	Sur toute sa longueur
5/2	Zone stationnement interdit aux véhicules au transport de choses, excepte certains jours et heures	Sur toute sa longueur

Vote unanime

6. Les dispositions concernant le **boulevard des Lumières (CV) à Belvaux** sont modifiées comme suit:
La disposition suivante est ajoutée:

ARTICLE:	LIBELLE:	SITUATION:
2/7	Chemin obligatoire pour cyclistes et piétons	Tout le tronçon de rue, non ouvert à la circulation

Vote unanime

7. Les dispositions concernant la **rue John Lennon (CV) à Belvaux** sont modifiées comme suit:
La disposition suivante est ajoutée:

ARTICLE:	LIBELLE:	SITUATION:
2/4	Passage pour piétons	À l'intersection avec le boulevard du Jazz
3/1	Cédez le passage	A l'intersection avec le boulevard du Jazz

Vote unanime

8. Les dispositions concernant la rue **d'Oradour-sur-Glâne (cV) à Belvaux** sont modifiées comme suit:

La disposition suivante est ajoutée:

ARTICLE:	LIBELLE:	SITUATION:
4/2/3	Stationnement interdit, excepté handicapés	1 Place, à l'entrée de la rue

Vote unanime

9. Vu la dénomination du lotissement **Ennert dem Dreisch à Soleuvre**:
Les dispositions concernant le lotissement **Ennert dem Dreisch (CV) à Soleuvre** sont créées comme suit:

ARTICLE:	LIBELLE:	SITUATION:
4/1	Stationnement et parcage <48h	Sur toute sa longueur
5/1	Zone 30km/h	Sur toute sa longueur
5/2	Zone stationnement interdit aux véhicules au transport de choses, excepte certains jours et heures	Sur toute sa longueur

Vote unanime

10. Les dispositions concernant la **rue de Limpach (CR178) à Soleuvre** sont modifiées comme suit:

La disposition suivante est ajoutée:

ARTICLE:	LIBELLE:	SITUATION:
4/2/3	Stationnement interdit, excepté handicapés	1 place devant la maison n°33

Vote unanime

11. Les dispositions concernant la **rue Basse (CV) à Soleuvre** sont modifiées comme suit:

La disposition suivante est supprimée:

ARTICLE:	LIBELLE:	SITUATION:
4/8	Stationnement autorisé sur un trottoir	- De la maison n°55 – n°61 - De la maison n°49 – n°51

Vote unanime

12. Les dispositions concernant la **rue de Niederkorn (CR175) à Sanem** sont modifiées comme suit:

La disposition suivante est supprimée:

ARTICLE:	LIBELLE:	SITUATION:
2/4	Passage pour piétons	- À la hauteur du n°54

Vote unanime

13. Les dispositions concernant la **rue d'Esch (CR110) à Sanem** sont modifiées comme suit:

La disposition suivante est modifiée:

ARTICLE:	LIBELLE:	SITUATION:
4/4	Arrêt d'autobus	- A l'entrée de la localité

Vote unanime

14. Les dispositions concernant la **rue du Brill (CV) à Belvaux** sont modifiées comme suit:

La disposition suivante est modifiée:

ARTICLE:	LIBELLE:	SITUATION:
4/2/1	Stationnement interdit	- Côté pair: de la maison n°20 jusqu'à la fin de la rue

Vote unanime

15. Les dispositions concernant la **rue Gustave Eiffel (CV) à Belvaux** sont créées comme suit:

La disposition suivante est ajoutée:

ARTICLE:	LIBELLE:	SITUATION:
2/4	Passage pour piétons	À l'intersection avec le boulevard du Jazz
3/1	Cédez le passage	A l'intersection avec le boulevard du Jazz
5/1	Zone 30km/h	Sur toute la longueur

Vote unanime

25. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins

- a. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant la suite des travaux sur le réseau de la Poste dans la rue de la Fontaine à Soleuvre effectués par l'entreprise Bonaria Frères d'Esch/Alzette, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 29 juillet 2016;
- b. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant la suite des travaux de renouvellement des réseaux dans la rue d'Esch à Sanem par l'entreprise Lisé et Fils pour le compte des P&T, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 26 août 2016;
- c. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant la suite des travaux sur le réseau de la Poste dans la rue Prince Jean à Soleuvre effectués par l'entreprise Bonaria Frères d'Esch/Alzette, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 26 août 2016;
- d. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux de pose des réseaux CREOS, P&T et Eltrona dans les rues de Lidice et J Frisoni à Soleuvre effectués par l'entreprise Bonaria & fils, pris d'urgence par le collège

- des bourgmestre et échevins dans sa séance du 26 août 2016;
- e. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux de construction d'une maison unifamiliale au 16 rue Basse à Soleuvre, travaux effectués par l'entreprise Batifeu de Windhof, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 05 septembre 2016;
 - f. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux de rénovation d'une maison unifamiliale au 6 rue Sigefroi à Belvaux, travaux effectués par l'entreprise Neo Project de Dudelange, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 05 septembre 2016;
 - g. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant la suite des travaux sur le réseau de la Poste dans la rue Lohr à Sanem effectués par l'entreprise Rix de Sanem, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 05 septembre 2016;
 - h. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant la mise en place d'une grue mobile devant la maison n°240 rue de Differdange à Soleuvre pour les besoins de travaux de montage des fenêtres, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 05 septembre 2016;
 - i. Confirmation d'un règlement temporaire de circulation concernant les travaux d'infrastructures (trottoir et canalisation) effectués par l'entreprise Jules Farenzena de Dudelange, pris d'urgence par le collège des bourgmestre et échevins dans sa séance du 05 septembre 2016;

Vote unanime

26. Questions et divers

PERSONNEL - ADMINISTRATION

27. Création d'un poste d'architecte m/f à plein temps et sous le statut du fonctionnaire communal

Vote unanime

28. Création d'un poste d'expéditionnaire administratif m/f à plein temps et sous le statut du fonctionnaire communal

Vote unanime

PERSONNEL – CIPA « RESIDENCE OP DER WAASSERTRAP »

29. Conversion de deux postes d'infirmier à 0.25 ETP, et d'un poste d'aide-socio-familial à 0.50 ETP en un poste d'aide-soignante à plein-temps

Vote unanime

SEANCE A HUIS CLOS

PERSONNEL - ADMINISTRATION

30. Démission de la dame COZZI Tamara, employée communale, avec effet au 1^{er} septembre 2016

Démission accordée

31. Nomination définitive de Monsieur HENGEN David au poste d'ingénieur auprès de l'administration communale à partir du 1^{er} janvier 2016

Est nommé(e): HENGEN David

32. Nomination définitive de Monsieur POIRÉ Darryl au poste de rédacteur auprès de l'administration communale à partir du 1^{er} septembre 2016

Est nommé(e): POIRE Darryl

33. Nomination d'un rédacteur m/f à plein temps et sous le statut du fonctionnaire communal pour les besoins du bureau des bâtisses

Est nommé(e): LE MARCHAND Jérémy

34. Nomination de deux expéditeurs administratifs m/f à plein temps et sous le statut du fonctionnaire communal

Est nommé(e): WOHLFARTH Kim

Est nommé(e): BENJOUDA Karim

PERSONNEL – MAISON RELAIS POUR ENFANTS

35. Réduction de la tâche hebdomadaire de 20 heures à 16 heures de la dame MARNACH-SYOEN Anna aide-éducatrice à la Maison Relais SANEM, à partir du 1^{er} septembre 2016

Réduction de tâche accordée

36. Augmentation de la tâche de la dame Martins Ferreira Sarah, éducatrice diplômée, à la Maison Relais Sanem sous le statut de salarié bénéficiant du CCT-SAS, de 20 à 40 heures par semaine, à partir du 1^{er} septembre 2016

Augmentation de tâche accordée

37. Démission de la dame Schockmel Eliane, aide-éducatrice, avec une tâche de 16 heures /semaine à la Maison Relais Sanem, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5 (en formation) avec effet au 31 août 2016

Démission accordée

38. Nomination d'un éducateur diplômé (m/f), pour les besoins de la MAISON RELAIS, à plein temps et à durée déterminée pour assurer le remplacement d'une dispense de grossesse, du congé de maternité afférent et éventuellement d'un congé parental, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'Éducateur PE5

Est nommé(e): PANNACHIO Julie

39. Nomination d'un éducateur diplômé (m/f), pour les besoins de la MAISON RELAIS, à plein temps et à durée déterminée pour la période du 1^{er} septembre 2016 au 31 août 2017, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'Éducateur PE5

Est nommé(e): DA ROCHA MARTINS Melanie

40. Nomination d'un éducateur diplômé (m/f), pour les besoins de la MAISON RELAIS, à plein temps et à durée déterminée pour la période du 1^{er} septembre 2016 au 31 août 2017, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'Éducateur PE5

Est nommé(e): KARELS Charel

41. Nomination d'un éducateur diplômé (m/f), pour les besoins de la MAISON RELAIS, à plein temps et à durée indéterminée, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'Éducateur PE5

Est nommé(e): MICHAUX Stéphanie

41. a) Nomination d'un employé communal m/f à plein temps et à durée indéterminée de la carrière de l'assistant social / assistant d'hygiène sociale ou de l'éducateur gradué pour les besoins de la Maison Relais, service R.A.S.E.

Est nommé(e): REITZ Valérie

PERSONNEL – ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL

42. Démission de la dame SCHWIRTZ épouse Ewen Carole, éducatrice dans l'enseignement fondamental, avec effet au 1^{er} septembre 2016

Démission accordée

43. Démission de la dame POIGNARD épouse Lamborelle Nadine, éducatrice dans l'enseignement fondamental, avec effet au 1^{er} août 2016

Démission accordée

PERSONNEL – CIPA « RESIDENCE OP DER WAASSERTRAP »

44. Démission du sieur Müller Patrick infirmier diplômé au CIPA REWA, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'infirmier PS4 avec effet au 14 septembre 2016

Démission accordée

45. Nomination d'un infirmier diplômé (m/f), pour les besoins du C.I.P.A-REWA, à 75 % et à durée indéterminée sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'infirmier PS4

Est nommé(e) : GOMES DOS SANTOS Liliane

46. Nomination d'une aide-soignante, à durée indéterminée avec une tâche de 40 heures/semaine, au C.I.P.A. « Résidence op der Waassertrap » sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'aide-soignant PS5

Est nommé(e): SCHURIG Mareike

47. Nomination d'une aide-soignante, à durée déterminée avec une tâche de 40 heures/semaine, au C.I.P.A. « Résidence op der Waassertrap » sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'aide-soignant PS5

Est nommé(e): HOUDREMONT Claudia



Gemeinderatssitzung Sanem vom 15.09.2016

Verschönerung des Schlossparks in Sanem

In der ersten Sitzung nach der Sommerpause hatten die Gemeinderäte insgesamt 47 Punkte auf der Tagesordnung. Alle wurden einstimmig verabschiedet, nur bei der Abstimmung über die Grund- und Gewerbesteuer enthielt sich déi Lénk. Im Mittelpunkt standen heute unter anderem die Hundekot-Problematik im öffentlichen Raum, Arbeiten in Schlossgarten in Sanem und der mehrjährige Finanzplan der Gemeinde.

mit dem Brief mitgeschickt. Zudem wird in der nächsten Ausgabe des „Gemeng Suessem Aktiv“ ein Artikel hierzu erscheinen, so dass alle Bürger der Gemeinde über die neuen Maßnahmen und diesbezüglichen Sanktionen informiert werden. In einer zweiten Phase können die Hundebesitzer, die gegen das Gemeindereglement verstoßen, von der Polizei bzw. den Ordnungsbeamten der Gemeinde einen Strafzettel ausgestellt bekommen. Die Gemeinde hat sich bewusst gegen Hundetoiletten entschieden – denn Hunde richten nicht immer auf Kommando ihr Geschäft aus. Außerdem verzichtet man auf Kotbeutelspender, wegen Vandalismus-Vorfällen und aus praktischen Gründen - 500 öffentliche Abfalleimer müssten ansonsten ausgetauscht werden. Während den Umweltwochen findet im diesem indirekten Zusammenhang am 14. Oktober eine Konferenz über Hundeernährung im ARTIKUSS statt.

BELES

Zu Beginn der Sitzung informierte Bürgermeister Georges Engel (LSAP), dass am kommenden 17. September ein Tag der offenen Tür im neuen Asylbewerberheim in Sanem stattfinden wird.

Danach erhielt Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) das Wort um die Hundehaufen-Problematik zu erläutern. Aufgrund regelmäßiger Beschwerden über Hundekot an ungünstigen Orten, will die Gemeinde nun in dieser Angelegenheit einschreiten. Die Besitzer der 1.560 registrierten Hunde in Sanem werden nun in einer ersten Phase der Sensibilisierungskampagne dazu aufgefordert, die Hinterlassenschaften ihrer Vierbeiner auf öffentlichen Straßen und Plätzen zu entfernen. Dazu sind die handelsüblichen Plastiktüten geeignet, die Gemeinde empfiehlt jedoch die umweltfreundlichere Variante aus Papier. Ein Muster davon wird den Hundehaltern



Die Gemeinde empfiehlt die umweltfreundlichen Tüten zur Hundekotbeseitigung.

AUFWERTUNG DES SANEMER SCHLOSSGARTEN UND WEITERE PROJEKTE

Die Kostenvoranschläge in Höhe von 90.000 € bzw. 40.000 € für die Verschönerung der Außenanlagen des Sanemer Schlosses wurden einstimmig vom Gemeinderat bewilligt. Nachdem hier bereits eine erste Mauer und die historischen Gärten instandgesetzt worden waren, werden nun die restlichen Mauern renoviert. Diese Arbeiten werden über einen Zeitraum von 1-2 Jahren andauern.

Zudem wird die große Eingangspforte ebenfalls restauriert und das Wappen dort wieder angebracht. Die Rekonstruktion der historischen Brücke im Park ist auch beschlossene Sache. Diese wird bis auf das Gewölbe abgebaut und dann wieder neu hergestellt. Alle Arbeiten werden in Zusammenarbeit mit der nationalen Denkmalschutzbehörde vorgenommen und werden zu 50% vom Staat subventioniert, so Bürgermeister Georges Engel (LSAP) auf Nachfrage von DP-Gemeinderätin Patricia Speck-Braun.



Insgesamt 130.000 € werden investiert um die Außenanlagen des Sanemer Schlosses zu sanieren.

Einstimmigkeit herrschte ebenfalls bei allen weiteren Kostenvoranschlägen.

So wird der dringende Austausch der Heizungsanlage in der Ehleringer Schule 25.000 € kosten. Nachdem im März die aus dem Jahr 1995 stammende Heizung ausfiel, wurde diese mit einer provisorischen ersetzt. Da die alte nicht mehr reparierbar ist, muss eine neue Anlage installiert werden. In diesem Zusammenhang fragte CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler nach Informationen bezüglich des Abbaus der Brennstoffzellenheizung in der betroffenen Schule. Gemeindeingenieur Fernand Heischbourg erklärte, dass dies aufgrund des Vertragsauslaufes geschah. Es handelte sich bei dieser Anlage um ein 4 Jahre lang laufendes Forschungsprojekt, das die CO₂-Einsparungen durch die neuartige Hei-

zung deutlich aufgezeigt hatte. Gemeinderätin Patricia Speck-Braun (DP) hakte nach, dass die Investition von 75.000 € schon damals unverständlich gewesen sei und sich ihre Bedenken nun bestätigt haben. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) entgegnete, dass das Forschungsprojekt während der gesamten Laufzeit das Bild der Gemeinde Sanem positiv beeinflusst habe. Die Förderung dieser umweltfreundlichen Heizungsanlage wurde propagiert und viele Verwaltungen haben sich das Projekt vor Ort angeschaut. Da die Gemeinde Sanem unterstütze solche umwelt- und energieschonenden Projekte und habe deshalb auch gerne in diese Forschung investiert.

Der kleine Park an der Ecke rue du Knapp und rue Prince Jean in Zolwer wird für 70.000 € aufgewertet. Die Arbeiten beinhalten unter anderem eine neue Beleuchtung, neues Mobiliar, die Instandsetzung der Wege und ein neuer Zugang von der rue Prince Jean aus. An diesem Platz wird dann auch simultan ein neues Kriegsgefallenendenkmal errichtet.

Zusammen mit der Künstlerin Solange Wozniak und der Landschaftsarchitektin Aline Lecoeur aus Lille wurde das neue Projekt entworfen. Dort wo heute die beiden Becken sind, entstehen oben ein Aufenthaltsort und unten das neue „Monuments aux morts“. Das alte Denkmal in der Kirche bleibt bestehen. Die Kaskaden bleiben erhalten und blaue Glasbausteine werden den früheren Wasserverlauf symbolisieren. Auf die Frage von CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler warum eine Landschaftsarchitektin aus dem Ausland und keine lokale engagiert worden sei, antwortete Bürgermeister Georges Engel (LSAP), dass Frau Lecoeur von der Denkmalschutzbehörde empfohlen wurde und sie bereits mit dem Sanemer Schlossgarten beauftragt war. Auf die zweite Frage von Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler (CSV) ob die zuständige Pfarrgemeinde über das Projekt informiert worden sei, berichtete der Bürgermeister, dass dies noch nicht geschehen ist, aber nachgeholt werde.



Neugestaltung des Parks an der Ecke rue du Knapp/rue Prince Jean in Zolwer.

Ebenfalls 70.000 € werden benötigt um Material (wetterresistente Podiums, eine mobile Musikanlage, Stehtische, Zelte, etc.) für Gemeindeveranstaltungen zu kaufen.

Der bisher nicht nutzbare Feldweg „Um Woeller“ zwischen der rue de Limpach und der rue de Sanem in Zolwer wird für 46.000 € instandgesetzt. Dazu gehört auch das Anpflanzen von 81 Bäumen im Rahmen der Aktion „Plant for the Planet“ der Gemeinde am 15. Oktober. Anlässlich dieser Feier werden die Umweltministerin und Erbgroßherzogin Stéphanie erwartet.

Die Kosten für die Neugestaltung der rue de la Croix und der rue Basse in Zolwer belaufen sich auf 35.000 €. Hier wird unter anderem die Einfahrt in die 30km/h-Zone verbessert und allgemeine Verkehrsberuhigungsmaßnahmen umgesetzt.

Die neuen Eingangstüren der „Maison Beck“ in Zolwer kosten insgesamt 16.000 €. Die vorhandenen Türen wurden bei der Renovierung des Hauses restauriert, jedoch wurden sie danach von einem Holzwurmbefall beschädigt.

Das gemeindeeigene Alten- und Pflegeheim REWA (Résidence op der Waassertrap) erhält für 2.468 € 2 neue Computer.

Danach bewilligte der Gemeinderat die Konvention und die Projektausführung des Teilbebauungsplans „rue de Niederkorn“ in Sanem, bei dem es um den Bau von 4 Einfamilienhäusern handelt.

MEHRJÄHRIGER FINANZPLAN UND GRUND- UND GEWERBESTEUER

Anschließend präsentierte Bürgermeister Georges Engel (LSAP) den mehrjährigen Finanzplan der Gemeinde, da er seit kurzem vom Ministerium vorgeschrieben ist. Die Gemeinde wendet bereits seit 8 Jahren eine weitsichtige Finanzplanung an, allerdings unter einer anderen Form. Dieser Mehrjahresplan soll die Entwicklung der Gemeinde und den zu erwartenden Investitionen, aber auch Einnahmen Rechnung tragen. Jedoch ist der Finanzplan keine exakte Wissenschaft, so der Bürgermeister. Bei der Aufstellung wurde die kommende Gemeindefinanzreform nicht berücksichtigt, die den Plan wiederum komplett auf den Kopf stellen würde. Zu den größten Investitionsprojekten in den nächsten Jahren gehören unter anderem der Ausbau des technischen Dienstes, die Sporthalle in Sanem, der Schulkomplex Belval-Sud,

das EDIFF-Gebäude, die Neugestaltung der rue Grande-Duchesse Charlotte in Beles, das Wasserreservoir Dennebësch, der Ausbau des Interventionszentrums auf dem Scheierhaff, die Renovierung der Schule Scheierhaff, das Knobelmuseum in Beles, usw. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) bestätigte, dass die Gemeinde sich in einer gesunden finanziellen Lage befindet, die sich durch die Reform zusätzlich verbessern wird.

Bei der alle Jahre wiederkehrenden Festlegung der Gewerbe- und Grundsteuer, die im Vergleich zum Vorjahr dieselben geblieben sind, war sich der Gemeinderat nicht mehr einig. Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) sprach ihre Enthaltung aus, da ihre Fraktion die Prozentsätze für ungerecht befindet. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) informierte, dass eine nationale, parteiübergreifende, parlamentarische Arbeitsgruppe mit einer Gesetzesänderung zu diesen Steuern befasst sei, bislang jedoch kein Vorschlag vorgelegt worden ist. Zum gegebenen Zeitpunkt werde sich der Gemeinderat dann auch mit diesem Thema befassen und die Prozentsätze eventuell abändern.

Die beiden budgetären Modifikationen im außerordentlichen Budget 2016 als auch die beiden im ordentlichen Haushalt 2016 wurden dann wieder einstimmig verabschiedet. Die von Gemeinderat und Präsident Jemp Schlessler (LSAP) vorgestellten Subsidien an diverse Vereinigungen gaben auch keinen Anlass zu Einwänden.

Keine Gegenstimme gab es ebenfalls bei der Abstimmung über die Konvention mit dem Wohnungsbauministerium bezüglich der subventionierten Wohnungen in der route d'Esch Nummer 12 in Beles. Da es sich hier um spätere Sozialwohnungen handelt, beteiligt sich der Staat an den Anschaffungs- und Renovierungskosten, dies bis zu einem Maximalbetrag von 416.250 €.

Auch den von Gemeinderat und Präsident des Sozialamtes Jos Piscitelli (LSAP) Entscheidungen des „Office social“-Vorstandes stimmte der Gemeinde einhellig zu. Hierbei handelte es sich unter anderem um die Konventionen mit den ehrenamtlichen Helfern im Rahmen des interkulturellen Projektes mit den Asylbewerbern, um die Nominierung eines Mitarbeiters im Kader der „Social Opportunities“ und die Nominierung eines/r neuen/r Sozialarbeiter/in.

Danach wurden die Statuten von 3 neuen Vereinen zur Kenntnis genommen. Die „In Progress a.s.b.l.“ organisieren Ausstellungen, Konferenzen und Workshops im kulturellen Bereich, das „Foyer de la Femmes, Section Gemeng Suessem“ setzt sich aus den ehemaligen lokalen

Sektionen Beles und Sanem zusammen und die „Frënn vum Lycée Bel-Val a.s.b.l.“ veranstalten schulische und außerschulische Aktivitäten im Lycée Bel-Val mit dem Ziel Jugendliche in ihrer Entwicklung zu unterstützen.

„MAISON-SOCIÉTAIRE BECK“ WIRD GESCHÄFTSSITZ DER „ENTENTE ZOLWER“

Beim nächsten Punkt ging es um eine Konvention zwischen der Gemeinde und der „Entente Zolwer“, in der die Zurverfügungstellung der „Maison-sociétaire (sociétale) Beck“ in Zolwer geregelt wird. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) gab hierzu alle wichtigen Informationen. Nachdem die „Entente“ vor einiger Zeit an die Gemeinde herangetreten war, mit der Anfrage ihren Geschäftssitz im Beck-Haus eintragen lassen zu dürfen, hat sich die Verwaltung nach langen Hin und Her juristischen Rat eingeholt um sich rechtlich abzusichern. Man erhielt sodann die Bedingungen in welchen Fällen der Geschäftssitz einer Vereinigung in einem Gemeindegebäude sein darf. Hierzu gehören das Einverständnis der Gemeinde, eine klare Situation der Verhältnisse und die Aktivität des Vereines in den Räumlichkeiten (Sitzungen, Training, usw.). Dies bedeutet also, dass die Vereinigung ordentlich konstituiert sein und ein Vertrag mit der Gemeinde abgeschlossen werden muss.



Das Beck-Haus in Zolwer wird Sitz der „Entente Zolwer“

In dieser Konvention wird die „Entente Zolwer“ auch zum Verwalter des Beck-Hauses genannt. In einer 2.Phase kann die „Entente“ ihren Mitgliedsvereinen die Möglichkeit geben, deren Geschäftssitz ebenfalls in diesem Gebäude anzumelden. Zuvor muss allerdings diesbezüglich eine schriftliche Anfrage an die Gemeinde gerichtet werden. Wenn dies bewilligt worden ist, werden Unterverträge von der ASBL, der „Entente“ und der Gemeinde unter-

schrieben. Auf Nachfrage von CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler und LSAP-Gemeinderat Jos Piscitelli ändert mit dieser neuen Prozedur nichts am bisherigen System der Saalreservierung. Zunächst wird die Vorgehensweise betreffen der Geschäfts-sitze mit der „Entente“ von Zolwer durchgeführt. Zu einem späteren Zeitpunkt wird dieses Prinzip auf alle Gemeindelokalitäten und den „Ententen“ aus den anderen Ortschaften ausgeweitet. Somit stimmte der Gemeinderat die Konvention ohne weitere Beanstandungen.

Sowohl die Umänderung in der Mitgliedszusammensetzung der Sportkommission als auch die von Verkehrs-schöffen Marco Goelhausen (LSAP) präsentierten Modifizierungen im Hauptverkehrsreglement der Gemeinde und die temporären Verkehrsverordnungen gaben keinen Anlass zu Diskussionen.

In diesem Zusammenhang wollte CSV-Gemeinderat Mike Lorang wissen, ob es neue Erkenntnisse in Bezug auf die Straßennamen-Debatte mit der Nachbargemeinde Esch/Alzette gebe. In den Tageszeitungen war bekannt gemacht worden, dass die beiden Gemeinden wegen der Benennung ein und derselben Straße in Belval (rue Bataclan-Esch gegen rue Louis Armstrong-Sanem) im Clinch liegen würden. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass bereits vor 8 Jahren die Grenzbegrädigung in Plänen festgelegt wurde, allerdings bis heute noch nicht abgeschlossen wurde. Auf Basis dieser Pläne jedoch hat die Gemeinde Sanem die Straßennamen einhellig im Gemeinderat gestimmt. Bis Ende 2015 stellte dies für keinen Akteur ein Problem dar. Anfang 2016 wendete sich der Escher Schöffenrat an die Gemeinde Sanem mit der Anfrage ob man die 3 betroffenen Straßen nicht als 1 einzigen behandeln könne. Die Gemeinde Sanem hat jedoch einen Plan mit den ganzen Straßenbenennungen, hinter denen ein Konzept steckt. Zudem handelt es sich hier ganz klar um 3 separate Straßen. Leider beharrt die Gemeinde Esch auf ihrem Standpunkt, doch nach der Grenzbegrädigung wird sie zwar über den Namen rue Bataclan verfügen, jedoch die dazugehörige Straße wird sich dann wie vorgesehen auf Sanemer Territorium befinden. Somit wird sie dann wieder umbenannt, so wie es laut Konzept geplant war und ist. Eine reine Schildbürgeschichte, so der Bürgermeister.

Die Frage nach den Vorgaben bei Behindertenparkplätzen von Gemeinderat Alain Cornély (déi Gréng) wurde von Gemeinderätin und Präsidentin der Verkehrskommission Nadine Tornambé-Duchamp (LSAP) und Bürgermeister Georges Engel (LSAP) beantwortet. Jede Anfrage für einen Behindertenparkplatz von Privatpersonen

wird in der zuständigen Verkehrskommission analysiert ob es das Statut und die Lage erlaubt, z.B. beim Fall des Vorhandenseins einer Garage wird kein spezieller Abstellplatz eingerichtet. Diese Behindertenparkplätze sind auch nicht nominell, d.h. mit dem entsprechenden Ausweis kann sich dort laut Straßenverkehrsordnung jeder parken. Es wird aber regelmäßig geprüft ob an anderen Orten mehr Spezialparkplätze benötigt werden, z.B. bei Einkaufsgeschäften, usw.

FRAGEN AN DEN SCHÖFFENRAT UND PERSONALENTSCHEIDUNGEN

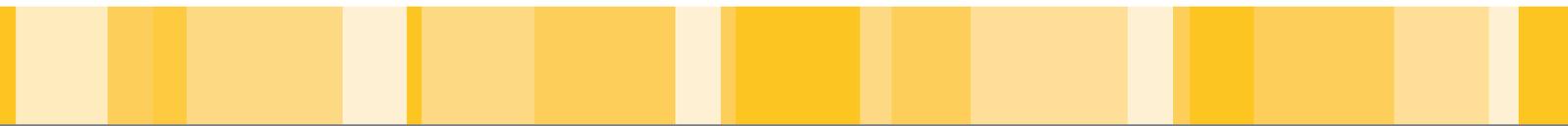
Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) bedauerte, dass trotz der langen Sommerpause keine neuen Informationen von Seiten des Schöffensrats bezüglich der zukünftigen Bestimmung des Sanemer Schlosses (das CVCE zieht bekanntlich nach Belval um) und hinsichtlich der Umgehungsstraße von Bascharage in der heutigen Sitzung mitgeteilt wurden. Deshalb wollte sie nun erfahren welche Neuigkeiten es in diesen Dossiers gibt. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) berichtete, dass sich der Schöffensrat selbstverständlich Gedanken über das Schloss mache und sich auch weiterhin dafür einsetze, dass zumindest die Außenanlagen für die Öffentlichkeit zugänglich bleiben. Am 7. November ist eine Zusammenkunft geplant, bei der der Schöffensrat mit dem Direktor der Verwaltung für öffentliche Gebäude und mit den Vertretern der Denkmalschutzbehörde über das Schicksal des Schlosses beraten wird.

Zur Umgehungsstraße von Bascharage wies déi Lénk-Gemeinderätin Patrizia Arendt darauf hin, dass in der informellen Gemeinderatssitzung am 5. August über die künftigen Schritte in dieser Angelegenheit diskutiert worden war. Damals sei festgehalten worden, dass nach der Sommerpause Protestaktionen gestartet werden und das juristische Gutachten zur Abschätzung der Rechtsmittel gegen die Pläne der Regierung vorliegen würde. Außerdem forderte sie das Zusammenkommen der Arbeitsgruppe „Contournement“ um Aktionen und weitere rechtliche Schritte zu planen. Da die Argumentation der Gemeinde Sanem nach außen nicht verständlich genug waren, müsse man auch neue Medien wie Facebook nicht nur für Einweihungsfotos, sondern auch zur Aufklärung und Sensibilisierung nutzen. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) entgegnete, dass bis dato keine neuen Elemente zu verkünden gewesen seien und deshalb

auch kein Datum für das Zusammenkommen der Arbeitsgruppe festgelegt worden ist. Solange auch der juristische Rat vom Anwalt nicht eingetroffen sei, gebe es auch keinen neuen Moment und deshalb mache es keinen Sinn die Arbeitsgruppe zusammenzurufen. Sobald dies der Fall ist, wird die Arbeitsgruppe selbstverständlich zu einem Treffen eingeladen.

Personalschöffe Marco Goelhausen (LSAP) gab anschließend alle nötigen Informationen zur Schaffung eines neuen Architekten-Posten für das Bauamt und eines neuen administrativen Mitarbeiters in der Verwaltung. Durch den ständig steigenden Arbeitsaufwand und mehreren internen Wechseln, sind diese beiden neuen Posten unabdingbar. CSV-Gemeinderat Mike Lorang fragte warum unbedingt ein Architektendiplom erforderlich sei und ein technisch Ausgebildeter nicht ausreiche. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass neben den vielen kleineren Bauprojekten, mehrere Großprojekte (Ennert dem Dréisch, Belval, Metzgerhéicht, usw.) und die Erneuerung des PAG (plan d'aménagement général) die auf die Gemeinde zukommen. Deshalb muss jemand eingestellt werden, der über das Wissen und die Ausbildung verfügt, wie eine Gemeinde sich entwickeln muss und der für die jetzige Architektin und Bauamt-Chefin einen ebenbürtigen Mitarbeiter darstellt. Diese 2 Postenschaffungen, als auch die von Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) vorgestellte Umwandlung von 2 Krankenpfleger-Posten wurde einstimmig verabschiedet.

In der geschlossenen Sitzung stimmten die Gemeinderäte danach über 18 Personalangelegenheiten ab. Unter anderem wurden neben Benjouda Karim, Le Marchand Jérémy und Wohlfarth Kim als neue Gemeindebeamte gestimmt, aber auch mehrere Erzieher für die „Maison Relais“ nominiert und einige Posten im gemeindeeigenen Alten- und Pflegeheim REWA (Résidence Op der Waasertrap“) besetzt.




Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem
de la séance publique
du lundi, 10 octobre 2016

date de l'annonce publique: 03 octobre 2016
date de la convocation des conseillers: 03 octobre 2016
début: 14h30
fin: 16h55

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Arendt Patrizia, Mme Asselborn-Bintz Simone, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam, M. Cornély Alain, Mme Faber-Huberty Chantal, M. Goelhausen Marco, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Schlessler Jean-Pierre, Mme Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine, Mme Greven Manon, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s): /

Premier votant:

Mme Asselborn-Bintz Simone



Ordre du jour

Assermentation des sieurs BENJOUA Karim et LE MARCHAND Jérémy comme fonctionnaire communal

Le collège des bourgmestre et échevins demande de bien vouloir retirer le point suivant de l'ordre du jour:

14. Approbation du règlement communal sur les cimetières

Vote unanime

15. Approbation de taxes communales concernant les cimetières

Vote unanime

Madame Arendt Patrizia, conseillère Déi Lénk demande au conseil communal de bien vouloir ajouter le point suivant à l'ordre du jour :

22.a Motion relative à la décision du 29 juillet 2016 du Gouvernement en conseil concernant le contournement de Bascharage

Vote unanime

1. Correspondance et Informations
2. Modification du tableau de préséance des membres du conseil communal

Rang	Nom et prénom	Date d'entrée au conseil
1	Piscitelli José	10.10.1993
2	Engel Georges	20.04.1997
3	Lorang Mike	10.10.1999
4	Goelhausen Marco	19.11.2001
5	Morgenthaler Nathalie	12.09.2003
6	Asselborn-Bintz Simone	05.12.2005
7	Reuter-Bauler Carine	05.12.2005
8	Cecchetti Myriam	05.12.2005
9	Speck-Braun Patricia	01.12.2008
10	Tornambé-Duchamp Nadine	01.09.2010
11	Bronzetti Denis	09.10.2011
12	Schlesser Jemp	09.10.2011
13	Cornély Alain	11.01.2013
14	Arendt Patrizia	21.11.2014
15	Faber-Huberty Chantal	25.09.2015

Vote unanime

PROJETS

3. Remplacement urgent du tracteur compact 4 x 4 du service environnement des services de régie. Devis estimatif détaillé: 65.000,- € et crédit (article budgétaire: 4/621/223100/16058)

Vote unanime

4. Travaux de construction d'un chemin d'accès et des réseaux pour les futurs jardins du Matgesfeld (Travaux Phase 1.) Devis estimatif détaillé: 50.000,- € (article budgétaire: 4/130/211000/99006)

Vote unanime

5. Acquisition de machines de bureau et d'équipement informatique et des solutions applicatives pour l'année 2016. Devis estimatif détaillé: 42.000,- € (article budgétaire: 4/120/223500/99001)

Vote unanime

6. Remplacement des luminaires dans la rue des Prés et la rue de Limpach à Sanem. Devis estimatif détaillé: 40.000,- € (article budgétaire: 4/640/221313/13038)

Vote unanime

7. Aménagement d'un chemin piétonnier reliant la rue d'Esch et le lotissement « Enert dem Dreisch » avec le parking Foyer Kannerbuerg. Devis estimatif détaillé: 25.000,-€ (article budgétaire: 4/430/221313/13044)

Vote unanime

TRANSACTIONS IMMOBILIERES

8. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec le sieur FACH Roger et la dame TEMPELS Françoise concernant une parcelle de terrain sise à Belvaux.

Vote unanime

9. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec les communautés d'époux KORAC-MURATOVIC et SKENDEROVIC- KORAC concernant deux parcelles sises à Soleuvre.

Vote unanime

10. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec les sieurs BATTING Éric André et BATTING Gérard concernant une parcelle sise à Belvaux

Vote unanime

11. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec la communauté d'époux RIBEIRO OLIVEIRA-DOS SANTOS RODRIGUES LOBO concernant une parcelle de terrain à Sanem.

Vote unanime

FINANCES

12. Approbation de divers subsides

Nom	Objet	Montant accordé l'année précédente	Montant accordé
Ile aux clowns	Demande fir en Don	/	100,00 €
CPS Chrëschte mam Sahel	Demande fir en Don	/	/
Friends of Patton's 26th Infantry Division Luxembourg	Demande fir en Don	/	/
Ecpat Luxembourg	Demande fir e Subside	/	/
Luxembourg Air Rescue	Demande fir en Don	/	/
SOS Faim	Demande fir e Subside	/	/

Vote unanime

13. Approbation du plan de gestion annuel pour l'exercice 2017 des forêts appartenant à la Commune de Sanem

Dépenses: 116'700,00 € - article 3/410/612200/99002

Recettes: 19'500,00 € - article 2/410/702200/99001

Vote unanime

14. Approbation du règlement communal sur les cimetières

Point retiré de l'ordre du jour

15. Approbation de taxes communales concernant les cimetières

Point retiré de l'ordre du jour

16. Approbation de décompte

Article	Libellé	Devis	Dépenses
4/449/221313/11021	Autres systèmes de transport - Liaison piste cyclable entre Belvaux et Oberkorn	340.000,00 €	290.058,69 €

Vote unanime

ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL

17. Approbation de l'Organisation Scolaire de la commune de Sanem pour l'année scolaire 2016/2017

Vote unanime

18. Approbation du plan d'encadrement périscolaire pour l'année scolaire 2016/2017

Vote unanime

OFFICE SOCIAL

19. Avis du conseil communal concernant une décision du conseil d'administration de l'office social de Sanem :

- a. Nomination d'un employé communal (m/f) carrière C à durée déterminée du 15 août 2016 (ou à convenir) au 31 décembre 2016 et à raison de 10 heures par semaine pour le remplacement d'un congé sans solde

Avis favorable

- b. Nomination d'un employé communal (m/f) carrière D à durée déterminée du 15 août 2016 (ou à convenir) au 31 décembre 2016 et à mi-temps dans le cadre du projet « Social Opportunities »

Avis favorable

DIVERS

20. Modification de la composition des commissions consultatives

Démission(s):

Nbr.	Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité/ Parti/Association
1	De la culture	facultative	S	MULLER Marie-Paule	L-4987 Sanem	Membre politique	DP
2	De la culture	facultative	E	PETTINGER Aloyse	L-4986 Sanem	Membre politique	LSAP
3	Scolaire	obligatoire	S	GREISCH Gaby	L-4482 Belvaux	Membre politique	LSAP

Nomination(s):

Nbr.	Commission	Statut		Nom et Prénom	Code postal et Localité	Fonction	Nationalité/ Parti/Association
1	De la culture	facultative	S	WILWERT Sylvie	L-4992 Sanem	Membre politique	DP
2	De la culture	facultative	E	KLESTADT Carmie	L-4480 Belvaux	Membre politique	LSAP
3	De la culture	facultative	S	MICHAELY Danni	L-4408 Belvaux	Membre politique	LSAP
4	Scolaire	obligatoire	S	ANTOINE Eric	L-4444 Belvaux	Membre politique	LSAP

Vote unanime

21. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins

Vote unanime



Un de Schafferot vun der
Gemeng Suessem

Bieles, de 5. Oktober 2016

Den Inneminister KERSCH hat de Gemenge via eng Circulaire den Optrag gi sech bis den 1. Oktober 2016 mat de Kierchefabricken iwwert d'Zukunft vun den eenzele Kierchegebaier an de Gemengen eens ze ginn.

Gemäss dem Artikel 25 vum Gemeindegesetz vum 13. Dezember 1988, erlaabt mär Äech an der Sëtzung vum nächste Gemengerot folgend Froen ze stellen:

- Wou sinn d'Diskussiounen mat de Kierchefabricken aus eiser Gemeng drun?
- Sinn d'Besetzverhältnissen an eiser Gemeng kloer?
- Konnt en Accord tëschent der Gemeng an de Kierchefabricken fonnt ginn?
- Ass scho gewosst wat fir eng Kierchegebaier an de Fong resp. wat fir eng a Gemengebesetz solle goen/bleiwen?

Merci am viraus fir Är Äntwerten, mat menge beschte Gréiss,

Fir d'CSV-Fraktioun, Mike LORANG a Carine REUTER-BAULER

Nathalie MORGENTHALER
Member vum Gemengerot

Réponse du collègue échevinal :

- D'Versammlung mat all de Kierchefabricken war leschte Méinden den 3. Oktober hei op der Gemeng. An där Versammlung ass ofgemaach ginn dass Besetzverhältnissen vun der Metzlerlacher Kierch an enger éischter Phase mol fir d'éischt misst gekläert ginn.
- Nee et gëtt nach keen Accord, ier d'Besetzverhältnissen net genau gekläert si kann nach keen Accord fonnt ginn.
- D'Decisioun (wat fir eng Kierchegebeier an de Fong resp. wat fir eng a Gemengebesetz solle goen/bleiwen) ass nach net geholl soulaang wéi Besetzverhältnissen nach net kloer sinn. Groussen Interesse ass awer vun der Säit vun der Gemeng Metzlerlacher Kierch.

Bemierkung a Froen zur Trennung vu Kierch a Staat.

Bei Geleeënheet zum Undenken vun den Affer vum 2. Weltkrich, huet de Schäfferot, wéi déi viirescht Joren och, zu de Feierlechkeeten vun der „Journée de Commémoration Nationale“, agelueden.

Mat Erstaunen, an Befriemden, an dat war déi läscht Joren anescht, huet de Schäfferot niewent der Formatioun vun engem Cortège an dem Depot vun enger Gerbe och nach op eng Mass, e „Service religieux dans l'église de Sanem“ agelueden. Ouni iergendengem seng reliéis Gefiller a Fro ze stellen oder z'attackéieren, si mir awer der Meenung, dass et net am Aufgabeberäich vun engem Schäfferot läit, d'Léit op eng Mass z'invitéieren, ëmsou méi wëll mir jo aktuell an der Prozedur sinn, wou effektiv d'Trennung vu Kierch a Staat soll vollzün ginn.

An deem Zesummenhang wollt ech dann och wëssen, wéi et mat den Verhandlungen tëschent eiser Gemeng an der Kierchefabrick ausgesäit.

- Hunn schonn Entrevues stattfond?
- Wat ass derbäi erauskomm?
- Wou leien eventuell Problème?

Ech denken, dass mir als Gemengerot sollten/missten iwwert déi bishereg an nach folgend Verhandlungen opgekläert ginn.

*Mat beschte Gréiss,
Patrizia Arendt,
déi Lénk*

Réponse du collège échevinal :

- Effektiv ass et sou dass an der Zäit d'Mass ëmmer virum Depot vun der Gerbe war an dofir stoung an der Invitatioun ëmmer de ganze Programm resp. de ganzen zäitlechen Ofaf vun där Zeremonie. Vu dass et awer elo sou ass dass d'Mass nom Depot vun der Gerbe ass, ass et effektiv wouer dass een d'Mass net méi muss offiziell op der Invitatioun erwähnen a mir wäerten eise Servicer dat och weidergi fir dat ab nächstem Joer ze änneren.
- Jo dës Entrevue war mat de Kierchefabriken aus all de Lokalitéiten den 3. Oktober.
- An där Versammlung ass ofgemaach ginn dass d'Besetzverhältnis vun der Metzlercher Kierch an enger éischer Phase mol fir d'éischt misst gekläert ginn.
- Ier eng Decisioun ka geholl gi resp. en Accord fonnt ka gi wéi eng Gebaier an de Fong ginn a wéi eng un d'Gemeng müsse Besetzverhältnisser kloer gekläert ginn.

Suivi zu der öffentlecher Versammlung zu Suessem vum 21. September 2016, am Kader vun den Iwwerschwemmungen an der „rue de Niederkorn“ an an der“ Cité Tornaco“.

Während der Informatiounsversammlung de läschten 21. September 2016 an der Haal zu Suessem wou eng partie opbrueten Biergeinnen a Bierger hier Doléances ervirbruet hun an och vill Suggestiounen zum Thema Héichwaasser gemaach goufen, hunn déi Gemengeverantwortlech verschidden Schrëtt a Moossnahmen ugekënnegt.

Ech wollt froen, op de Schäfferot eis um courant kéint haalen iwwert de suivi, an eis kéint informéieren wat no der Versammlung un konkrete Schrëtt oder Aktiounen bis haut schon ënnerholl gi sinn.

*Mat beschte Gréiss, Patrizia Arendt,
déi Lénk*

Réponse du collègue échevinal :

- Hei dat wat no der Versammlung vum 21. September gemaach respektiv geplangt ass:
- Eise Service Technique Projets a Service de régies war mat 3 Awunner den 22. September d' Baachen Helgebaach a Rouerbaach kucken. Si hu festgestallt datt d' Baachen um gréissten Deel kee Problem duer stellen.
- Just am Deel vun der Cité bis bei d' Autobunn misst d' Rouerbaach gebotzt ginn
- Déi concernéiert Servicen hunn den 18. Oktober r-v mat der AGE a mam Environnement fir d' Baachen of ze goen an ze kucke wéi een se regelméisseg kann a muss botzen.
 - An deem Kader gëtt och gekuckt wat mir op där Parzell an der rue Prince Henri kenne maache fir eng kleng Fläch ze amenagéiere wou d' Helgebaach sech kann ausbreeden.
 - Mir hunn och mat der Ponts et chaussées gekuckt dass an der Phase chantier vun der Desserte bei de CPU och e Bassin de rétention aktiv ass.
 - Wat d' Bassin de rétention iwwert dem Schlass ubelaangen sou proposéiere mir dass TR-Engineering seng Etude vun deemools mat den haitege Gegebenheeten nach eng kéier iwwerkuckt. Des weidere géife mir, am Fall wou des Moossnamen eng wesentlech Verbesserung géife bréngen nach eng kéier Kontakt mat de Propriétaires ophuele fir deen Terrain ze kréien dee mir fir des Réckhaltung brauchen.
 - Mir wäerten och mat der AGE analyséiere wat den eventuelle Problem "Rollrasen" ubetrëfft fir do d' Terrainen vum Staat ze kréie fir eng Retentioun ze amenagéieren.

Do dozou kennt dann nach e Projet vum SIACH zu Suessem am Park virum Schlass. De Bassin d'orage am Parc vum Schlass zu Suessem huet e Volume vu 400 m3. E kënnt an de Wee fir bei d' Schlass vun de rue d' Esch aus.

Duerch de Bau vun deem Baseng kënne mir den Déversoir an der rue d' Esch suppriméieren esou datt d' Belaaschtung vun der Helgebaach souwuel hydraulesch wéi och bakteriologesch bei staarkem Reen diminuéiert gëtt. Dëse Projet ass en an der Prozedur. D'Autorisatioun fir de Projet ass drop an drun ze kommen deemno misst dann nach ausgeschriwwe ginn an de Bau géif dann an der 2. Halschent vum nächste Joer ufänken.

22.a Motion relative à la décision du 29 juillet 2016 du Gouvernement en conseil concernant le contournement de Bascharage

Vu l'approbation unanime par le Conseil communal, par vote du 4 juillet 2016, de l'avis amendé proposé par le collège des bourgmestre et échevins relatif au contournement de Bascharage;

Vu la décision du Gouvernement en conseil du 29 juillet 2016 de se prononcer pour la construction d'un contournement de Bascharage;

Considérant que la commune de Sanem a exprimé dans son avis « qu'il existe des alternatives réalisables sans construction de nouvelles infrastructures routières coûteuses et sans destruction de zones vertes importantes » et qu'elle « rejette donc toute construction d'un contournement » sans analyse préalable d'alternatives;

Considérant que cette analyse préalable, demandée lors de la procédure de consultation et prévue par la directive Habitats, n'a pas été faite ni décidée par le gouvernement; Considérant que l'intérêt général du projet de contournement de Bascharage a par contre été dès à présent retenu par le gouvernement et que la pollution de l'air dans le centre de Bascharage a été désignée comme constituant une « raisons impérative d'intérêt public majeur » justifiant l'ouvrage envisagé et l'atteinte à la zone de protection de la nature, protégée par la directive Habitats;

Considérant que la commune a, dans l'avis précité, rejeté cette argumentation comme non justifiée et en tout cas disproportionnée, le problème du trafic professionnel ne pouvant être ainsi réglé;

Considérant que la variante 2, retenue par la décision du gouvernement, a été pour le surplus exclue par la Commune, comme ne pouvant justifier une telle atteinte à la zone Natura 2000 et que ce rejet visait particulièrement la « variante supérieure » définitivement retenue;

Considérant que la décision du gouvernement semble donc définitive en ce qui concerne le choix de la variante retenue et l'exclusion d'alternatives; qu'elle renvoie à une décision finale seulement en ce qui concerne les mesures de compensation à définir après une étude détaillée d'impact;

Considérant, qu'afin de sauvegarder les intérêts de la commune, un recours devant le tribunal administratif s'impose donc dès à présent contre cette décision administrative faisant grief au sens de la directive Habitats qu'elle viole directement et dès à présent;

Le Conseil communal

décide d'autoriser le collège échevinal à ester en justice contre la décision du 29 juillet 2016 du Gouvernement en conseil;

décide de charger le groupe de travail « contournement » d'une campagne de sensibilisation et de mobilisation de la population, dans un contexte de solutions à préconiser au niveau régional.

Madame Arendt Patrizia, conseillère Déi Lénk demande au conseil communal de bien vouloir retirer la motion relative à la décision du 29 juillet 2016 du Gouvernement en conseil concernant le contournement de Bascharage

Vote unanime

Madame Arendt Patrizia, conseillère Déi Lénk demande au conseil communal de bien vouloir ajouter le point suivant à l'ordre du jour:

22.b Recours contre la décision du 29 juillet 2016 du Gouvernement en conseil concernant le contournement de Bascharage

Vu l'approbation unanime par le Conseil communal, par vote du 4 juillet 2016, de l'avis amendé proposé par le collège des bourgmestre et échevins relatif au contournement de Bascharage;

Vu la décision du Gouvernement en conseil du 29 juillet 2016 de se prononcer pour la construction d'un contournement de Bascharage;

*Le Conseil Communal,
décide d'autoriser le collège échevinal à ester en justice contre la décision du 29 juillet 2016 du Gouvernement en conseil;*

Vote unanime

PERSONNEL – CIPA « RESIDENCE OP DER WAASSERTRAP »

23. Création d'un poste de salarié à raison de 40 heures par semaine pour les besoins du CIPA-REWA, à durée indéterminée et sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière PAM1

Vote unanime

SEANCE A HUIS CLOS

PERSONNEL - ADMINISTRATION

24. Nomination d'un architecte m/f à raison de 75% et sous le statut du fonctionnaire communal pour les besoins du bureau des bâtisses

Est nommé(e): MENTZ Carmen

PERSONNEL – CIPA « RESIDENCE OP DER WAASSERTRAP »

25. Augmentation temporaire de la tâche hebdomadaire de 30 heures à 40 heures des dames Krischler Joana, Erbach Ariane, De Ron Myriam et SZLAJTER Agnieszka, infirmières diplômées au CIPA -REWA, pour la période du 15 septembre 2016 au 31 décembre 2016

Augmentation de tâche des dames Krischler Joana, Erbach Ariane, De Ron Myriam et SZLAJTER Agnieszka accordée

Gemeinderatssitzung Sanem vom 10.10.2016

Matgesfeld, Kirchenfabriken und Umgehungsstraße

In der heutigen Sitzung hatten die Gemeinderäte nur 24 Punkte auf der Tagesordnung vorliegen, die allesamt einstimmig verabschiedet wurden. Höhepunkte der Sitzung waren heute die Diskussion über die künftige Nutzung des Areals Matgesfeld, die Verhandlungen mit den jeweiligen Kirchenfabriken über die Zukunft der Kirchengebäude und die Umgehungsstraße von Bascharage.

Zu Beginn der Gemeinderatssitzung bat Bürgermeister Georges Engel (LSAP) 2 Punkte auf eine spätere Sitzung zu vertagen und eine von déi Lénk-Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) eingereichte Motion bezüglich die Umgehungsstraße von Bascharage hinzuzufügen. Bei ersteren handelte es sich um das neue Friedhofsreglement und die dazugehörige Gebührenverordnung. Diese Adaption der Tagesordnung wurde unisono bewilligt. Danach informierte der Bürgermeister, dass sich die Arbeitsgruppe „Contournement“ am 13. Oktober treffen wird um über die nächsten Schritte im Kampf gegen die Umgehungsstraße zu beraten. Danach wurde die aktualisierte Vertretungsrangfolge (tableau de préséance) des Gemeinderates angenommen. Auch beim ersten Kostenvoranschlag für den Kauf eines Traktors für 65.000 € zugunsten der Regiebetriebe gab es keine Gegenstimme. Dieses Fahrzeug wird zur Wartung von Sportinfrastrukturen, zum Rasenmähen, zum Transportieren von schwerem Material, zum Schleppen von Anhängern genutzt und auch beim Winterdienst aushelfen.

BELES

Vor der eigentlichen Sitzung wurden die neuen Gemeindebeamten Karim Benjouda und Jérémy Le Marchand von Bürgermeister Georges Engel (LSAP) vereidigt.



Die heute vereidigten Gemeindebeamten Karim Benjouda und Jérémy Le Marchand verstärken das Biergerzenter resp. das Bauamt der Gemeinde.

GEMEINSCHAFTSGÄRTEN IM MATGESFELD IN BELES GEPLANT

Der Kostenvoranschlag in Höhe von 50.000 € für die erste Bauphase der zukünftigen Kleingärtnersiedlung im Matgesfeld in Beles löste eine langwierige Grundsatzdiskussion über die Nutzung des Areals aus. Die ersten Arbeiten beinhalten die Anlage eines Kiesweges, die Verlegung von Trinkwasserleitungen, die Errichtung eines unterirdischen Wassersammlers und die Vorbereitungen für eine Trockentoilette bzw. Komposttoilette, die erst in Phase 2 hingestellt wird.

Umweltberater der Gemeinde David Hengen erklärte danach, was nach diesen Arbeiten im Matgesfeld geplant sei. Auf diesem Grundstück soll keine klassische Kleingärtnersiedlung entstehen, sondern ein Garten mit 7 Meter auf 7 Meter großen Parzellen zwischen denen es keine Zäune gibt.



Auf dem Matgesfeld entstehen Gemeinschaftsgärten.

Außerdem sollen keine einzelnen Hütten errichtet werden, sondern ein Gemeinschaftsschuppen dient dem Lagern des benötigten Geschirrs. Die Vorteile der kleineren Parzellen ohne Zäune sind die einfachere Handhabung der Gartenarbeit und der besserer Kontakt zum Nachbarn. Die Gärten können zudem auch von Schulklassen und der „Maison Relais“ genutzt werden.

CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler zeigte sich erstaunt über dieses Projekt, da sie heute zum ersten Mal davon höre. Zudem bemängelte sie, dass es kein Gesamtkonzept gebe, daher auch keine Einschätzung der anfallenden Kosten. Sie hatte ebenfalls Bedenken, dass die jetzt verlegten Rohre eventuell für ein späteres größeres Projekt nicht ausreichen könnten.

Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP) meldete sich ebenfalls zu Wort und kritisierte, dass das Areal Matgesfeld seit 1989 immer wieder zu Diskussionen geführt hat und oft Projekte zerredet wurden. Auch die Kleintierzuchtthalle, die er immer mitgetragen hatte, habe mehrere Jahre bis zur Realisierung gebraucht. Immer wieder seien neue Ideen und Pläne aufgetaucht ohne einen richtigen Gesamtplan. Die Gemeinschaftsgärten seien eine tolle Initiative, die ausbaufähig ist, z.B. eine Zusammenarbeit mit den Asylbewerbern oder der „Epicerie solidaire“ wären auch möglich. Er beschwerte sich außerdem, dass es bei solchen Gartenprojekten immer wieder zu Diskussionen und Problemen komme, so wie auch beim Garten beim Sanemer Schloss wo die Gemeinde zusammen mit Co-Labor 600 Quadratmeter unterhält. Sein Aufruf sei, dass alle betroffenen Akteure zusammenkommen sollen und in Kooperation einen Gesamtplan für das Matgesfeld ausarbeiten. Denn nur so könne man endlich in eine Richtung gehen

ohne dass immer wieder Ideen im Verlauf verworfen werden oder neue auftauchen. Ohne einen Masterplan werde es schwierig, so Rat Jos Piscitelli (LSAP).

Dem schloss sich Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) an. Sie erinnerte sich daran, dass bei einer Besichtigung die Kleintierzuchtthalle von einem Gesamtkonzept des Matgesfeld gesprochen wurde und von einem Streichelzoo bis hin zu Gewächshäusern die Rede war. Sie wundere sich daher, warum jetzt nur ein Teil des Areals geplant werde ohne das Ganze zu durchdenken.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erläuterte, dass es natürlich einfacher ist wenn ein Gesamtkonzept vorhanden ist. In diesem Falle habe man sich viele Gedanken gemacht, doch es gibt viele Elemente in diesem Dossier, die noch nicht ganz spruchreif sind. Man habe die Überlegungen noch nicht abgeschlossen, deshalb könne man keinen Gesamtplan präsentieren solange alle nötigen Informationen nicht vorliegen. Es gehe hier erst nur um eine erste Phase, alles was danach kommt ist angedacht aber noch nicht in Stein gemeißelt, so der Bürgermeister. Man wolle aber nicht mehr mit den Arbeiten warten, sondern endlich mit einem Projekt beginnen. Man lasse sich alle Pisten offen und auf die Bedenken der CSV hin, sind auch die Leitungsrohre so konzipiert, dass sie für viele verschiedene Projekte ausreichen.

Schöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) entgegnete, dass bereits vor 8 Jahren ein Brainstorming über die Nutzung des Matgesfeldes vorgenommen worden war. Es seien Skizzen entstanden, die nicht weiter ausgearbeitet worden sind. Danach kamen wieder neue Ideen von neuen Vereinspräsidenten die andere Vorstellungen hatten als ihre Vorgänger. Bisher wurde also kein Konsens gefunden und

deshalb könne man auch kein Gesamtkonzept präsentieren. Der Kiesweg, der jetzt angelegt werden soll, ist in allen Fällen nicht verloren, denn dieser wird sowieso benötigt als Zugangsweg. Das Interesse an den kleineren Parzellen bestehe innerhalb der Gemeinde, ein Trend der sich in ganz Europa zeige, so die Schöffin. Es sei schade, wenn man sich dagegen stellen würde, man sei froh endlich mit dem Projekt Matgesfeld anfangen zu können.

Trotz der langen Diskussion wurde der Kostenvoranschlag dann doch einstimmig verabschiedet.

WEITERE PROJEKTE, FORSTBEWIRTSCHAFTUNGSPLAN 2017 UND SCHULORGANISATION

Die Anschaffung von neuem informatischen Material für 42.000 €, der Austausch der Beleuchtung in der rue des Prés und der rue de Limpach in Sanem für 40.000 € und die Anlage eines Fußweges (25.000 €), der die rue d'Esch und die Siedlung „Ennert dem Dréisch“ mit dem Parkplatz der „Zolwer Kannerbuerg“ verbinden wird, wurden ebenfalls ohne Einwände gestimmt.

Die 4 Immobilientransaktionen sowie die von Gemeinderat und Präsident der Finanzkommission Jemp Schlessler (LSAP) vorgestellten Subsidien an diverse Vereinigungen als auch eine Abschlussrechnung bezüglich des Fahrradweges zwischen Beles und Oberkorn gaben ebenso keinen Anlass zu Beanstandungen.

Der Forstbewirtschaftungsplan 2017, der vom zuständigen Förster Claude Assel präsentiert wurde, sieht Ausgaben von 116.700 € und Einnahmen von 19.500 € vor. Zudem war zu erfahren, dass die Borkenkäferplage auf dem Beleser Gaalgebirg fast endgültig entfernt ist, da anstelle von Fichten andere Baumarten angepflanzt worden waren. Hier gab der Gemeinderat einhellig seine Zustimmung.

Gleiches Votum galt bei der definitiven Schulorganisation 2016/2017 und beim PEP (Plan d'Encadrement Périscolaire) 2016/2017. Von Schulschöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) war zu erfahren, dass insgesamt 1.499 Schüler in 93 Klassen in der Gemeinde Sanem unterrichtet werden.

Die beiden Entscheidungen des Sozialamt-Vorstandes, die Abänderungen in der Zusammensetzung von beratenden Kommissionen und diverse temporäre Verkehrsverordnungen wurden danach ebenfalls angenommen.

ZUKUNFT DER KIRCHENGEBÄUDE UND MASSNAHMEN GEGEN ÜBERSCHWEMMUNGEN IN SANEM

In zwei getrennten Anfragen erkundigten sich die Gemeinderätinnen Nathalie Morgenthaler (CSV) und Patrizia Arendt (déi Lénk) nach den Verhandlungen mit den gemeindeansässigen Kirchenfabriken bezüglich der Zukunft der Kirchengebäude. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) informierte zunächst, dass eine Versammlung mit allen „Fabrique d'église“ vergangene Woche am 3. Oktober stattgefunden haben. Es wurde hierbei festgehalten, dass alle Besitzverhältnisse zuerst abgeklärt werden müssen, bevor ein Abkommen darüber welche kirchlichen Gebäulichkeiten an den Kirchenfonds fließen und welche in Gemeindebesitz gehen, abgeschlossen werden kann.

Die Kirchen in Beles, Ehleringen, Sanem und Zolwer werden voraussichtlich an den Kirchenfonds übergehen. Die Kirche in Beles-Metzerlach ist allerdings mit hoher Wahrscheinlichkeit die einzige die für die Gemeinde von Interesse ist. Da jedoch die Besitzverhältnisse bislang nicht gänzlich geklärt sind, müsse man noch abwarten für welche Zwecke dieses Gebäude öffentlich genutzt werden könnte.

Bisher war man davon ausgegangen, dass die Kirche in Metzerlach der Gemeinde gehöre, da sie laut einem Beschluss von der Gemeinde zum damaligen Preis von 12,8 Millionen Luxemburger Franken auf einem gemeindeeigenen Grundstück (laut Katasteramt) erbaut worden war. Doch bei den Gesprächen am 3. Oktober war von einem Schenkungsakt die Rede. Diese Angelegenheit müsse nun anhand der notariellen Urkunden geprüft werden.



Verhandlungen um die Zukunft der Kirchengebäude – hier abgebildet: Beles-Metzerlach.

Im Zusammenhang mit der Trennung von Staat und Kirche hatte déi Lénk-Gemeinderätin Patrizia Arendt eine weitere schriftliche Anfrage an den Schöffenrat. Mit Erstaunen und Befremden musste sie feststellen, dass der Schöffenrat, im Gegensatz zu den vergangenen Jahren, in seiner Einladung zum nationalen Gedenktag (Journée de la Commémoration nationale) zum Gottesdienst nach der Kranzniederlegung eingeladen hatte. Ohne jemandem nahe treten zu wollen, meinte die Gemeinderätin, dass dies nicht in den Aufgabenbereich des Schöffenrates liege. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass früher die kirchliche Messe vor der Kranzniederlegung stattfand und deshalb das ganze Programm, also der zeitliche Ablauf der Zeremonie in der Einladung stand. Seitdem der Gottesdienst nun danach vonstattengeht, muss die Messe effektiv nicht mehr offiziell in der Einladung stehen. Er versprach, dass dieses Versehen in Zukunft nicht mehr vorkommen wird.

Bei einer dritten Frage ging es um die Folgen der Informationsversammlung am 21. September in Bezug auf die Überschwemmungen in Sanem. Bei dieser Zusammenkunft mit den Gemeindeverantwortlichen hatten einige aufgebrachte Einwohner ihre Beschwerden kundgetan und der Schöffenrat verschiedene Maßnahmen angekündigt. Nun wollte déi Lénk-Gemeinderätin Patrizia Arendt wissen, welche Schritte bisher unternommen worden sind.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) teilte mit, dass der technische Dienst mit 3 betroffenen Anwohnern am darauffolgenden Tag die „Helgebaach“ und die „Rouerbaach“ in Sanem besichtigt haben. Es wurde festgestellt, dass diese Bäche zum Großteil kein Problem darstellen, nur ein Teilstück der „Rouerbaach“ entlang der Wohnsiedlung bis zur Autobahn A13 müsse gereinigt werden. Am 18. Oktober findet ein Zusammentreffen mit dem Wasserwirtschaftsamt und der Umweltbehörde statt um die Bäche abzugehen und festzulegen inwiefern sie regelmäßig gesäubert werden können und müssen. In diesem Zusammenhang wird auch besprochen was man auf der Parzelle in der rue Prince Henri machen kann damit die „Helgebaach“ sich ausbreiten kann.

Die Gemeindedienste haben ebenfalls mit der Straßenbauverwaltung vereinbart, dass während den Bauarbeiten der Untersuchungshaftanstalt ein Rückhaltebecken in Betrieb genommen wird. Betreffend das Wasserrückhaltebecken beim Sanemer Schloss, werden die Studien des Ingenieurbüros noch einmal anhand der heutigen Gegebenheiten analysiert. Des Weiteren wird die Ge-

meinde Kontakt mit den Grundstücksbesitzern aufnehmen um möglicherweise ein Areal anzukaufen, das vielleicht für die Rückhaltung benötigt wird. Das eventuelle Problem mit dem Rollrasen wird man mit dem Wasserwirtschaftsamt untersuchen und gegebenenfalls auch dort Grundstücke vom Staat kaufen um ein Auffangbecken zu errichten. Hinzu kommt das SIACH-Projekt im Sanemer Schlosspark. Das Fassungsvermögen des künftigen Regenüberlaufbeckens liegt bei 400 Kubikmeter. Somit wird die Hochwasserbelastung der „Helgebaach sowohl hydraulisch als auch bakteriologisch abnehmen wird. Dieses Bauvorhaben ist in der Prozedur und wird voraussichtlich in der zweiten Jahreshälfte 2017 beginnen.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) bedauerte die teilweise übertriebenen Behauptungen seitens einiger Anwohner z.B. bezüglich des Sanemer Spielplatzes, wo das Gras so hoch wachse, dass man die Kinder nicht mehr sehen könne. In diesem Fall wurde man sich einig, dass trotz der späten Mahd (fauchage tardif) die Wiesen so behandelt werden, dass sie den Anwohnern nicht mehr so hoch sind. Eine Übereinstimmung fand man auch bei den Fußballtoren, die versetzt werden damit die Anwohner nicht mehr durch den Lärm gestört werden. Umwelt-Schöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) fügte hinzu, dass der „fauchage tardif“ zugunsten der wichtigen Blumen für Bienen und andere Insekten angewendet wird. In diesem Rahmen müsse ein Umdenken bei den Leuten vollzogen werden und dafür wird eine Sensibilisierungsaktion gestartet. Zum Rollrasen fügte sie hinzu, dass sie sich gut vorstellen könne, dass Anwesende der Informationsversammlung im eigenen Garten Rollrasen verlegt hätten. Sie fände es nicht in Ordnung immer nur den anderen die Schuld zu geben. Man müsse auch kritisch mit den eigenen Gewohnheiten umgehen. Sie hoffe, dass sich diese kontraproduktiven und sinnlosen Diskussionen in produktive und konstruktive umwandeln.

CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler hatte danach noch einige Bemerkungen. Sie habe bezüglich der Überschwemmungen in Sanem mit einem Experten gesprochen, der das Problem bereits auf der Höhe der Tankstelle und beim Rollrasen sieht. Außerdem bat sie darum, dass das Matgesfeld-Projekt im Vorfeld diskutiert werden müsse bevor es zur Abstimmung im Gemeinderat kommt. Zudem erkundigte sie sich nach der Petition der rue des Alliés in Beles. Dort hatten Einwohner sich über den Verkehr, das Falschparken, usw. beschwert. Der Schöffenrat hatte bekanntermaßen angekündigt, dass ein Gesamtprojekt für das Viertel sich in der Ausarbeitung befinde und wolle deshalb abwarten, dennoch forderte sie sofortige Maßnahmen. Ihre letzte Frage betraf Schulkinder die in Belval wohnen und anstatt in

der näheren Beles-Post-Schule eingeschrieben zu sein, müssten einige bis zur „Roude Wee“-Schule laufen.

Schöffin Myriam Cecchetti (déi Gréng) versprach, diese letzte Anfrage nachprüfen zu lassen, meinte jedoch, dass dies effektiv der Fall sein könnte wenn es mit einer Einschreibung in der „Maison Relais“ zusammenhängt. Zum Matgesfeld-Projekt begrüße sie alle Gemeinderatsmitglieder gerne bei einer Zusammenarbeit und man solle sich bei Interesse bei ihr melden. Zur rue des Alliés in Beles meinte Gemeinderat Jos Piscitelli (LSAP), dass vielleicht eine Aufklärungskampagne bezüglich der Regeln in einer 30km/h-Zone helfen könnte.

Auf die Nachfrage von déi Gréng-Gemeinderat Alain Cornély wie die Pläne von Belval Sud voranschreiten, antwortete Bürgermeister Georges Engel, dass der PAP eigentlich noch dieses Jahr vom Gemeinderat gestimmt werden sollte. Anhand neuer Erkenntnisse (z.B. BHNS - Bus à haut niveau de service), werden momentan neue Pläne ausgearbeitet.

GEMEINDE SANEM HÄLT AM WIDERSTAND GEGEN DEN BAU DER UMGEHUNGSSTRASSE VON BASCHARAGE FEST

Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) hatte kurzfristig eine Motion bezüglich der Umgehungsstraße von Bascharage eingereicht. Sie bedankte sich zunächst dafür, dass ihr Schreiben noch auf die Tagesordnung aufgenommen worden ist und somit auch der Dringlichkeitscharakter anerkannt wurde. In ihrem Antrag forderte sie die Einleitung gerichtlicher Schritte gegen die Entscheidung der Regierung von 29. Juli 2016 für den Bau der Variante 2 des „Contournement de Bascharage“. Sie beruhte sich dabei auf das juristische Gutachten des Anwaltes der Gemeinde. Darin bestätigte er die Möglichkeit eines rechtlichen Einspruches gegen den Beschluss der Regierung, da der Bau der Umgehungsstraße gegen die EU-Richtlinien bezüglich Natura 2000-Zonen verstößt. Trotz des potentiellen Risikos, dass die Klage der Gemeinde abgewiesen wird, weil es ein verfrühter Einspruch sein könnte, müsse man jetzt ein politisches Ausrufezeichen setzen und schnell reagieren. Sie könne ganz gut damit leben und dies sei man allen Unterstützern schuldig. Deshalb erhält der Schöffenrat in ihrem Vorschlag den Auftrag erhalten rechtlich vorzugehen. Außerdem soll, wie bereits in der informellen Gemeinderatssitzung im August besprochen, die Arbeitsgruppe „Contournement“ eine Sensibilisierungs- und Mobilisierungskampagne starten.

LSAP-Gemeinderat Jos Piscitelli und CSV-Gemeinderätin Carine Reuter-Bauler stimmten dem zu, dass man mit einer Klage, auch wenn sie möglicherweise verfrüht eingereicht wird, ein Zeichen setzen sollte, der politischen Druck ausübt.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) zeigte sich in Hinsicht auf die eine zu frühe Klage eher zurückhaltend. Erstens sei die Motion der déi Lénk-Gemeinderätin erst heute eingetroffen, daher habe man nicht genug Zeit gehabt die Vorschläge genauer zu analysieren gar innerhalb der Fraktionen zu besprechen und einen Konsens zu finden. Auch die Arbeitsgruppe „Contournement“ hatte also keine Gelegenheit die Motion zu besprechen. Zudem habe er Bedenken sich jetzt in eine Gerichtsaffäre zu stürzen bei der man keine Chancen habe und dies ein negatives Bild nach außen darstellen könnte. Außerdem müsse man in Betracht ziehen, dass bei verfrühten Aktionen die Wirkungskraft verpuffen könnte. Er sei der Meinung, dass nur mit richtigen Gewinnchancen ein starkes Zeichen gesetzt werden kann.

Ihm wurde vom juristischen Rat erklärt, dass dieser Regierungsbeschluss mit einer Baugenehmigung verglichen werden kann. Es handelt sich hierbei um einen prinzipiellen Entschluss, dass etwas gebaut wird und nicht genau was, also keine endgültige Entscheidung. Solange es keine konkreten Pläne gibt, erscheint es schwierig dagegen zu klagen. Es sei kein glücklicher Umstand wenn die Klage abgewiesen wird, weil man damit blind auf ein noch nicht vorhandenes Ziel schieße ohne wirkliche Chancen zu haben, befürchtete der Bürgermeister. Er betonte allerdings, dass dies nur seine eigene persönliche Meinung äußere, und nicht die des Schöffenrates oder seiner Partei. Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) schlug ebenfalls vor, erst die endgültige Entscheidung und die dazugehörigen Pläne der Regierung abzuwarten und bis dahin noch einmal innerhalb der Arbeitsgruppe die Vorgehensweise zu besprechen.

Gemeinderätin Patrizia Arendt (déi Lénk) war mit den Ausführungen des Bürgermeisters nicht einverstanden. Sie war der Meinung, dass man ein klares Ziel habe und ein gerichtlicher Einspruch klar den notwendigen politischen Druck ausübe. Die Gemeinde stehe im Falle eine Klageabweisung auch nicht in einem schlechten Licht dar und es habe auch keine Auswirkungen auf alles was später folgt. Sie kritisierte, dass seit Ende Juli der Gemeinderat nichts mehr unternommen hatte und dabei müsse man nichts unversucht lassen in diesem Dos-

sier. Da der nächste Gemeinderat erst in einem Monat stattfindet und dann die Frist zur Einreichung der Klage abgelaufen ist, sei der Zweck ihrer Motion hauptsächlich dem Schöfferrat jetzt die Aufgabe zu erteilen rechtlich zu handeln. Die Mitglieder der Arbeitsgruppe hätten eine beratende Funktion – die politischen Entscheidungen und Akzente müsste der Gemeinderat setzen. In der Arbeitsgruppe seien auch nicht alle Gemeinderäte vertreten.

Gemeinderätin Nadine Tornambé-Duchamp (LSAP) hatte mit der Motion an sich keine Probleme. Sie hatte allerdings Bemerkungen zum dritten und letzten Abschnitt. Der Abschnitt über die Arbeitsgruppe „Contournement“ gehöre nicht in die Motion, da sie nicht über die Kompetenzen verfüge die regionalen Verkehrsprobleme zu lösen. Zum dritten Abschnitt meinte sie, dass die Argumente in der Stellungnahme des Gemeinderates effektiv nicht klar nach außen gedrungen oder verstanden wurden. An der Öffentlichkeitsarbeit müsse man arbeiten um nicht mehr als die „bösen Buhleute“ dazustehen.

Daraufhin schlug Bürgermeister Georges Engel (LSAP) vor, die Motion von déi Lénk abzuändern und lediglich dem Schöfferrat die Ermächtigung zu geben gegen den Regierungsbeschluss gerichtliche Schritte einzuleiten. Alle weiteren Vorgehensweisen werden dann innerhalb der Arbeitsgruppe ausdiskutiert. Damit zeigte sich die déi Lénk-Gemeinderätin zufrieden und einverstanden.

Somit wurde dem Schöfferrat einstimmig vom Gemeinderat der Auftrag erteilt gegen den Bau der Umgehungsstraße vor Gericht zu ziehen.

Zum Schluss informierte Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) über eine Postenschaffung im gemeindeeigenen Pflege- und Altenheim REWA (Résidence Op der Waassertrap), die dann auch ohne Beanstandung bewilligt.

Abschließend wurde in der geschlossenen Sitzung Carmen Mentz als neue Architektin und 4 Arbeitszeiterhöhungen von Krankenpflegern im REWA gestimmt.



Commune de Sanem